

471413

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE

A/CONF.104/5  
10 juillet 1981

FRANCAIS

Original : ANGLAIS, FRANCAIS

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR  
LES PAYS LES MOINS AVANCES

Paris, 1er septembre 1981

RAPPORTS DES REUNIONS DE CONSULTATIONS CONSACREES AUX PAYS  
LES MOINS AVANCES D'AFRIQUE DE L'OUEST ET D'AFRIQUE CENTRALE,  
AINSI QU'A LA SOMALIE

Réunions tenues au Centre des congrès des Pays-Bas, à La Haye,  
du 25 mai au 5 juin 1981

GE.81-54000

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Introduction par le secrétariat de la Conférence	1
<u>Rapports des réunions de consultation pour le/la :</u>	
I. Bénin	4
II. Cap-Vert	14
III. République centrafricaine	21
IV. Gambie	28
V. Guinée	36
VI. Mali	43
VII. Niger	52
VIII. Somalie	61
IX. Haute-Volta	69

Appendice

Notification des réunions et liste des pays et organisations invités  
à y participer.

Index et abréviations

BTUS	Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne
CARE	Cooperative for American Relief Everywhere, Inc.
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEPD	Coopération économique entre pays en développement
CILSS	Comité (permanent) inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CIP	Chiffre indicatif de planification
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FINU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FIDA	Fonds international de développement agricole
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
OMCI	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime
OIS	Organisation mondiale de la santé
OIVS	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OUA	Organisation de l'unité africaine
OXFAM	Oxford Committee for Famine Relief
PIUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UDEAC	Union douanière et économique de l'Afrique centrale
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

INTRODUCTION PAR LE SECRETARIAT DE LA CONFERENCE

1. Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, des réunions de consultation pour les pays les moins avancés d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, ainsi que pour la Somalie, ont été organisées au Centre des congrès des Pays-Bas, à La Haye, du 25 mai au 5 juin 1981. Elles ont été consacrées aux pays suivants : Bénin, Cap-Vert, République centrafricaine, Gambie, Guinée, Mali, Niger, Somalie et Haute-Volta <sup>1/</sup>.

2. Les réunions ont été convoquées par le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies pour les pays les moins avancés, conformément à la résolution 7 (III) adoptée par le Comité préparatoire de la Conférence à sa première session, en février 1980, ainsi qu'aux conclusions et aux recommandations qu'il a adoptées à sa deuxième session, en octobre 1980, et que l'Assemblée générale a faites siennes dans sa résolution 35/205 du 16 décembre 1980.

3. Une séance d'inauguration a eu lieu le 25 mai 1981, en présence du Président, des membres et de hauts-fonctionnaires de la Cour internationale de justice; les représentants des pays et des organisations internationales invitées aux neuf réunions de consultation y ont assisté. M. R.J. van Shaik, Directeur général de la coopération internationale du Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas, a fait, au nom de M. Jan de Koning, Ministre de la coopération pour le développement, une allocution dans laquelle il a souhaité la bienvenue aux participants. Il a déclaré que le Gouvernement néerlandais, en mettant à la disposition des réunions le Centre des congrès des Pays-Bas et en prenant à sa charge les frais de voyage de quatre représentants de chacun des pays les moins avancés intéressés, entendait montrer l'importance qu'il attachait à une action concertée sur les problèmes des pays les moins avancés.

4. Au cours de la même séance, M. Gamani Corea, Secrétaire général de la Conférence et Secrétaire général de la CNUCED, a noté que la CNUCED avait été chargée de mener à bien les préparatifs de la Conférence, laquelle devrait "mettre au point, adopter et appuyer" un nouveau programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés. Les quatre séries de réunions de consultation devant se tenir avant la convocation de la Conférence à Paris en septembre 1981, dont la troisième s'engageait maintenant, étaient une innovation au regard de la pratique des Nations Unies, en ce sens qu'elles se fondaient sur des programmes présentés par les pays les moins avancés eux-mêmes et traduisent la façon dont ces pays percevaient leurs propres problèmes et besoins de développement. Il était normal que les Pays-Bas, compte tenu de leur prestation remarquable dans le domaine de l'aide au développement, eussent accueilli ces réunions de consultation. Parce que les pays africains les moins avancés en général avaient souffert le plus durement ces dernières années d'une série de problèmes - catastrophes naturelles, chute brutale de la production agricole et du pouvoir d'achat des exportations, etc. - leur situation illustrait à l'évidence les problèmes auxquels se heurtaient l'ensemble des pays les moins avancés.

<sup>1/</sup> Le Tchad, auquel une réunion devait également être consacrée, n'a pas présenté de mémoire; il n'y a donc pas eu de réunion de consultation pour ce pays.

5. M. G.A. Marzouk, Directeur de la Division de la recherche et de la planification socio-économique de la Commission économique pour l'Afrique, parlant au nom de M. A. Adedeji, Secrétaire exécutif de la Commission, a déclaré que les problèmes "les plus accablants et les plus cruciaux dans l'immédiat" qui entravaient le développement en Afrique étaient "les déficits alimentaires chroniques, la sécheresse destructrice, les crises croissantes d'énergie et la détérioration de plus en plus grave de la balance des paiements". Il a souligné la nécessité de dégager, avant la Conférence de Paris, une approche commune des questions concernant l'ampleur des besoins d'assistance, les modalités de l'aide et les arrangements postérieurs à la Conférence qu'exigeait la mise en oeuvre du nouveau programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés pour les années 80, aux niveaux national, régional et mondial.

6. Ont participé à chacune des réunions de consultation des représentants des pays et des organisations internationales, et aussi, dans certains cas, des organisations non gouvernementales, qui avaient été invités par le gouvernement du pays auquel était consacrée la réunion 2/.

7. M. Michel Doo Kingué, Administrateur assistant et Directeur régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement, a présidé les réunions de consultation pour le Bénin, la République centrafricaine, la Guinée, le Mali et le Niger, tandis que M. B. Bell, ancien vice-président de la Banque mondiale, a présidé les réunions intéressant le Cap-Vert, la Gambie, la Somalie et la Haute-Volta. M. J. Pronk, Secrétaire général adjoint de la CNUCED, a présidé une partie de la réunion de consultation pour le Niger, en raison de l'absence momentanée de M. Doo Kingué.

8. Les participants à chacune des réunions de consultation étaient saisis d'un mémoire comportant une évaluation des possibilités de développement, des goulets d'étranglement, des objectifs et priorités de développement, des besoins en matière d'assistance, ainsi que des projets et programmes. Ce mémoire (disponible dans la langue originale) était soumis par le gouvernement du pays intéressé et présenté par le chef de sa délégation au début de la réunion correspondante.

9. Un rapport sur les travaux de chaque réunion de consultation comprenant un résumé de la déclaration liminaire faite par le chef de la délégation du pays intéressé, un compte rendu de la discussion qui a suivi et les conclusions dégagées, a été adopté par les participants et sera présenté à la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Les divers rapports sont reproduits dans le présent document. Des rapports analogues sur les réunions de consultation organisées pour les pays les moins avancés de la région de l'Asie et du Pacifique (Vienne, 30 mars - 10 avril 1981), pour les pays les moins avancés d'Afrique de l'Est (Addis-Abeba, 4-15 mai 1981) et pour les pays les moins avancés d'Afrique australe, la Guinée-Bissau et Haïti (Genève, 22-26 juin 1981) figurant dans les documents A/CONF.104/3, A/CONF.104/4 et A/CONF.104/6, respectivement.

---

2/ On trouvera de plus amples détails concernant la participation en annexe à chacun des rapports. Pour le texte de la notification des réunions et la liste des pays et organisations internationales invités à participer à chacune des réunions, voir l'appendice au présent document. La liste définitive des participants aux réunions sera publiée sous la cote LDC/RM.3/INF.1.

10. La séance de clôture a eu lieu le 5 juin 1981; les représentants de tous les pays et organisations internationales et autres invités aux neuf réunions de consultation y ont assisté.

11. Le représentant de la France a réaffirmé l'intérêt que son Gouvernement porte au développement et déclaré que la France ferait tout son possible pour assurer le succès de la Conférence.

12. Le représentant de la République centrafricaine, parlant au nom des pays les moins avancés représentés aux réunions de consultation, a exprimé le vœu qu'à la Conférence de Paris, on puisse aboutir, dans un climat de responsabilité et de solidarité internationales, à des décisions concrètes susceptibles d'alléger le fardeau du sous-développement dans les pays les moins avancés.

13. Dans sa déclaration de clôture, M. Jan de Koning, Ministre néerlandais de la coopération pour le développement, a fait observer que l'absence quasi totale de croissance économique dans la plupart des pays donateurs ne devait pas conduire à perdre de vue le problème du développement, étant donné l'ampleur et la persistance de ce dernier. Des centaines de millions de personnes connaissaient une misère et une détresse intolérables et des centaines de millions d'autres disposaient de moyens de subsistance si réduits que leur niveau de vie n'atteignait même pas un minimum acceptable. L'intensification de l'aide aux pays les moins avancés devait rester un objectif prioritaire.

14. Il était de la plus haute importance pour la mise en oeuvre du nouveau programme substantiel d'action de mobiliser, à l'échelle de la communauté internationale tout entière, la volonté politique nécessaire pour assurer la participation de tous les groupes régionaux. Le Gouvernement néerlandais avait accueilli les réunions de consultation, parce que les souffrances de centaines de millions de personnes dans les pays les plus pauvres exigeaient l'adoption, d'urgence, de mesures substantielles.

15. Dans sa déclaration de clôture, M. Jan Pronk, Secrétaire général adjoint de la CNUCED, a dit qu'à mesure qu'approchait la date de la Conférence de Paris, il devenait évident qu'il existait un écart entre les espoirs des pays les moins avancés - fondés sur l'intention unanimement déclarée de la communauté internationale de consentir un effort spécial en faveur de ces pays - et la réticence apparente des pays développés dans leur ensemble à prendre des mesures de soutien concrètes. Les pays développés s'enfermaient dans la position selon laquelle, pour le moment, on ne pouvait escompter aucun nouvel engagement d'assistance en faveur des pays les moins avancés. Cette position était indéfendable, dans la mesure où l'Assemblée générale avait adopté, pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, une stratégie dont l'un des objectifs était de doubler le volume de l'aide publique au développement en faveur des pays les moins avancés le plus rapidement possible, et de le tripler, puis de le quadrupler au cours de la décennie.

16. Le total des ressources demandées par les pays les moins avancés pour financer leurs programmes n'avait rien d'excessif et était en parfait accord avec les objectifs de la stratégie pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.

17. Les réunions de consultation tenues à La Haye avaient certes été fructueuses - en grande partie, grâce à l'excellente qualité des documents présentés par les pays en développement et au climat politique favorable qui avait prévalu - mais il était regrettable que tous les partenaires des pays les moins avancés en matière de commerce et d'aide n'aient pas accepté l'invitation de ces pays. M. Pronk a instamment demandé aux pays les moins avancés de s'employer résolument jusqu'à la Conférence de Paris, à obtenir la participation de tous leurs partenaires pour la mise en oeuvre du nouveau programme substantiel d'action.

I. RAPPORT DE LA REUNION DE CONSULTATION  
POUR LE BENIN 1/

1. Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et conformément à la résolution 7 (III), adoptée par le Comité préparatoire de la Conférence à sa première session, en février 1980, ainsi qu'aux conclusions et recommandations qu'il a adoptées à sa deuxième session, en octobre 1980 (A/CONF.104/PC/9 2/, chap. II), et que l'Assemblée générale a fait siennes dans sa résolution 35/205 du 16 décembre 1980, la réunion de consultation pour la République populaire du Bénin s'est tenue au Centre des congrès des Pays-Bas, à La Haye, les 25 et 26 mai 1981. Elle a été présidée par M. Michel Doo Kingué, Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement. Le rapport a été adopté le 29 mai 1981. La liste des pays et organisations internationales qui ont participé à la réunion figure dans l'annexe.

2. Le rapport établi par le Gouvernement pour la réunion de consultation par pays (mémoire du Bénin, LCD/CP/18) constituait le principal document examiné. Le rapport était disponible dans la langue originale (français); un résumé du rapport, établi par le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés a été distribué en anglais, en arabe et en français (A/CONF.104/SP/18). La délégation du Bénin a également mis à la disposition de la réunion une annexe du programme national 1980-1990 intitulée "Liste des projets identifiés par secteur".

3. L'élaboration du programme du pays et sa présentation à la réunion de consultation constituent une étape importante des activités précédant la Conférence.

4. M. Aboubakar Baba-Moussa, Ministre du plan, de la statistique et de l'analyse économique, Chef de la délégation du Bénin a présenté, dans un exposé introductif, le programme de son pays. Cet exposé est résumé aux paragraphes 5 à 11 ci-dessous.

5. Le Ministre a d'abord donné un aperçu de l'évolution de l'économie au cours de la décennie 1970-1979; c'est ainsi qu'en 1979 le PIB au coût des facteurs était estimé à 181,2 milliards de francs CFA, contre 62,2 milliards en 1970. Le déficit de la balance des paiements, qui était de 5,5 milliards de francs CFA en 1979, a été ramené depuis à un niveau plus raisonnable. Le taux des investissements bruts est en augmentation, ayant passé de 16,5 % du PIB en 1972-1976 à 17,5 % en 1976-1978, pour atteindre au moins 18,2 % en 1980. Ce sont les ressources extérieures qui ont financé la majeure partie des investissements (81 % des investissements publics en 1976-1978).

6. Le Ministre a énuméré les potentialités de développement du Bénin : situation géographique privilégiée dans une sous-région appelée à un grand essor économique, important potentiel agricole relativement aisé à mettre en valeur, potentiel minier prometteur, potentiel touristique, ressources humaines perfectibles, volonté de développement. Il a ensuite analysé les principales contraintes auxquelles se heurte le développement du pays. Outre les contraintes liées à l'environnement politique et socio-économique international, qui échappent au contrôle du Bénin, il a décrit l'existence des sept contraintes suivantes :

- i) faible capacité d'administration, y compris d'élaboration et d'exécution des projets de développement;
- ii) déficit de la main-d'oeuvre qualifiée, du fait que jusqu'à 1975, la formation des cadres béninois ne correspondait pas aux besoins réels de développement;

---

1/ Original : FRANCAIS

2/ Voir également, Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément No 45 (A/35/45), deuxième partie.

- iii) faiblesse de l'épargne publique;
- iv) insuffisance des infrastructures économiques;
- v) exigüité du marché intérieur;
- vi) contraintes liées aux cultures industrielles et vivrières, telles les aléas climatiques, les prix aux producteurs et la qualité des semences et des plants;
- vii) contraintes du secteur industriel, qui n'a pas été construit d'une façon intégrée et qui souffre de problèmes d'approvisionnement et de gestion.

7. Le Ministre a continué en indiquant la stratégie du Bénin pour les années 80, qui s'inscrit dans le cadre de la Stratégie pour le développement économique de l'Afrique adoptée à Monrovia en juillet 1979 et tient compte de l'appartenance du Bénin à la CEDEAO. Les trois aspects fondamentaux de cette stratégie - développement démocratique, développement indépendant et développement planifié - devraient conduire à :

- un renforcement de la sécurité alimentaire;
- une diversification des cultures;
- une maîtrise progressive de la technologie;
- une industrialisation permettant de valoriser les ressources du pays et de donner un appui au secteur rural;
- une valorisation des ressources humaines;
- un développement spatial équilibré;
- la création des conditions nécessaires à une coopération régionale, avantageuse et soutenue; et
- une croissance auto-entretenu.

8. Les objectifs du Bénin sont de doubler le PIB en termes réels au cours de la décennie, en passant de 220 milliards à 428 milliards de francs CFA, soit un taux de croissance de 7 % par an. Ce taux de croissance comprend des taux de 4,2 % pour le secteur primaire, 14 % pour le secteur secondaire, et 6,9 % pour le tertiaire.

9. Le Ministre a estimé que les besoins financiers pour atteindre le taux de croissance prévu sont de 958,8 milliards de francs CFA pour la décennie, dont 725,4 milliards (75,6 %) devraient provenir d'aides extérieures. Dans la première moitié de la décennie, la construction d'infrastructures entraînera un coefficient de capital relativement important (4,5) et un taux d'investissement très élevé (32 % du PIB). Il est prévu que la part des ressources intérieures dans le financement du programme de développement augmentera graduellement, passant de 16 % en 1981 à 35 % en 1990.

10. Le Ministre a poursuivi en donnant des éléments du programme d'action pour les années 80 et en citant un certain nombre de projets dont le financement n'est pas encore assuré. Dans le domaine du développement rural et de l'agriculture, 30 programmes



et projets ont été signalés; le secteur industrie, mines et énergie est composé de quatre sous-programmes et celui de l'équipement et des transports de six sous-programmes. Dans les domaines de l'éducation et de la santé, 14 projets différents de construction et d'équipement ont été mentionnés.

11. Le Ministre a enfin proposé deux séries de mesures pour accroître la capacité d'absorption des aides extérieures et atteindre les objectifs précis. Sur le plan intérieur, le gouvernement renforcera son rôle dirigeant et moteur, notamment en exerçant un meilleur contrôle sur les organismes publics et semi publics dont la gestion sera améliorée, en renforçant le système de planification économique ainsi que la programmation et la gestion budgétaires, en intensifiant la formation de la main-d'oeuvre, et en appliquant plusieurs mesures de politique commerciale. Sur le plan extérieur, il serait nécessaire que les partenaires du Bénin se montrent moins rigides quant aux critères de rentabilité financière et qu'ils tiennent compte de l'inflation, assouplissent les procédures administratives et juridiques, participent aux dépenses locales, délient l'aide autant que possible, et approuvent des programmes d'action s'étalant sur plusieurs années.

12. Les délégations des pays et organisations internationales invités qui ont pris ensuite la parole ont souligné d'abord la clarté et la richesse de la présentation faite par le chef de la délégation du Bénin.

13. La plupart des représentants qui ont pris la parole ont félicité le gouvernement pour l'orientation générale de ses objectifs de développement qui tendent à promouvoir un développement démocratique, indépendant et auto-entretenu. Des participants se sont demandé si le rôle économique de l'Etat n'est pas excessif, eu égard en particulier à la pénurie de cadres et à la faiblesse administrative du pays. Certains ont souhaité que ses objectifs se concrétisent par des mesures de décentralisation en matière de préparation et de mise en oeuvre des programmes de développement.

14. Les participants ont posé des questions sur le réalisme de l'objectif de croissance de 7 % par an du PIB que le Bénin s'est fixé pour les années 80, et de l'accroissement très rapide prévu pour le taux d'investissement.

15. Certains représentants ont relevé la valeur inégale des diverses parties du programme présenté par le gouvernement, soulignant le caractère relativement complet des mesures prévues dans certains secteurs et la faiblesse des mesures prévues dans d'autres secteurs. L'absence de projets significatifs dans le secteur industriel a été citée comme un exemple d'un certain déséquilibre du programme.

16. Se référant à la faiblesse de l'appareil administratif du pays, mentionnée dans le mémoire du gouvernement, plusieurs représentants ont souligné qu'il importe de renforcer la capacité du gouvernement dans les domaines de la planification et de l'administration des programmes et projets de développement, faute de quoi le Bénin risque de ne pas pouvoir absorber l'aide attendue de la communauté internationale. Certains participants ont d'ailleurs mis le Bénin en garde contre un optimisme excessif quant au volume d'assistance probable, étant donné les difficultés économiques qui sévissent actuellement dans la plupart des pays donateurs représentés à la réunion.

17. Une discussion s'est engagée entre les participants et le chef de la délégation du Bénin au sujet des critères d'appréciation qu'il convient d'appliquer aux projets soumis aux bailleurs de fonds, et plus généralement au sujet des modalités de l'assistance extérieure.

18. Une longue discussion a eu lieu sur les problèmes du développement agricole. Certains représentants se sont demandé si le taux de croissance de 4,2 % par an envisagé par le gouvernement n'est pas trop faible compte tenu notamment des possibilités de développement de ce secteur, du fait que le taux de croissance de la population est de 2,7 % par an, ainsi que de la nécessité d'améliorer l'état nutritionnel de la population. Des questions ont été posées par ailleurs sur le rôle respectif des fermes d'Etat, des coopératives d'agriculteurs et des petits exploitants dans l'augmentation de la production agricole prévue par le gouvernement. Des précisions ont aussi été demandées sur le rôle de l'industrie dans le développement agricole et l'apport de l'agriculture dans le développement industriel.

19. Se référant aux passages du mémoire du Bénin concernant la politique des prix agricoles et les mesures envisagées pour le crédit agricole, certains représentants ont souligné que les principes affirmés dans ce document peuvent conduire à une désépargne.

20. Un certain nombre de représentants ont mis l'accent sur la qualité des objectifs et des programmes relatifs au développement de l'éducation et de la santé et en ont félicité le gouvernement. Ils ont cependant demandé des éclaircissements sur la politique générale du gouvernement en matière de développement et d'utilisation des ressources humaines. L'accent a également été mis sur l'importance de l'investissement humain auquel il faut d'autant plus recourir que ce genre d'investissement est particulièrement recommandé en matière de développement des infrastructures et de l'agriculture.

21. Toutes les questions posées au cours du débat ont été regroupées par le chef de la délégation béninoise en douze questions auxquelles il a répondu vers la fin du débat.

- a) Est-il réaliste d'envisager un taux de croissance du PIB de 7 % par an pendant la décennie 1980-1989 ?

22. Certains participants ont remarqué que ce chiffre contrastait avec les résultats obtenus pendant la décennie 1970-1979. Etant donné que quelques grands projets d'investissement récemment entrepris sont maintenant en cours, d'autres participants ont appuyé la délégation béninoise dans sa conviction que ce taux pouvait être atteint, au moins pendant la période 1980-1985. Pour le maintenir pendant la deuxième moitié de la décennie, la délégation béninoise estime qu'il faudra entreprendre l'exécution de projets à élaborer au cours des prochaines années et pour lesquels des concours extérieurs sont actuellement sollicités.

- b) A supposer que la communauté internationale soit en mesure de mettre à sa disposition les moyens financiers qu'il sollicite, le Bénin serait-il en mesure de les absorber effectivement ? Quelles mesures concrètes sont envisagées à cet égard ?

23. Le Ministre a fait ressortir deux volets de la question. D'une part, il faut tenir compte de la capacité des donateurs de fournir les ressources requises. Le Bénin ne peut que souhaiter une amélioration des procédures qui freinent actuellement les flux financiers et technologiques. D'autre part, du côté du Bénin, il faut créer des occasions permettant à la communauté internationale de donner, c'est-à-dire créer une capacité d'évaluation et de présentation de projets susceptibles d'être financés. A ces fins le gouvernement a établi au sein du Ministère du plan, de la statistique et de l'analyse économique, un bureau central des projets. Ce bureau, en plus de son personnel permanent, recourt aux services d'experts et de consultants internationaux, mais aussi de spécialistes béninois détachés pour des projets spécifiques par d'autres services nationaux. Il importe aussi d'améliorer la gestion des projets. Pour alléger les

formalités qui peuvent retarder sensiblement le débours de fonds, le gouvernement a décidé de créer un service de la coopération dans chaque ministère. Pour s'assurer que tout projet s'exécute comme prévu, le gouvernement a aussi décidé récemment de nommer dans chaque cas un chef de projet responsable devant lui. Il espère que cette individualisation de la responsabilité améliorera la gestion et les relations avec les donateurs. Une assistance extérieure s'avérera nécessaire pour mettre ces nouvelles mesures en oeuvre.

24. A certains participants qui se posaient des questions quant au réalisme de l'accroissement subit du taux d'investissement (dont le mémoire du Bénin prévoit qu'il passera de 18 à 32 % du PIB entre 1980 et 1981), il a été précisé que les projets importants ayant démarré à la fin de 1980 ne paraissent pas dans les statistiques de l'année, mais qu'ils contribueront notablement à l'augmentation du taux d'investissement en 1981.

c) Est-il réaliste de s'attendre à recevoir 3 milliards de dollars des Etats-Unis en apports extérieurs pendant la décennie 1980-1989 ?

25. Certains participants ont tenu à mettre le Bénin en garde contre un optimisme excessif quant au volume d'assistance extérieure auquel il peut s'attendre, étant donné les difficultés économiques touchant la plupart des pays donateurs. Le chef de la délégation béninoise a fait remarquer que l'aide sollicitée n'est pas constituée en totalité d'aide publique, qu'il existe de par le monde d'énormes liquidités qui pourraient, à des conditions de taux d'intérêt souples, être mobilisées en complément de l'aide publique, avec l'assistance des pays développés. A cet effet, il faudrait que le Bénin puisse avoir recours aux marchés financiers ou à des sources bancaires de financement à l'étranger. Ce point de vue a trouvé un écho favorable auprès de plusieurs participants.

26. Certains participants ont exprimé la crainte que les formes d'emploi de l'assistance que préconise le Bénin ne découragent l'épargne au profit de la consommation courante, soit des particuliers, soit des pouvoirs publics. Un participant a cité à l'appui de cet argument les chiffres des "Tableaux résumés pour les pays les moins avancés de l'Afrique de l'Ouest et du centre et la Somalie" (LDC/PM.3/CRP.1), qui indiquent pour 1978 un taux d'épargne négatif au Bénin et un taux de croissance négatif du PIB par habitant pour les années 70, malgré une aide extérieure en 1978 supérieure à la moyenne des pays les moins avancés. Le chef de la délégation béninoise a émis des doutes quant à l'exactitude de certains de ces chiffres, étant donné la faiblesse de l'appareil statistique béninois. D'ailleurs, selon lui, quelques chiffres de ce document se rapportant au Bénin sont en conflit avec les estimations du FMI, de la Banque mondiale et de la CEA qui indiquent une croissance annuelle du PIB par habitant de 0,7 % pour la même période.

d) Est-il réaliste de prévoir un assouplissement des modalités de l'assistance ?

27. Le chef de la délégation du Bénin a souligné les divergences qui apparaissent souvent entre les priorités du gouvernement et celles des donateurs. Il a souhaité en conséquence un assouplissement des critères d'appréciation des projets et une programmation de l'assistance sur une période plus longue. Plusieurs partenaires ont reconnu le bien-fondé de cette analyse et ont pris acte de la requête du Bénin. Toutefois, un participant a exprimé l'avis que les critères classiques d'évaluation des projets protègent tant le bénéficiaire que le donateur, non seulement parce qu'ils aident à éviter le gaspillage des ressources, mais aussi parce qu'étant objectifs, ils contrecarrent la subjectivité de la part de l'un ou de l'autre des partenaires.

e) Peut-on faire du développement industriel le moteur du développement agricole ?

28. En réponse à certaines remarques sur les priorités relatives de l'industrie et de l'agriculture dans la stratégie préconisée, le chef de la délégation du Bénin a soutenu que l'agriculture ne peut se développer autrement. L'industrie doit en particulier fournir des intrants à l'agriculture, tels qu'instruments aratoires, engrais et pesticides. De même, sans amélioration du stockage des produits agricoles ou leur

transformation, les chutes de prix au moment de la récolte ne peuvent que décourager les producteurs et les pertes après la récolte resteront trop importantes.

29. Toujours à propos du développement industriel, le Ministre a expliqué aussi que l'on sous-estime le marché industriel si l'on ne tient pas compte des exportations incontrôlées vers les pays voisins, qui d'ailleurs se font déjà en ce qui concerne le ciment et les textiles.

- f) Dans le secteur agricole, serait-il préférable de suivre une politique de vérité des prix en ce qui concerne les intrants et de prix plus élevés aux producteurs plutôt que de subventionner les intrants et de comprimer les prix aux producteurs comme le Bénin le préconise ?

30. Certains participants ont exprimé des doutes quant à la sagesse de pratiquer une politique de bas prix aux producteurs compensés par l'octroi de subventions pour les intrants, à la lumière entre autres de la possibilité de ventes incontrôlées aux pays voisins à des prix plus élevés. Tout en reconnaissant l'existence de ce commerce, le chef de la délégation béninoise a soutenu que la politique actuelle de son gouvernement est moins inflationniste qu'une politique de prix élevés. Il a souligné la nécessité pour le Bénin d'exporter des produits agricoles pour obtenir des devises. Les cours de ces produits étant fixés indépendamment de lui, il arrive souvent que ces cours soient nettement inférieurs aux coûts de production. Dans ce cas, les fonds d'aide et de stabilisation constitués par des taxes intérieures et l'assistance extérieure ne suffisent plus pour réaliser l'équilibre. La vérité des prix empêcherait rapidement le Bénin d'être concurrentiel sur les marchés internationaux. C'est le cas pour l'huile de palme, le coton, les palmistes, etc. Un représentant a expliqué le processus de la stabilisation des recettes d'exportation que pratique son organisation en faveur des pays associés et a souhaité que les autres donateurs puissent aider les pays les moins avancés selon le même principe.

- g) Le taux de croissance prévu pour l'agriculture n'est-il pas trop pessimiste ?

31. Certains participants ont exprimé le point de vue que l'agriculture mérite une plus grande priorité, et en particulier que le taux de croissance de 4 à 5 % par an prévu pour ce secteur est insuffisant pour atteindre les objectifs que le Bénin s'est fixés en ce qui concerne l'autosuffisance alimentaire, l'amélioration de la nutrition et l'augmentation des exportations de produits d'origine agricole; un objectif plus ambitieux pour ce secteur devrait être réalisable. Dans ce contexte, des participants se sont intéressés au montant de l'investissement prévu pour les fermes d'Etat qui, à 15 milliards de francs CFA, correspond à celui prévu pour l'ensemble de la formation et de la vulgarisation agricole. Ils se sont interrogés sur les rôles respectifs de ces fermes et de la paysannerie, qui constitue 81 % de la population. Le chef de la délégation béninoise a expliqué les rôles que doivent jouer les fermes d'Etat comme centres d'expérimentation, et aussi comme moyens d'équilibrer la production et les besoins du pays, puisqu'elles vendront leur production par le truchement des circuits officiels. Le chef de la délégation béninoise a ajouté qu'actuellement, 95 % des exploitations agricoles sont privées, mais que les paysans sont encouragés à se grouper progressivement en coopératives, non seulement pour la commercialisation, comme cela se passait déjà auparavant, mais aussi pour la production. Le chef de la délégation béninoise a précisé que le regroupement volontaire des paysans en coopératives facilite l'encadrement des paysans, l'acquisition des matériels et équipements agricoles, l'approvisionnement en engrais et pesticides, l'obtention des garanties pour bénéficier du système de crédit agricole, et une rentabilité accrue de tous les facteurs de production. Il a souligné que le taux de croissance de 4 à 5 % tient compte des aléas climatiques de ces dernières années et du niveau de maîtrise des techniques agricoles intensives.

h) Quelles mesures le Bénin prend-t-il pour parer à ses insuffisances financières, humaines et d'infrastructure économique?

32. Le chef de la délégation béninoise a expliqué les différentes mesures engagées pour surmonter la faiblesse des ressources humaines et administratives. Les structures de l'enseignement ont été revues, notamment pour que tout enfant sortant de l'école, à quelque stade que ce soit, puisse être immédiatement utile à l'économie nationale. Les enseignements supérieur et technique ont été modifiés pour mieux répondre aux besoins du pays. Le gouvernement cherche à inciter les paysans et les éleveurs à se regrouper en coopératives, en particulier pour que le personnel d'encadrement puisse les servir plus efficacement. (La question de l'infrastructure économique est traitée plus loin au point 1)).

33. La délégation béninoise a expliqué que depuis 1972 de gros efforts ont été réalisés pour améliorer la gestion budgétaire et que les entreprises d'Etat sont tenues de contribuer au budget d'investissement de l'Etat.

34. Des participants se sont demandé si l'on ne peut pas mieux mobiliser l'épargne privée et la mettre au service du développement, par exemple en encourageant les commerçants à investir dans l'industrie. Le Ministre a fait observer que le socialisme béninois tient compte des réalités nationales et offre de nombreuses garanties et incitations aux investisseurs privés béninois ou étrangers. Il s'est référé à cet égard au texte de la Constitution béninoise, et il a précisé que le secteur privé peut s'occuper de n'importe quelle activité économique à l'exception de quelques secteurs stratégiques réservés à l'Etat.

i) L'exécution des projets présentés dans les documents soumis à la réunion de consultation suffira-t-elle pour atteindre les objectifs de développement du Bénin pour la décennie 1980-1989?

35. Le chef de la délégation béninoise a convenu que tel n'est pas le cas, et il a insisté sur la nécessité d'élaborer de nouveaux projets. Une assistance technique de l'extérieur reste indispensable si le Bénin doit parvenir à transformer ses idées de projets en projets réalisables et atteindre ses objectifs de croissance. Dans ce contexte, et en réponse à l'observation d'un participant selon laquelle le chapitre du mémoire sur l'énergie est court eu égard à l'importance du sujet, le chef de la délégation béninoise a expliqué que des études qui devraient déboucher sur un plan énergétique sont en cours dans ce domaine.

j) Un programme hydraulique plus étoffé que ce qui paraît dans le mémoire du Bénin existe-t-il?

36. Le chef de la délégation béninoise a confirmé qu'un programme détaillé existe. Il comporte 2 400 puits à creuser sur quatre ans, dont 1 300 restent à financer.

k) Quelle priorité mérite le tourisme?

37. En réponse à des participants qui ont conseillé au gouvernement à faire preuve de prudence dans le développement du tourisme, le chef de la délégation béninoise a expliqué que ce secteur ne constitue pas une première priorité et ne doit pas divertir des ressources publiques. Il ne s'agira que du tourisme de masse s'adressant à des clients peu exigeants en infrastructures.

1) Quelle est la politique du gouvernement quant à la mobilisation des ressources humaines?

38. Au sujet de l'investissement non monétaire, la délégation béninoise a insisté sur le rôle important que joue la mobilisation des masses laborieuses pour la construction et l'entretien des pistes, de centres sanitaires, d'écoles et d'autres équipements villageois. Néanmoins, on ne peut avoir recours à l'investissement humain que là où cette méthode est moins onéreuse que des méthodes à forte intensité de capital.

39. Au terme du débat, un des participants a souligné que plusieurs des thèmes abordés au cours de la discussion dépassent le cadre du Bénin et revêtent un intérêt général. La Conférence de Paris les reprendra certainement en septembre.

40. Les représentants de plusieurs pays développés ont indiqué leur volonté d'entreprendre ou de continuer des actions concrètes de développement au Bénin.

41. Des représentants de pays en développement ont souligné l'intérêt et les possibilités d'une coopération technique et économique entre le Bénin et leur pays, notamment dans le cadre du Programme d'Arusha pour l'autonomie collective.

42. Les représentants de plusieurs organismes internationaux ont déclaré que leurs organismes respectifs sont prêts à poursuivre et à intensifier leur assistance au Bénin dans leurs domaines de compétence.

43. Les participants sont convenus que la réunion de consultation a offert une excellente occasion de procéder à un échange de vues franc et fructueux sur les programmes de développement du Bénin. Plusieurs participants ont souligné la valeur de ce genre de consultation et ont exprimé le souhait que le Gouvernement béninois organise périodiquement de telles rencontres. Il a été souligné que les mécanismes et les organes existants, par exemple les tables rondes et les conférences de donateurs, peuvent être utilisés et sont à la disposition du Gouvernement béninois. En réponse à une question soulevée par une délégation, le Ministre a indiqué qu'une conférence des bailleurs de fonds est prévue par son gouvernement pour 1982, avec le concours du PNUD.

44. Certains participants ayant exprimé le souhait que l'éventail de partenaires du Bénin en matière de développement soit élargi, le Ministre a fait observer que les documents préparés pour la réunion de consultation en cours avaient été communiqués à tous les pays et organismes internationaux invités et que le plus grand nombre possible de partenaires actuels et potentiels du Bénin seront invités à la conférence des bailleurs de fonds.

Annexe

Participation à la réunion de consultation pour le Bénin

Parmi ceux qui avaient été invités à participer à la réunion de consultation, les pays et les organismes internationaux ci-après étaient représentés :

Pays

Allemagne, République fédérale d'	Inde
Autriche	Iraq
Brésil	Irlande
Canada	Japan
Chine	Mexique
Cuba	Norvège
Egypte	Pays-Bas
Espagne	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Etats-Unis d'Amérique	Suisse
France	Venezuela
Grèce	Yougoslavie

Organismes des Nations Unies

Département de la coopération technique pour le développement  
Commission économique pour l'Afrique  
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel  
Fonds des Nations Unies pour l'enfance  
Programme des Nations Unies pour le développement  
Fonds d'équipement des Nations Unies  
Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne  
Volontaires des Nations Unies  
Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population

Institutions spécialisées

Organisation internationale du Travail  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
Organisation mondiale de la santé  
Banque mondiale  
Fonds monétaire international

Union postale universelle

Union internationale des télécommunications

Organisation météorologique mondiale

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Organismes intergouvernementaux

Communauté économique européenne

Société internationale financière pour les investissements et le  
développement en Afrique

Organisation non gouvernementale

Duro Action-Acord



II. RAPPORT DE LA REUNION DE CONSULTATION POUR  
LE CAP-VERT 1/

1. Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, et conformément à la résolution 7 (III), adoptée par le Comité préparatoire de la Conférence à sa première session, en février 1980, ainsi qu'aux conclusions et recommandations qu'il a adoptées à sa deuxième session, en octobre 1980 (A/CONF.104/PC/5 2/, chap. II), que l'Assemblée générale a fait siennes dans sa résolution 35/209 du 16 décembre 1980, la réunion de consultation pour le Cap-Vert s'est tenue au Centre des congrès des Pays-Bas, à La Haye, les 25 et 26 mai 1981. Elle a été présidée par M. B. Bell, ancien Vice-Président de la Banque mondiale. Le rapport a été adopté le 29 mai 1981. La liste des pays et organisations internationales qui ont participé à la réunion figure dans l'annexe.
2. Le rapport établi par le gouvernement pour la réunion de consultation par pays (mémoire du Cap-Vert, LDC/CP/19) constituait le principal document examiné. Le rapport était disponible dans la langue originale (français); un résumé du rapport, établi par le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, a été distribué en anglais, en arabe et en français (A/CONF.104/SP/19).
3. L'élaboration du programme du pays et sa présentation à la réunion de consultation constituent une étape importante des activités précédant la Conférence.
4. M. José Brito, Secrétaire d'Etat à la coopération et au plan, chef de la délégation du Cap-Vert, a présenté, dans un exposé introductif, le programme de son pays, en insistant successivement sur le diagnostic, les contraintes, les objectifs, les priorités et les besoins d'aide financière pour la décennie en cours. Cet exposé, qui a été précédé par la projection d'un documentaire sur le Cap-Vert, est résumé aux paragraphes 5 à 14 ci-après.
5. Le chef de la délégation du Cap-Vert a souligné qu'au moment de l'indépendance, en 1975, le pays était caractérisé par une situation d'abandon colonial qui se traduisait notamment par un manque aigu d'infrastructures économiques, par l'existence d'un processus avancé de désertification ayant presque atteint l'irréversibilité, par le chômage des deux tiers de la population active, et par le très faible niveau de satisfaction des besoins fondamentaux de la population.
6. Les actions entreprises depuis l'indépendance ont permis d'améliorer sensiblement la situation économique et sociale du pays. Les structures de contrôle de l'économie par l'Etat ont été progressivement mises en place. Ces actions ont conduit à des progrès notables en ce qui concerne l'amélioration des conditions sanitaires de la population, l'augmentation de la production agricole et la réduction du chômage par la création de 25 000 à 30 000 postes de travail par an. En outre, un renversement du processus de désertification commence à se faire sentir. Pendant ces cinq années de vie indépendante, le PIB a augmenté annuellement de 14 % aux prix constants, pour atteindre un niveau de 2,3 milliards d'escudos en 1979, les transferts extérieurs ont augmenté en moyenne de 7 % par an en termes réels et la balance des paiements est restée équilibrée. La part des investissements dans les dépenses nationales totale est passée

---

1/ Original : FRANCAIS.

2/ Voir également Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément No 45 (A/35/45), deuxième partie.

de 13 % à 26 % entre 1976 et 1980 tout en permettant un accroissement de la consommation de 11 % par an.

7. Le chef de la délégation du Cap-Vert a souligné avec force que le défi du développement peut être relevé avec succès et que le Cap-Vert peut atteindre des objectifs élevés de croissance et de développement, si deux conditions peuvent être réunies dans le cadre d'un nouvel ordre économique international : tout d'abord, que la responsabilité du développement soit assumée par le pays lui-même et par son peuple; ensuite, que l'effort national soit complété par une aide extérieure massive et multiforme.

8. Le chef de la délégation du Cap-Vert a présenté ensuite les difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre de l'aide extérieure. L'aide alimentaire (29 % du total), vitale sur les plans social, économique et financier, se heurte à des problèmes de qualité des produits, dûs aux problèmes de stockage, de conservation et de distribution, ainsi qu'à des problèmes liés aux prix de vente des produits reçus dans le cadre d'une politique de financement du développement. L'aide apportée au niveau des programmes et projets (64 % du total) est confrontée à divers problèmes : longueur des délais de négociation, inadéquation dans certains cas des critères des donateurs en matière de priorités et d'évaluation des projets, sujétions de l'aide liée, obligations de paiement des dépenses locales, exigences de contrepartie, et financement des dépenses renouvelables. Par ailleurs, les coûts croissants de l'assistance technique et les difficultés de son insertion dans la structure nationale ont été soulignés, de même qu'ont été présentés les problèmes d'adaptation de la politique des bourses et des stages aux besoins du pays.

9. En outre, la nécessité d'une aide plus importante, prévisible, garantie et bien intégrée aux efforts nationaux de développement, a été fortement soulignée.

10. Les objectifs de la stratégie de développement à l'horizon 2000 ont été ensuite soulignés : satisfaction à un niveau raisonnable des besoins fondamentaux de la population et réduction progressive de la dépendance économique et de la part de l'assistance extérieure dans le financement du développement. En termes économiques, ces objectifs devront être assurés par une croissance moyenne du produit intérieur brut de 7 à 8 % par an, la création de 120 000 postes de travail, et l'exportation de 60 % de la production nationale.

11. Cette stratégie sera axée sur une révolution agricole basée sur la transformation des techniques culturales et l'utilisation optimale de l'eau visant à mobiliser 315 000 m<sup>3</sup> d'eau, à porter de 2 000 à 8 000 ha les superficies irriguées et à créer 90 000 emplois dans le secteur rural, ainsi que sur la réorganisation des solutions de production et l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs. Le pari industriel devra être gagné principalement moyennant le développement des industries des métaux et des industries mécaniques, des industries alimentaires et des secteurs de la pêche, des matériaux de construction locaux et des énergies renouvelables. Par ailleurs, la vocation géo-économique devra permettre le développement des transports pour le compte de tiers, de l'escale de transit maritime et aéromaritime, et du tourisme. La stratégie pour l'horizon 2000 exigera, aux prix de 1980, un investissement de 2 milliards de dollars et devra générer une valeur ajoutée de 500 millions de dollars pour l'an 2000. Pour mettre en oeuvre cette stratégie, le chef de la délégation du Cap-Vert a souligné la nécessité d'investir un montant égal au 30 % du PIB, de former des cadres et des travailleurs, d'assurer la participation de la population et de consolider les institutions du pays. Au niveau externe, le renforcement et l'amélioration de l'aide et l'accès aux marchés extérieurs et aux technologies les plus appropriées au pays seront les conditions principales.

12. Après cette présentation de la stratégie à long terme, le chef de la délégation du Cap-Vert a présenté une synthèse du premier plan national de développement (1982-1985), dont les objectifs sont les suivants : amélioration du niveau de satisfaction des besoins essentiels de la population; réduction de la dépendance extérieure en portant le taux de financement intérieur dans la formation de capital fixe à 20 % en 1985; un taux de croissance des exportations de 17 % par an; et une réduction du rapport du déficit des biens et services au PNB, qui devra être ramené à 46 % en 1985. Pour atteindre ces objectifs, il est prévu un taux de croissance du PIB de 7,7 % par an, un taux de croissance de la formation de capital fixe de 7,6 % par an, la création d'un total de 12 000 emplois, et la formation d'un nombre important de cadres, techniciens et travailleurs.

13. Le chef de la délégation du Cap-Vert a présenté ensuite une synthèse des priorités en matière de politique économique et un bilan du financement nécessaire pour le premier plan. Aux prix de 1980, les besoins sont les suivants : dons, 350 millions de dollars pour 1981-1990, dont 143 millions de dollars pour 1982-1985; crédits extérieurs, 315 millions de dollars pour 1981-1990, dont 110 millions de dollars pour 1982-1985; financement interne, 235 millions de dollars pour 1981-1990, dont 62 millions de dollars pour 1982-1985. Le niveau actuel de l'aide à la réalisation de programmes et projets devra être multiplié par 2,5. En outre, il faut prendre en considération les besoins de 100 millions de dollars pour financer les dépenses renouvelables entre 1986 et 1990, correspondant aux programmes et projets du premier Plan. Aux prix de 1980, l'aide à la balance des paiements devra atteindre 265 millions de dollars pour 1981-1990 et 70 millions de dollars pour 1982-1985. L'aide alimentaire et l'assistance technique ont été également précisées.

14. Les objectifs visés devraient porter le revenu par habitant à 400 dollars en 1990. La dette du pays en 1990 pourrait atteindre 500 à 600 millions de dollars. Si le montant annuel de l'aide n'atteignait pas le niveau demandé, s'il restait par exemple constant en termes réels, le pays se verrait confronté à une alternative : ou bien maintenir les objectifs mais arriver à un niveau d'endettement insupportable (1,2 milliard de dollars), ou bien maintenir l'endettement à un niveau acceptable (500 à 600 millions de dollars) mais réduire les objectifs de 40 % et, en conséquence, porter le revenu par habitant à 240 dollars seulement.

15. Les délégations des pays et organisations internationales ont loué la présentation de la situation économique et l'analyse des contraintes qui obèrent le développement du Cap-Vert et ont pris acte des estimations des ressources financières et autres que le Cap-Vert estime nécessaires pour atteindre les objectifs de développement. Ils ont pris note des grandes orientations de développement et des priorités retenues. Les principaux points soulevés lors des discussions sont résumés dans les paragraphes suivants.

16. Plusieurs délégations ont demandé des éclaircissements sur les priorités du premier Plan. La délégation du Cap-Vert a précisé les deux grands objectifs pour les années 80 : satisfaire les besoins essentiels de la population, et réduire progressivement la dépendance externe. Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement donnera la priorité aux politiques et programmes visant à accroître la capacité productive, plus particulièrement dans l'agriculture et l'industrie, à unifier et stabiliser le marché intérieur, à faire progresser les exportations et à accélérer le rythme de substitution des importations, à améliorer la productivité dans tous les secteurs de l'économie et les conditions d'utilisation de l'aide reçue, et à accroître et améliorer les services sociaux essentiels.

17. Certains représentants ont demandé des précisions sur la cohérence entre les objectifs et priorités et la structure prévue des investissements. Le Ministre a indiqué que le poids de l'investissement dans les secteurs sociaux passera de 14 % à 22 % au cours du premier Plan, et qu'au niveau des secteurs productifs, on devra observer une augmentation du poids, jusqu'à présent très réduit, de l'industrie et de l'énergie, sans que cela implique ou exige une diminution des ressources totales affectées au développement rural et à la pêche.

18. En réponse à une question d'une délégation sur la participation des populations à l'effort de développement, la délégation cap-verdienne a reconnu que cette participation est une condition nécessaire à la réussite du développement. L'Etat limitera donc ses activités à créer les bases pour encourager une véritable participation populaire, sans aller au-delà de ce que les conditions d'organisation et de conscience des masses permettent, évitant donc toute action qui ne serait pas en accord avec la réalité.

19. Plusieurs délégations ont demandé s'il n'y aurait pas une contradiction entre le souci de réduire la dépendance et la demande d'une aide accrue. Le chef de la délégation a souligné que les deux objectifs ne sont pas contradictoires. Le Cap-Vert demande une augmentation de l'aide dans l'immédiat pour atteindre les objectifs qui pourraient, à long terme, diminuer les besoins d'aide extérieure. L'attention a été attirée sur l'objectif qui consiste à augmenter graduellement la participation interne au financement de la formation brute de capital fixe prévu. Celle-ci a été presque nulle dans les cinq dernières années, mais elle devra monter à 30 % au cours de la période 1986/1990.

20. La question de la capacité d'absorption de l'aide a été soulevée par plusieurs délégations. La délégation du Cap-Vert a répondu que cette capacité est fonction du type d'aide. Ainsi, l'absorption de l'aide en nature (alimentaire, matériaux de construction, moyens de transport, etc.), demandée conformément à la situation du marché intérieur, ne présentera évidemment pas de difficultés particulières. L'aide pour le financement des dépenses renouvelables sera absorbée sans problème, d'autant plus qu'elle sera destinée à assurer l'opération et le maintien des projets déjà conclus. Concernant l'aide aux programmes et projets, le chef de la délégation du Cap-Vert a souligné avec une force particulière que le gouvernement s'en tiendra à son principe de ne pas demander des aides qui ne puissent pas être utilisées efficacement. Divers projets et actions sont déjà en cours pour renforcer la capacité nationale d'absorption, en particulier concernant la création d'un institut de formation professionnelle, une plus forte priorité à la formation des cadres moyens, le renforcement de la capacité nationale de construction, et la mise en route d'actions de formation du personnel de gestion. En 1981 et 1982, et pour la première fois après l'indépendance, un nombre important de cadres formés à l'extérieur vont rentrer au Cap-Vert. En réponse à une question d'une délégation concernant les différents scénarios du plan en fonction de ressources financières disponibles, le Ministre a indiqué que cet aspect est à l'étude dans le cadre de l'élaboration du premier plan de développement. Cependant, le pays aura intérêt à continuer à bénéficier de l'assistance technique, mais à un rythme décroissant et tout en mieux s'adaptant aux disponibilités de cadres nationaux. Le chef de la délégation du Cap-Vert a finalement affirmé que son pays est en condition de recevoir une aide accrue, surtout si elle est sûre et prévisible.

21. La politique des prix a fait l'objet d'informations complémentaires à la demande de plusieurs délégations. Il a été indiqué que les préoccupations gouvernementales s'orientent autour des impératifs de préservation du pouvoir d'achat pour les produits

de première nécessité, de maintien des équilibres macro-économiques, et d'une politique de ravitaillement garantissant un prix unique pour les produits alimentaires dans tout le pays. Dans ce cadre, la vente de ces derniers peut se situer dans certains cas à un niveau inférieur aux prix internationaux.

22. Dans le secteur agricole, des précisions ont été apportées, à la demande de nombreux représentants, sur la stratégie alimentaire, la vulgarisation, et surtout la réforme agraire. A une question concernant les moyens de transformation des rapports sociaux à la campagne, gage d'augmentation de la production, il a été précisé que la réforme agraire va être mise en oeuvre fin 1981, en tenant compte de la rareté de la terre et de l'eau et de la pression démographique. Les principes retenus sont les suivants : transfert progressif des terres à ceux qui les travaillent après indemnisation des propriétaires; garantie de l'usufruit des terres transférées; transition sur une base volontaire vers des formes supérieures d'organisation (coopératives). Il sera tenu compte de la situation particulière des émigrés et des veuves propriétaires. De nombreuses mesures d'accompagnement sont prévues en matière de crédit agricole, de commercialisation, de vulgarisation et de formation, en vue d'atteindre parallèlement une amélioration des techniques de production.

23. Répondant aux questions posées par une délégation, le Ministre a précisé que la priorité donnée jusqu'à présent à la pêche artisanale sera maintenue au cours de la période couverte par le premier Plan. Ceci se traduira principalement par des actions visant à consolider le secteur et à rentabiliser les investissements déjà réalisés. Malgré certaines actions déjà prises, notamment en ce qui concerne la capacité frigorifique, ce ne sera que dans une deuxième phase, et une fois connus les résultats des études en cours, que le développement intégral de la pêche industrielle pourra être envisagé, car celle-ci exige des investissements très importants.

24. Plusieurs délégations ont demandé des éclaircissements sur les modalités d'aide à la balance de paiements envisagées par le gouvernement. La délégation cap-verdienne a noté que jusqu'à présent l'aide financière directe à la balance de paiements n'a pas été nécessaire, mais que par contre les aides en nature (alimentaire, matériaux de construction, etc.) jouent un rôle très important. Le gouvernement souhaite continuer à encourager ce type d'aide, car elle a l'avantage de permettre aussi le financement en monnaie locale moyennant la vente de cette aide en nature.

25. Compte tenu du manque de ressources naturelles et de main-d'oeuvre qualifiée, quelques délégations ont demandé des précisions concernant la politique d'industrialisation. La délégation du Cap-Vert a signalé que la préférence va aux industries engendrant une forte valeur ajoutée par unité de matière première importée, exigeant peu d'utilisation d'eau et s'adaptant aux conditions géo-économiques du pays, comme par exemple les industries des métaux et les industries mécaniques et la réparation navale. Il a été précisé d'ailleurs que dans une première phase, l'effort serait concentré sur les industries de substitution des importations. La délégation du Cap-Vert, répondant à une question posée par plusieurs délégations sur les possibilités en matière d'exportations, a noté que celles-ci seront facilitées dans une large mesure par l'instauration d'un nouvel ordre économique international. En outre, le Cap-Vert compte utiliser pleinement les avantages des groupements sous-régionaux, tels que la CEDEAO et l'Accord de Maputo conclu entre pays africains d'expression portugaise officielle et des Accords internationaux tels que la Convention de Lomé. De même, le pays souhaiterait continuer à bénéficier de l'assistance technique des organismes multilatéraux spécialisés dans les questions de commerce extérieur.

26. La question du financement des dépenses renouvelables a été soulevée à maintes reprises. Plusieurs délégations ont noté que le financement des dépenses pose des problèmes aux aides extérieures, et une délégation a souligné que ce financement pourrait diminuer les ressources destinées aux nouveaux investissements. La délégation du Cap-Vert a signalé que cette question doit être examinée dans le cadre d'une aide extérieure accrue, de façon à réduire les éventuelles contradictions avec d'autres formes d'aide. En outre, elle a noté combien il importe d'assurer ainsi l'utilisation pleine et efficace des investissements déjà réalisés, ce qui est dans l'intérêt du pays et des donateurs eux-mêmes. Le chef de la délégation du Cap-Vert a insisté sur le fait que dans son pays, le financement des dépenses renouvelables est requis uniquement pour les projets d'infrastructure et les projets sociaux et ne concerne pas le financement du fonctionnement général de l'Etat, ni les projets de nature productive.

27. Pour ce qui est de la politique en matière de formation et de bourses, des précisions ont été apportées quant aux mesures visant à mieux adapter la formation à l'extérieur aux conditions du pays. Au niveau de l'enseignement supérieur et moyen, il sera donné une plus forte priorité aux bourses de formation des cadres moyens. Face aux grands besoins actuels, il n'y a pas, pour le moment, de problème de réintégration locale. La délégation du Cap-Vert a souligné également son intention d'élargir les actions de formation locale.

28. Sur le rôle des entreprises publiques, question soulevée par une délégation, il a été souligné que le secteur public représenté par 18 entreprises publiques, 6 services autonomes et 6 entreprises mixtes contrôlées par l'Etat, participe pour 20 % au PIB. Facteur de rationalité et de moralité de l'économie, son développement s'oriente autour des préoccupations de contrôle des secteurs clés et de stimulation des secteurs productifs. Le secteur privé, quant à lui, est encouragé à mobiliser ses ressources dans un cadre très large de libre initiative qui lui est garanti. En outre, il a été noté que l'encouragement de l'Etat à la promotion des sociétés mixtes avec capitaux nationaux ou étrangers est un instrument de développement.

29. Les représentants de plusieurs pays développés ont indiqué leur volonté d'entreprendre ou de continuer des actions concrètes au Cap-Vert.

30. Les représentants des pays en développement ont souligné l'intérêt et le champ possible d'une coopération technique et économique entre le Cap-Vert et leur pays dans le cadre du Programme d'Arusha pour l'autonomie collective.

31. Les représentants de plusieurs organismes internationaux ont décrit les efforts déployés par ces derniers pour aider au développement du Cap-Vert et ont déclaré que leurs organismes sont prêts à poursuivre et à intensifier leur assistance dans leurs domaines de compétence respectifs.

32. Les participants sont convenus que la réunion de consultation a offert une excellente occasion de procéder à un échange de vues fructueux sur le programme de développement du Cap-Vert.

AnnexeParticipation à la réunion de consultation pour le Cap-Vert

Parmi ceux qui avaient été invités à participer à la réunion de consultation, les pays et les organismes internationaux ci-après étaient représentés :

Pays

Allemagne, République fédérale d'	Iraq
Argentine	Irlande
Autriche	Italie
Belgique	Japon
Brésil	Mexique
Chine	Pays-Bas
Cuba	Portugal
Egypte	Roumanie
Espagne	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Etats-Unis d'Amérique	Suède
France	Suisse
Grèce	Venezuela
Inde	Yugoslavie

Organismes des Nations Unies

Département de la coopération technique pour le développement  
Commission économique pour l'Afrique  
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel  
Programme des Nations Unies pour le développement  
Fonds d'équipement des Nations Unies  
Fonds intérimaire des Nations Unies pour la science et la technique au service  
du développement  
Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne

Institutions spécialisées

Organisation internationale du travail  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
Organisation mondiale de la santé  
Banque mondiale  
Fonds monétaire international  
Organisation météorologique mondiale  
Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime

Organismes internationaux

Communauté économique européenne  
Organisation de l'unité africaine  
Organisation de coopération et de développement économiques  
Comité (permanent) inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel

III. RAPPORT DE LA REUNION DE CONSULTATION POUR  
LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE 1/

1. Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, et conformément à la résolution 7 (III) adoptée par le Comité préparatoire de la Conférence à sa première session, en février 1980, ainsi qu'aux conclusions et recommandations qu'il a adoptées à sa deuxième session, en octobre 1980 (A/CONF.104/PC/9 2/, chap. II), et que l'Assemblée générale a fait siennes dans sa résolution 35/205 du 16 décembre 1980, la réunion de consultation pour la République centrafricaine s'est tenue au Centre des congrès des Pays-Bas, à La Haye, les 27 et 28 mai 1981. Elle a été présidée par M. Michel Doo Kingué, Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement. Le rapport a été adopté le 30 mai 1981. La liste des pays et organisations internationales qui ont participé à la réunion figure dans l'annexe.

2. Le rapport établi par le gouvernement pour la réunion de consultation par pays (mémoire de la République centrafricaine LDC/CP/20 et Corr.1) constituait le principal document examiné. Le rapport était disponible dans la langue originale (français); un résumé du rapport, établi par le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, a été distribué en anglais, en arabe et en français (A/CONF.104/SP/21 et Corr.1).

3. L'élaboration du programme du pays et sa présentation à la réunion de consultation constituent une étape importante des activités précédant la Conférence.

4. M. Eugène-Célestin Mbede, Ministre du plan et de la coopération internationale, chef de la délégation centrafricaine, a présenté dans un exposé introductif la situation et le programme de son pays. Cet exposé est résumé aux paragraphes 5 à 12 ci-dessous.

5. Le Ministre a d'abord souligné qu'après une croissance réelle, soutenue et équilibrée dans les années 60, le pays a connu pendant la décennie 1970-1979 une gestion désastreuse qui a entraîné une forte diminution de la production agricole, un effondrement des produits d'exportation, le délabrement des infrastructures économiques et sociales et une crise financière sans précédent. La dette en 1978 atteignait presque 50 % du PNB.

6. Le nouveau Gouvernement de la République centrafricaine, qui a succédé à l'ancien régime en septembre 1979, a aussitôt mis sur pied un plan de redressement économique et social pour 1980-1981, qui a pour objectifs :

- d'assainir les finances publiques,
- d'organiser les secteurs productifs de l'économie, et
- de relancer l'économie par la réalisation de projets d'investissements spécifiques.

7. Les investissements retenus visent la réhabilitation de l'infrastructure de base des transports et communications, la mise en valeur et le développement des potentialités agricoles et agropastorales et la consolidation et le développement

---

1/ Original : FRANCAIS.

2/ Voir également, Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément No 45 (A/35/45), deuxième partie.



des structures socio-éducatives et sanitaires existantes dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des populations centrafricaines.

8. Malgré certains résultats positifs sur le plan de la gestion administrative et financière et le démarrage de certains projets de réhabilitation, le redressement s'annonce plus difficile que prévu. Une réunion de bailleurs de fonds a eu lieu à Bangui en juin 1980 pour aider à réaliser le programme urgent de redressement, et une réunion dans le cadre du Club de Paris est prévue pour juin 1981 en vue d'aménager la dette publique extérieure.

9. Le Programme substantiel d'action pour les années 80 est une suite logique du plan de redressement 1980-1981 et comprend des projets d'extrême urgence qui devront être réalisés au cours de la première moitié de la décennie. Ce programme est basé sur les riches potentialités du pays qui comprennent, notamment, une paysannerie ayant une longue tradition d'agriculture et d'élevage et des ressources naturelles et minières relativement abondantes.

10. Les axes de développement pour la décennie seront les suivants :

- a) désenclavement interne et externe du pays (transports et télécommunications);
- b) relance et développement de la production nationale par une exploitation rationnelle de toutes les potentialités du pays;
- c) assainissement financier et mobilisation d'une épargne interne conséquente en vue d'amorcer un développement économique indépendant et auto-entretenu;
- d) aménagement équilibré du territoire pour réduire les disparités entre la capitale et la province et éviter l'exode rural;
- e) satisfaction progressive des besoins essentiels des populations;
- f) refonte de l'appareil public permettant de gérer efficacement les actions de l'Etat.

11. Le Ministre a ensuite résumé les principaux éléments du programme d'action élaboré dans le mémoire à travers les programmes et projets présentés dans les principaux secteurs économiques et sociaux. Il a rappelé qu'entre 1976 et 1979, la République centrafricaine avait reçu 353 millions de dollars des Etats-Unis, soit plus de 80 milliards de francs CFA, au titre de l'aide extérieure. Pour la période 1981-1983, le gouvernement estime les investissements nécessaires à 125 milliards de francs CFA. Pour l'ensemble de la décennie, il faudrait disposer de quelque 376 milliards de francs CFA (1,6 milliard de dollars). La plus grande partie de ces investissements devra être financée par les sources extérieures.

12. Abordant, enfin, la question des modalités de l'aide, le Ministre a souligné les mesures prises par le gouvernement pour rendre la politique et la gestion de l'aide extérieure plus efficace. Du côté des donateurs, il a souhaité, outre une aide aux projets, un appui à la balance des paiements, un soutien budgétaire et une aide aux institutions financières locales de développement.

13. Les délégations des pays et organisations internationales invités qui ont pris ensuite la parole ont exprimé leur appréciation de l'exposé fait par le chef de la délégation centrafricaine sur la situation économique de son pays et les contraintes qui obèrent le développement de celui-ci. Elles ont pris note des grandes

orientations et des priorités en matière de développement retenues par les autorités centrafricaines. Les principaux points soulevés au cours du débat sont résumés aux paragraphes suivants.

14. Les participants ont reconnu la situation particulièrement grave dans laquelle se trouve la République centrafricaine du fait de la conjonction de difficultés de développement communes aux pays les moins avancés, de surcroît sans littoral, et d'une crise financière résultant d'une mauvaise gestion du pays par le régime déchu en 1979. Un représentant a rappelé à cet égard que le montant de la dette du pays en 1980 représentait 16 % des besoins financiers exprimés par la République centrafricaine pour toute la décennie. Il a souligné en outre que, face à cette situation spécifique préoccupante, le pays dispose d'un potentiel de développement riche et varié. Le caractère pressant des besoins à court terme pour la réhabilitation de l'économie a également été souligné. Les participants ont été unanimes à encourager le Gouvernement de la République centrafricaine à persévérer dans l'effort de redressement qu'il a entrepris.

15. Notant la place relativement faible donnée au développement des ressources humaines (notamment éducation et santé) et à l'industrie, plusieurs délégations se sont interrogées sur les priorités intersectorielles. Des précisions ont aussi été demandées sur les programmes de développement rural intégré, leurs objectifs et leurs moyens, ainsi que sur la politique des prix agricoles.

16. Certaines délégations ont souhaité avoir des éclaircissements sur l'état de la coopération sous-régionale dans laquelle s'est engagée la République centrafricaine, notamment en matière de développement industriel. Un représentant a regretté l'absence à la réunion des pays voisins de la République centrafricaine, dont la collaboration est pourtant requise pour résoudre certains problèmes du pays.

17. Quelques délégations ont évoqué les possibilités d'un rôle plus important du secteur privé, national et étranger, dans le développement du pays. En outre, des informations supplémentaires ont été demandées sur les résultats des efforts d'assainissement financier. Une délégation s'est montrée particulièrement préoccupée de l'ampleur des investissements d'urgence envisagés.

18. Se référant aux priorités retenues, le Ministre a expliqué que l'ampleur des problèmes de survie et la préparation des bases d'un développement auto-entretenu obligent son pays à faire des choix particulièrement difficiles. C'est ainsi que l'option de développement des ressources humaines ne peut se concrétiser que d'une manière progressive, du fait de la priorité accordée tant au développement rural, qui est à la fois une source de revenus pour le pays et le gage d'une meilleure alimentation de la population, qu'au désenclavement du pays, qui constitue une condition préalable à la réussite des objectifs économiques et sociaux du gouvernement. Seul le développement des capacités productives permettra le financement des programmes sociaux, tant en ce qui concerne les investissements nécessaires que pour ce qui a trait aux charges récurrentes (salaires d'enseignants et d'agents sanitaires notamment) qui doivent être supportées par les finances publiques. Le développement prévu du système éducatif tend à favoriser l'enseignement technique et professionnel en adéquation avec les besoins actuels et futurs en cadres moyens et supérieurs. La tâche prioritaire en matière de développement sanitaire et socio-éducatif est la remise en état de marche des structures sanitaires et scolaires existantes qui ont été négligées par le régime précédent.

19. L'agissant de la place de l'industrie dans l'économie, le Ministre a expliqué que les priorités du gouvernement portent sur la consolidation des

entreprises nationales existantes par l'amélioration de leur gestion en association avec les partenaires privés, ainsi que sur le développement des agro-industries et la revitalisation de l'Office de promotion des petites et moyennes entreprises. L'intensification des recherches géologiques et minières permettra de déterminer d'autres possibilités de développement industriel.

20. Une délégation s'est étonnée du caractère trop ambitieux du programme d'investissement pour les années 1981-1983 (125 milliards de francs CFA). Elle a comparé ce chiffre aux 40 milliards de francs CFA retenus pour 1981-1982. Une autre délégation a posé une question concernant les possibilités de financer le reste du programme pour la période 1981-1983. Le Ministre a donné un bilan des réalisations du plan de redressement 1980-1981 (53 % des financements acquis pour l'année 1980) et des engagements souscrits par la conférence des bailleurs de fonds réunie à Bangui en juin 1980. Il a expliqué que les besoins d'investissement les plus urgents, estimés à l'origine à 97 milliards de francs CFA, ont été réévalués en 1981 à 125 milliards de francs CFA, pour tenir compte notamment de l'inflation et de nouveaux projets. Seules la concrétisation rapide des promesses données et la sensibilisation d'autres bailleurs de fonds permettront de réaliser les objectifs prévus, étant donné la très faible part des ressources internes mobilisables. Un appel à une aide accrue et dont les modalités seraient assouplies a été fait en direction de la communauté internationale pour le financement du programme. Il a fait remarquer, par ailleurs, qu'à une exception près, les participants à la réunion, dans leur ensemble, n'ont pas remis en cause le réalisme du montant des investissements programmés.

21. Répondant à une question d'une autre délégation sur les possibilités de participation des populations aux dépenses renouvelables dans le domaine sanitaire, le Ministre a répondu que cette pratique prévaut déjà dans le secteur de l'éducation et qu'elle a existé dans le passé dans le domaine de la santé, où elle pourra de nouveau être appliquée.

22. Examinant les problèmes du développement rural, certaines délégations ont exprimé leurs préoccupations quant à la trop forte priorité donnée aux cultures de rente. Il a été répondu que l'approche retenue est bien celle d'un développement rural intégré. Elle se manifeste par la prise en charge par un même organisme de l'ensemble des facteurs, depuis la recherche appliquée jusqu'à la commercialisation, y compris les infrastructures liées (pistes rurales) et autres facteurs influant sur la production (développement de la culture attelée), et ce tant pour les cultures de rente que pour les cultures vivrières. En matière de production vivrière, l'ambition du gouvernement est, d'abord, d'atteindre l'auto-suffisance alimentaire et, ensuite, de produire pour l'exportation. L'analyse des potentialités agro-socio-économiques du pays va permettre la diversification des cultures, en particulier dans les zones non cotonnières et non caféières, ce qui réduira les disparités régionales.

23. Certaines délégations ayant demandé des précisions sur les modalités d'articulation des structures horizontales et verticales en matière de développement agricole, le Ministre a indiqué que, sur le plan institutionnel, les structures verticales existantes pour les cultures de rente interviennent depuis l'amont jusqu'à l'aval de la production et s'intéressent, dans leur zone, à la vulgarisation des cultures vivrières et à des réalisations socio-économiques intéressant la population. Quant aux structures régionales qui vont être créées, en pleine complémentarité, elles visent à prendre en charge les autres actions indispensables au développement global du milieu rural (formation, animation, aménagement rural, santé, action communautaire).

24. Se référant à la politique des prix agricoles à la production, le Ministre a cité, comme preuve de leur augmentation substantielle, les nouveaux prix d'achat aux producteurs pour le café et le coton.

25. En ce qui concerne la politique du gouvernement en matière d'exode rural, question soulevée par une délégation, le chef de la délégation centrafricaine a indiqué que l'essentiel du Programme substantiel d'action préparé par le gouvernement vise à préparer les conditions propres à freiner le rythme de migration des populations vers les villes en revalorisant les zones rurales.

26. En réponse à une question concernant le désenclavement extérieur, la délégation centrafricaine a donné des précisions sur les projets de développement des transports terrestres et fluviaux, ainsi que des télécommunications. Dans le domaine des grands axes routiers, il s'agit du projet Bangui-Bossembélé-Bouar-Garoua-Boulai (vers la République-Unie du Cameroun), du projet Bambari-Bangassou-Zemio vers le Soudan (ces deux projets faisant partie de la route transafricaine Mombasa-Lagos), et des projets Sibut-Kaga-Bandoro-Tchad, Bossembélé-Bossangoa-Tchad. Dans le domaine des transports fluviaux, la voie fluviale transéquatoriale (Bangui-Brazzaville-Pointe Noire) représente l'axe privilégié d'ouverture vers la mer. Dans cette optique, des mesures énergiques ont été prises pour réorganiser les transports fluviaux centrafricains par la création de la Société d'économie-mixte de gestion des transports fluviaux. La délégation a également souligné l'effort du gouvernement pour la réalisation du projet du réseau panafricain des télécommunications, en vue de relier le pays au Congo et à la République-Unie du Cameroun.

27. Sur le plan du redressement financier, le chef de la délégation centrafricaine a informé les participants que les effets des mesures d'austérité et d'assainissement prises par le gouvernement ne pourront se faire sentir qu'en 1984. Il a aussi fait état des diverses mesures d'accompagnement décidées par les autorités centrafricaines (réorganisation et renforcement des services financiers, formation et recyclage des cadres, etc.). Répondant à une délégation qui distinguait entre les problèmes financiers à court terme et les problèmes de développement à long terme, il a souligné fortement qu'il importe avant tout d'alléger la dette, qui pèse lourd sur les fonds centrafricains requis pour le développement.

28. Justifiant la politique des salaires suivie par le gouvernement, le Ministre a indiqué que l'augmentation des salaires est nécessaire pour éviter une grave détérioration du pouvoir d'achat, résultat du blocage des salaires pendant plus de 15 ans.

29. S'agissant du rôle du secteur privé, le Ministre a fait remarquer qu'un code des investissements très libéral a été publié par le gouvernement et que le secteur privé est encouragé à participer au développement de tous les secteurs, à l'exception d'un petit nombre de secteurs considérés comme stratégiques. L'ancien secteur para-public s'ouvre au secteur privé par la mise en place de sociétés de gestion privées (les anciennes sociétés d'Etat ont été transformées soit en sociétés d'économie mixte, soit en sociétés de patrimoine).

30. Se référant à la coopération sous-régionale, le Ministre tout en réaffirmant l'intérêt de ce cadre de développement, notamment au niveau de l'UDEAC pour l'harmonisation de la politique industrielle, a souligné que la concrétisation de cette option doit réunir les conditions nécessaires au niveau politique.

31. Enfin, en réponse à la question d'une délégation sur l'utilisation des moyens de communication de masse pour le développement, le ministre a indiqué que la radio nationale était utilisée à cette fin mais qu'elle avait besoin d'être renforcée pour pouvoir couvrir tout le pays convenablement.
32. Les représentants de plusieurs pays développés ont indiqué leur volonté d'entreprendre ou de continuer des actions concrètes en République centrafricaine.
33. Les représentants des pays en développement qui ont participé aux débats ont souligné l'intérêt et le champ possible d'une coopération technique et économique entre la République centrafricaine et leur pays dans le cadre du Programme d'Arusha pour l'autonomie collective, à partir de l'expérience accumulée par leurs pays.
34. Les représentants de plusieurs organismes internationaux ont décrit les efforts déployés par ces derniers pour aider au développement de la République centrafricaine et ont déclaré que ces organismes sont prêts à poursuivre et à intensifier leur assistance dans leurs domaines de compétence respectifs.
35. Les participants sont convenus que la réunion de consultation a offert une excellente occasion de procéder à un échange de vues fructueux sur les programmes de développement de la République centrafricaine.
-

Annexe

Participation à la réunion de consultation  
pour la République centrafricaine

Parmi ceux qui avaient été invités à participer à la réunion de consultation, les pays et les organismes internationaux ci-après étaient représentés :

Pays

Allemagne, République fédérale d'	Iraq
Argentine	Italie
Autriche	Japon
Belgique	Mexique
Brsil	Pays-Bas
Chine	Portugal
Cuba	République de Corée
Egypte	Roumanie
Espagne	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Etats-Unis d'Amérique	Suède
France	Venezuela
Inde	Yugoslavie

Organismes des Nations Unies

Commission économique pour l'Afrique  
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel  
Fonds des Nations Unies pour l'enfance  
Programme des Nations Unies pour le développement  
Fonds d'équipement des Nations Unies  
Volontaires des Nations Unies

Institutions spécialisées

Organisation internationale du travail  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
Organisation mondiale de la santé  
Banque mondiale  
Fonds monétaire international  
Union postale universelle  
Organisation météorologique mondiale

Organismes intergouvernementaux

Communauté économique européenne  
Organisation de coopération et de développement économiques

#### IV. RAPPORT DE LA REUNION DE CONSULTATION POUR LA GAMBIE<sup>1/</sup>

1. Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, et conformément à la résolution 7 (III) adoptée par le Comité préparatoire de la Conférence à sa première session, en février 1980, ainsi qu'aux conclusions et recommandations qu'il a adoptées à sa deuxième session, en octobre 1980 (A/CONF.104/PC/9 2/, chap. II), que l'Assemblée générale a fait siennes dans sa résolution 35/205 du 16 décembre 1980, la réunion de consultation pour la Gambie s'est tenue au Centre des congrès des Pays-Bas, à La Haye, les 27 et 28 mai 1981. Elle a été présidée par H. B. Bell, ancien Vice-Président de la Banque mondiale. Le rapport a été adopté le 30 mai 1981. La liste des pays et organisations internationales qui ont participé à la réunion figure dans l'annexe.

2. Le rapport établi par le Gouvernement pour la réunion de consultation par pays (mémoire de la Gambie, LDC/CP/22) constituait le principal document examiné. Le rapport était disponible dans la langue originale (anglais); un résumé du rapport, établi par le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, a été distribué en anglais, en arabe et en français (A/CONF.104/SP/22).

3. L'élaboration du programme du pays et sa présentation à la réunion de consultation constituent une étape importante des activités précédant la Conférence.

4. Le chef de la délégation gambienne, M.B.O. Jobe, Ambassadeur auprès des Communautés européennes à Bruxelles, a présenté le programme de son pays et a exposé ses objectifs, ses priorités, ses contraintes et ses besoins d'aide financière pour la période 1981-1986. Il a déclaré que les objectifs, les stratégies et les politiques de développement pour la première moitié des années 80 sont orientés vers une transformation structurelle de l'économie et la réalisation d'une croissance équitable. Les principaux points de son exposé sont résumés aux paragraphes 5 à 16 ci-après.

5. L'économie de la Gambie est extrêmement vulnérable à des facteurs exogènes, notamment aux conditions météorologiques et aux prix internationaux de l'arachide, son principal produit d'exportation. En conséquence, le processus de développement vise à diversifier la base de production très étroite de l'économie en privilégiant le secteur agricole.

6. Le premier plan, qui portait sur la période 1975-1981, envisageait l'affectation d'un montant total de 621 millions de dalasis <sup>3/</sup> à des projets d'investissement dans le secteur public. Pendant cette période, le rapport effectif moyen entre le montant brut des investissements (y compris les investissements du secteur privé) et le PIB était d'environ 23 %.

7. Les principaux objectifs du premier plan étaient les suivants :

- diminuer la forte dépendance de la Gambie à l'égard de l'arachide par la diversification de la production agricole;
- parvenir à l'autosuffisance dans la production céréalière;
- atténuer l'important écart entre les revenus ruraux et les revenus urbains, en consacrant au secteur rural une plus grande part des ressources affectées au développement

---

<sup>1/</sup> Original : ANGLAIS.

<sup>2/</sup> Voir également Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément No 45 (A/35/45), deuxième partie.

<sup>3/</sup> La monnaie nationale est le dalasi (D), taux de change : 1 dalasi = 0,25 livre sterling.

- assurer un développement économique accéléré en prévoyant une croissance annuelle moyenne de 4,5 % du PIB, soit environ 2 % par habitant;
- promouvoir les changements sociaux et économiques nécessaires à une croissance auto-entretenu.

Le plan attachait une grande importance à l'équité et au bien-être, ainsi qu'à la nécessité d'assurer la participation effective de la population au développement national. L'idée centrale dont s'inspirait le plan était le "TE SITO", ou l'autonomie nationale.

8. Le plan a permis d'obtenir des réalisations considérables dans plusieurs secteurs, en particulier le développement de l'infrastructure matérielle et des services sociaux, l'expansion et la réforme des institutions, le renforcement des effectifs nationaux de main-d'oeuvre spécialisée et qualifiée, et l'accroissement de la capacité nécessaire pour appliquer un programme d'investissement considérable. Tous ces résultats ont été obtenus malgré les trois années de sécheresse consécutives que la Gambie a connues au cours des quatre dernières années et qui ont entraîné une diminution des achats d'arachides (effectués exclusivement par l'Office national de commercialisation des produits ou Gambia Produce Marketing Board); en 1980-1981 ces achats étaient tombés à 45 000 tonnes, soit le tiers du niveau atteint au milieu des années 70. En outre, les prix internationaux de l'arachide et des produits qui en sont dérivés avaient baissé, ce qui a entraîné un recul de l'indice des termes de l'échange qui était tombé à 50 en 1979-1980, contre 100 en 1975-1976. En conséquence, le pays a été confronté à de sérieuses difficultés budgétaires et de balance des paiements. Pendant cette période, la croissance réelle du PIB a été estimée à 2,3 % par an, ce qui correspondait à une diminution de 0,5 % par an du PIB par habitant. Dans cette situation difficile, il a fallu recourir à une aide sous forme de paiements STABEX, ainsi qu'au soutien apporté par le FMI et l'OPEC à la balance des paiements.

9. Le deuxième plan, qui porte sur la période 1981-1986, envisage des investissements d'un montant total de 780 millions de dalasis, dont 670 millions dans le secteur public. Ce plan vise à poursuivre et à consolider les efforts de développement intensifs entrepris au cours du premier plan, mais en orientant la stratégie et les priorités vers les secteurs directement productifs, en particulier l'agriculture. En outre, les trois objectifs immédiats sont les suivants :

- a) surmonter les difficultés actuelles du budget et de la balance des paiements,
- b) porter la production d'arachide au niveau atteint au cours des années 70, et
- c) obtenir de meilleurs revenus des investissements effectués au cours du premier plan en améliorant l'organisation et la gestion et en prévoyant des mises de fonds suffisantes pour assurer l'entretien et le fonctionnement efficaces des installations mises en place.

10. Dans l'agriculture, la stratégie donne plus d'importance aux apports et services de base : fourniture d'engrais, de semences améliorées, de moyens de transport et d'installations de stockage, octroi de crédits suffisants et adoption de nouvelles mesures d'irrigation et de gestion hydraulique, en vue d'améliorer les rendements et d'accroître la production. Le programme de développement rural sera poursuivi et l'on doit entreprendre un projet de culture du riz par irrigation, faisant appel à des systèmes centralisés de gestion des ressources en eau et à une mécanisation poussée, qui servira de base à un futur projet visant à irriguer 24 000 hectares de terres après la construction d'un pont-barrage destiné à réduire la salinité de l'eau. Plusieurs projets



de développement des pêcheries sont également envisagés. Environ 40 % des dépenses totales prévues au titre du plan concerneront le secteur agricole.

11. Au cours du premier plan, des fonds considérables ont été investis dans le secteur du tourisme. En conséquence, le principal objectif, pendant la période du deuxième plan, sera de consolider ce secteur en améliorant les services, en accroissant la compétitivité et en supprimant les autres contraintes.

12. Plus de 50 % du montant total des investissements dans le secteur public ont été consacrés à l'infrastructure matérielle au cours du premier plan. On continuera d'effectuer des investissements importants dans ce domaine, mais la priorité doit aller aux projets tendant à supprimer les contraintes et goulots d'étranglement spécifiques, à faire face aux besoins de croissance de l'économie, et à assurer un plus large accès de la population rurale aux services essentiels.

13. Dans le secteur des services sociaux, on s'efforcera surtout de satisfaire les besoins essentiels. En matière d'éducation, on envisage d'étendre les programmes d'alphabétisation et d'enseignement primaire et de mettre davantage l'accent sur la formation technique dans l'enseignement secondaire et professionnel. En matière de santé, on donnera davantage d'importance aux services de prévention qu'aux centres de traitement. Un programme de soins de santé primaire, qui sera lié aux programmes actuels d'amélioration de la nutrition et d'hygiène maternelle et infantile doit être exécuté à l'échelle nationale. Dans le domaine de l'assainissement et de l'approvisionnement en eau, on prévoit l'exécution de grands projets, tant dans les régions rurales que dans les zones urbaines. Une place plus importante doit également être donnée au logement et à l'aménagement urbain.

14. Evoquant les besoins d'aide extérieure, le chef de la délégation gambienne a déclaré que pour le deuxième plan, la Gambie sera davantage tributaire d'un financement extérieur, étant donné qu'elle ne dispose pas actuellement de réserves à l'extérieur. Environ 87 % du montant total des investissements dans le secteur public devront être financés à partir de sources extérieures. Même si l'on n'envisage pas de nouveaux emprunts commerciaux et si l'on prévoit que le financement extérieur sera assuré sous forme d'une aide officielle au développement, on estime que le service de la dette représentera environ 30 % des exportations nationales en 1985-1986. Sur les dépenses totales engagées au titre du deuxième plan pour le secteur public, estimées à 670 millions de dalasis, la moitié environ (soit 335,6 millions de dalasis) est déjà couverte par les ressources intérieures et les engagements d'aide actuels. Il reste à trouver 334,4 millions de dalasis, qui devraient être couverts par des engagements d'aide extérieure supplémentaire.

15. En ce qui concerne les modalités de l'aide, le chef de la délégation gambienne a souligné l'importance d'une aide accordée sous forme de dons ou de prêts à des conditions très libérales, ainsi que la nécessité du financement des dépenses locales et renouvelables et de l'assistance non liée à des projets. Une assistance est indispensable pour financer les dépenses locales et les dépenses renouvelables, qui représentent un volume important, compte tenu des contraintes graves qui pèsent sur les ressources nationales. Il est également nécessaire d'apporter un soutien adéquat à la balance des paiements, étant donné l'étroitesse de la base de production nationale et la part importante des importations dans la consommation; à défaut d'une telle aide, il ne sera pas possible de maintenir le système actuel de libre-échange.

---

D'autres domaines qui méritent de retenir l'attention sont l'amélioration des procédures d'aide en vue d'assurer des versements réguliers, la réduction de la période de gestation qui s'écoule entre la préparation du projet et le versement de fonds au titre de l'aide, et une coordination plus efficace entre les donateurs.

16. Pour conclure, le chef de la délégation gambienne a déclaré que son gouvernement attend beaucoup de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et qu'il espère qu'elle pourra aboutir au financement de leurs programmes d'investissements et qu'elle garantira la continuité de l'aide apportée aux efforts de développement accomplis par la Gambie pour réaliser une transformation structurelle.

17. La réunion a remercié le Gouvernement gambien d'avoir présenté une documentation aussi complète et aussi utile, qui trace un tableau équilibré des contraintes et des possibilités du pays et constitue une évaluation réaliste de la situation. D'une façon générale, la réunion a favorablement accueilli la stratégie globale et les priorités fixées dans le deuxième plan (1981-1986) et s'est félicitée de la place importante qui est donnée au secteur agricole.

18. La réunion s'est accordée à estimer que l'objectif de croissance de 5 % par an fixé pour la période 1981/82-1985/86 est réalisable, compte tenu de la faible base de production actuelle. Le fléchissement récent de l'économie gambienne est imputable à des facteurs exogènes, tels que les graves sécheresses périodiques et la diminution des prix mondiaux de l'arachide. En conséquence, il est indispensable de transformer les structures économiques pour réduire la dépendance de la Gambie à l'égard des cultures pluviales et de l'arachide. Dans ce contexte, la réunion a approuvé l'accent particulier mis sur la diversification de l'agriculture et le renforcement des possibilités d'irrigation.

19. Plusieurs délégations ont mentionné le chiffre projeté en ce qui concerne le rapport de l'investissement brut au produit intérieur brut dans le deuxième plan, qui à leur avis est trop élevé. Elles ont souligné que 8,2 % seulement de l'investissement total doivent être financés à l'aide des ressources locales et que, par conséquent, le succès du plan dépend dans une très large mesure de l'assistance extérieure. A ce propos, il a été noté avec préoccupation que le chiffre projeté en ce qui concerne le rapport du service de la dette aux recettes d'exportation, qui doit atteindre 30 % avant la fin de la période du deuxième plan, est très élevé, et le Gouvernement gambien a été mis en garde contre le lancement de projets qui ne pourraient engendrer des recettes suffisantes ou qui seraient financés à l'aide de prêts commerciaux, ce qui aurait pour effet d'augmenter le fardeau du service de la dette. Certaines délégations ont aussi noté qu'en tant qu'objectif à moyen terme, le montant de la contribution intérieure au financement du programme d'investissement est faible, et qu'un effort plus vigoureux est nécessaire à cet égard. Elles ont aussi émis l'avis qu'un niveau raisonnable de financement interne est nécessaire pour assurer que les projets et programmes entrepris sont conformes aux priorités du gouvernement en matière de développement, et pas simplement à celle des donateurs.

20. La délégation gambienne a dit que le niveau de l'épargne intérieure a varié considérablement, car il dépend très étroitement des sécheresses éventuelles. Le gouvernement se propose d'augmenter le rapport de l'épargne au produit intérieur brut, pour le porter au niveau actuel de 4,5 % à 9 % d'ici la fin du deuxième plan, ce qui est en soi un objectif très ambitieux, vu les circonstances actuelles. En outre, les sociétés para-étatiques doivent être mises en mesure de satisfaire à leurs propres besoins, de manière que leurs pertes éventuelles ne grèvent pas le budget. Une politique générale d'encouragement de l'investissement privé - tant local qu'étranger - est en cours de formulation et on est en train de réviser le code des investissements en vue d'encourager davantage les investisseurs privés. La délégation gambienne a indiqué en outre que le montant total du programme d'investissement envisagé a aussi été réduit récemment, tandis que le niveau de financement intérieur a été augmenté, de sorte qu'il se situe maintenant à 13 %

de l'investissement total. Le gouvernement est disposé à déployer tous les efforts possibles pour accroître l'épargne intérieure, tant publique que privée. Cependant, il n'est absolument pas réaliste de vouloir fixer une contribution locale minimum au financement des projets dans le secteur public, en tant que condition préalable à l'assistance, car cela obligerait à réduire encore les dépenses courantes déjà fortement comprimées, ainsi que certains programmes essentiels, en particulier ceux qui concernent les services sociaux. Le coût social et politique de telles mesures serait très élevé.

21. Les participants à la réunion ont procédé à un échange de vues approfondi sur la stratégie et les politiques de développement du secteur agricole. Ils se sont félicités des principaux objectifs fixés dans ce secteur, en particulier en ce qui concerne l'autosuffisance alimentaire, mais ils ont demandé des éclaircissements sur un certain nombre de questions. Il a été noté qu'on s'est heurté à certains problèmes dans l'exécution de projets agricoles dans le passé; que la capacité d'absorption du secteur agricole semble limitée et qu'il est nécessaire de développer les institutions dans le secteur rural en vue d'améliorer la situation; que les politiques et les mesures d'encouragement spécifiques pour ce secteur doivent être définies d'une manière bien plus détaillée; que puisque la main-d'oeuvre est abondante et les terres cultivables limitées, il faut étudier soigneusement l'effet éventuel d'une mécanisation; et qu'étant donné que les cultures irriguées ne sont pas de pratique traditionnelle en Afrique de l'Ouest, il faut étudier de près les conditions requises pour que les investissements dans la création de nouvelles zones d'irrigation soient rentables.

22. La délégation gambienne a indiqué que toutes les questions soulevées ont été étudiées soigneusement par le gouvernement. Pendant le premier plan, la capacité d'absorption du secteur agricole, qui était faible au départ, s'est améliorée progressivement. Depuis lors, l'infrastructure de base a été mise en place, y compris en ce qui concerne les services de vulgarisation et les autres services nécessaires, ce qui a considérablement accru la capacité d'exécution et d'absorption pendant le deuxième plan. En outre, les procédures comptables sont harmonisées pour répondre aux besoins des divers donateurs, et les comptes concernant les projets spécifiques qui ont été mentionnés sont mis à jour.

23. S'agissant de la politique des prix agricoles, le rapport des prix à la production aux prix internationaux de l'arachide, principale culture commerciale, a toujours été relativement élevé, mais le gouvernement ne peut guère agir étant donné que les prix internationaux ont fléchi. Néanmoins, depuis 1980, on enregistre une certaine amélioration; non seulement les prix à la production ont augmenté, mais encore le gouvernement envisage la possibilité d'annoncer les prix avant la plantation. Un ensemble de mesures, comprenant la construction de routes de desserte - à laquelle le Gouvernement gambien attache une priorité élevée -, ainsi que des subventions aux apports et à la production, a été adopté, et on envisage de créer une banque de développement agricole qui servira de centre de promotion en fournissant des facilités de crédit appropriées. La superficie des terres dont dispose la Gambie étant limitée, les petites exploitations agricoles sont importantes, et toutes les mesures mentionnées plus haut visent à accroître leur production.

24. En ce qui concerne l'accent placé sur le développement des cultures irriguées, la délégation gambienne a indiqué que le pays a déjà obtenu des succès dans l'exécution de projets dans ce domaine. Le barrage sur le fleuve Gambie, qui offrira une capacité d'irrigation de 24 000 hectares, est un projet extrêmement important

pour le développement agricole, ce il est essentiel si l'on veut transformer les structures de l'économie. Des études sont en cours qui permettront de déterminer les conditions générales nécessaires à son succès.

25. Plusieurs délégations ont noté que dans le mémoire du pays, on ne trouve pas de programme adéquat concernant le contrôle des naissances et le problème de la migration des campagnes vers les villes et des renseignements ont été demandés sur l'existence éventuelle de plans et de programmes dans ce domaine.

26. La délégation gambienne a indiqué que le programme concernant ce secteur a été élaboré récemment et qu'une nouvelle politique en matière de population a été formulée. L'élément clé de cette politique est un programme de planification de la famille, qui sera lié au programme de soins de santé de base. Cependant, il est bien connu que les efforts en ce sens ne produisent d'effets qu'après un certain laps de temps. A ce propos, il a été noté aussi que le taux de croissance démographique, qui est actuellement élevé, est imputable essentiellement à la baisse du taux de mortalité, dont on prévoit qu'il diminuera encore notablement d'ici l'an 2000. S'agissant de la migration vers les zones urbaines, la délégation gambienne a dit que la situation à cet égard a été aggravée par les dernières sécheresses. Pendant la période du premier plan, on a appliqué une stratégie consistant à développer des centres de croissance régionaux en vue de limiter les migrations vers la capitale, et cette stratégie sera renforcée pendant le deuxième plan. En outre, on espère que la priorité accordée au développement rural et les mesures concernant les soins de santé primaires et les autres services dans les zones rurales contribueront à améliorer la situation et à décourager l'exode vers les villes.

27. Certaines délégations ont dit que les programmes concernant l'énergie ne sont pas présentés de manière suffisamment détaillée dans le mémoire du pays, et elles ont demandé des renseignements complémentaires. Il a aussi été noté que, compte tenu du fait que, dans le cadre de son plan de lutte contre la désertification, le gouvernement interdit l'utilisation du charbon de bois, il faudra intensifier la recherche d'autres sources d'énergie. La délégation gambienne a indiqué qu'une étude générale sur l'énergie est en cours et que ses résultats seront pris en compte dans le deuxième plan.

28. Certaines délégations ont mentionné l'absence, dans le mémoire du pays, de toute étude spécifique des difficultés concernant la main-d'oeuvre, eu égard en particulier au fait que la Gambie a besoin d'améliorer ses capacités de gestion et de supervision et d'établir des liens entre le système d'enseignement et le processus général de développement. La délégation gambienne a dit que le programme concernant l'enseignement est plus important qu'il ne paraît au vu de l'esquisse qui en est donnée dans le mémoire du pays. Il y a une planification concernant la main-d'oeuvre, et les programmes scolaires sont révisés en vue de donner à l'enseignement un caractère plus technique. Un institut de développement de la gestion a été créé pour former des cadres moyens dans divers secteurs.

29. Certaines délégations, se référant à la situation géographique de la Gambie, ont noté que la solution des problèmes du pays exige une approche régionale du développement. Il a été dit que la notion d'autonomie collective présente un intérêt tout particulier pour les pays les moins avancés d'Afrique. La délégation gambienne a dit qu'elle approuve cette approche et que les projets régionaux, en particulier dans le secteur agricole, bénéficient d'un rang de priorité élevé.

30. Plusieurs délégations ont répondu à l'appel du chef de la délégation gambienne tendant à ce que les modalités et les formes de l'assistance soient améliorées. Certaines délégations ont dit qu'elles approuvent l'idée selon laquelle toute l'assistance à la Gambie doit revêtir la forme de subventions ou de prêts à des conditions de faveur, et d'autres ont indiqué qu'elles sont disposées à financer les dépenses locales et les dépenses renouvelables. A ce propos, il a été toutefois noté que pour permettre aux donateurs d'adopter une approche plus souple, il est essentiel, non seulement que les projets et les programmes soient formulés de manière plus précise, mais aussi que tout le système d'exécution, y compris en ce qui concerne la supervision et les autres procédures, soit amélioré. L'avis a aussi été émis que le programme d'assistance technique doit être élargi pour renforcer les capacités du pays à cet égard.

31. Les représentants de plusieurs organismes internationaux ont décrit les efforts déployés par ces derniers pour aider au développement de la Gambie et ont déclaré que leurs organismes sont prêts à poursuivre et à intensifier leur assistance dans leurs domaines de compétence respectifs.

32. Les participants sont convenus que la réunion de consultation a offert une excellente occasion de procéder à un échange de vues franc et fructueux. Cet échange de vues renforcera encore l'esprit de bonne volonté et l'intérêt positif de tous les partenaires oeuvrant au développement de la Gambie dans leurs efforts visant à aider le pays à atteindre ses objectifs en matière de développement.

---

Annexe

Participation à la réunion de consultation pour la Gambie

Parmi ceux qui avaient été invités à participer à la réunion de consultation, les pays et les organismes internationaux ci-après étaient représentés :

Pays

Allemagne (République fédérale d')	Irlande
Chine	Japon
Etats-Unis d'Amérique	Norvège
France	Pays-Bas
Iraq	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Organismes des Nations Unies

Département de la coopération technique pour le développement  
Commission économique pour l'Afrique  
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel  
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)  
Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne  
Fonds d'équipement des Nations Unies

Institutions spécialisées

Organisation internationale du Travail  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
Organisation mondiale de la santé  
Banque mondiale  
Fonds monétaire international  
Union postale universelle  
Organisation météorologique mondiale  
Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime  
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Organismes intergouvernementaux

Banque islamique de développement  
Comité (permanent) inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel  
Communauté économique européenne  
Organisation de coopération et de développement économiques  
Organisation de l'unité africaine

V. RAPPORT DE LA REUNION DE CONSULTATION POUR LA GUINEE 1/

1. Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, et conformément à la résolution 7 (III) adoptée par le Comité préparatoire de la Conférence à sa première session, en février 1980, ainsi qu'aux conclusions et recommandations qu'il a adoptées à sa deuxième session, en octobre 1980 (A/CONF.104/PC/9 2/, chap. II), et que l'Assemblée générale a fait siennes dans sa résolution 35/205 du 16 décembre 1980, la réunion de consultation pour la République populaire révolutionnaire de Guinée s'est tenue au Centre des congrès des Pays-Bas, à La Haye, les 2 et 3 juin 1981. Elle a été présidée par M. Michel Doo Kingué, Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement. Le rapport a été adopté le 5 juin 1981. La liste des pays et organisations internationales qui ont participé à la réunion figure dans l'annexe.
2. Le rapport établi par le gouvernement pour la réunion de consultation par pays (mémoire de la Guinée, LDC/CP/23) constituait le principal document examiné. Le rapport était disponible dans la langue originale (français); un résumé du rapport, établi par le Gouvernement de la République populaire révolutionnaire de Guinée, a été distribué en anglais, en arabe et en français (A/CONF.104/SP/24). En outre, des annexes au document principal étaient disponibles en français (LDC/CP/23/Add.1).
3. L'élaboration du programme du pays et sa présentation à la réunion de consultation constituent une étape importante des activités précédant la Conférence.
4. M. Daouda Kourouma, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès des pays du Bénélux et des communautés européennes, chef de la délégation guinéenne, a présenté dans un exposé introductif la situation et le programme de son pays. Cet exposé est résumé aux paragraphes 5 à 11 ci-dessous.
5. Le chef de la délégation de la Guinée a d'abord donné un aperçu de la situation économique et sociale du pays. Il a mis en relief ses potentialités agricoles, minières et énergétiques et a souligné les progrès accomplis depuis l'indépendance dans les domaines de l'éducation et de la santé. Au cours du dernier plan quinquennal (1973-1978), le PIB s'est accru de 4 % par an, soit un taux légèrement supérieur au taux d'accroissement de la population (2,7 %). Malgré la priorité donnée au développement rural, le secteur agricole n'a connu qu'une croissance de 1 % durant cette période.
6. La politique d'austérité menée par le gouvernement a réduit considérablement le déficit budgétaire. Le déficit de la balance des paiements s'est aggravé au cours des dernières années et l'endettement (correspondant à 96,8 % du PIB) est très préoccupant.
7. Le chef de la délégation guinéenne a ensuite passé en revue les principales contraintes qui expliquent la faible performance du développement guinéen dans le passé. Deux types de contraintes principales ont été mentionnées : d'une part, les contraintes naturelles constituées par l'étendue du territoire par rapport à la faible densité de la population, le relief montagneux et l'hydrographie abondante qui contraste avec la non-maîtrise de l'eau, tandis que les ressources naturelles sont disséminées sur l'ensemble du territoire; d'autre part, les contraintes historiques

---

1/ Original : FRANCAIS.

2/ Voir également Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément No 45 (A/35/45), deuxième partie.

liées à la brusque rupture des liens coloniaux. Il a également cité un certain nombre de contraintes secondaires dans les domaines agricole, industriel, énergétique, commercial et institutionnel.

8. Pour la décennie 1981-1990, l'objectif de la Guinée est d'atteindre un taux de croissance annuelle proche de 10 % à la fin de la décennie. Cette croissance suppose les changements structurels suivants :

- une croissance du secteur agricole d'environ 7 % vers la fin de la décennie;
- le désenclavement du secteur minier pouvant servir de levier pour le développement économique général;
- le développement des liens agriculture/industrie;
- le renforcement des relations villes/campagnes; et
- une amorce de complémentarité avec les pays voisins par le développement des routes et des voies ferrées.

9. La stratégie de la Guinée visant à atteindre ces objectifs se réalisera en deux phases : une phase préparatoire, allant de 1981 à 1985, au cours de laquelle sera mis en oeuvre un programme de préinvestissement comprenant notamment la mise au point des institutions et méthodes de développement, ainsi que le renforcement du système de planification, et une phase de développement accéléré (1986-1990) au cours de laquelle il est prévu de porter le taux de croissance du PIB de 5 % à 10 % par an.

10. Le chef de la délégation guinéenne a estimé que les objectifs du programme d'action apparemment ambitieux, restent très réalistes. Il a souligné que le programme d'investissement proposé tant pour le plan quinquennal 1981-1985 que pour toute la décennie (environ 4,3 milliards de dollars des Etats-Unis) ne tient compte ni des investissements privés, ni de la réalisation de l'important projet de Konkouré. Selon les projections effectuées, le programme d'action mènerait à une forte augmentation de l'excédent de la balance commerciale et, sous certaines hypothèses de réaménagement de la dette, à un excédent de la balance des paiements à partir de 1985.

11. Abordant la question des modalités de l'aide, le chef de la délégation guinéenne a précisé que dans le passé, les activités d'aide ont engendré un accroissement important de l'endettement extérieur et une multiplication de petits projets, et il a jugé étriquée la méthode de sélection des projets basée sur le seul critère du taux de rentabilité interne. Du côté du Gouvernement guinéen, le renforcement prévu du système de planification devrait permettre d'accélérer les négociations de financement et d'améliorer les procédures de décision et d'exécution des projets. Le chef de la délégation guinéenne a enfin insisté sur l'impérieuse nécessité d'une annulation, ou tout au moins d'un réaménagement de la dette extérieure de son pays par l'octroi d'un délai de grâce de 10 ans, avec un étalement des échéances. Il a souhaité que les nouveaux prêts qui seront consentis dans le cadre du programme substantiel d'action soient assortis des mêmes conditions, faute de quoi ils risquent d'être consacrés pour l'essentiel au remboursement des arriérés de la dette au détriment des actions de développement.

12. Les délégations des pays et organisations internationales invités qui ont pris ensuite la parole ont félicité le chef de la délégation guinéenne pour la clarté et la richesse de son exposé introductif. Elles ont aussi exprimé leur appréciation pour la haute qualité du mémoire du Gouvernement de la Guinée, dont elles ont particulièrement souligné la clarté et la franchise de l'analyse, la rigueur du cadre macro-économique et la richesse des données statistiques.



13. Les participants ont constaté que la Guinée dispose d'un vaste potentiel naturel, minier et énergétique. Compte tenu de ce potentiel, la plupart des délégations ont estimé que le Gouvernement guinéen est en droit de présenter un programme relativement ambitieux pour la décennie. Une délégation a cependant émis des réserves quant à la capacité d'absorption du pays et à ses possibilités d'atteindre ses objectifs, compte tenu de ses performances économiques antérieures.
14. La répartition du programme d'action en deux phases (une phase de préinvestissement suivie d'une phase de développement accéléré) a été bien accueillie et jugée réaliste par plusieurs délégations.
15. Se référant à l'équilibre du programme d'action entre les différents secteurs, quelques délégations ont souhaité un effort plus important dans le domaine de l'agriculture, les objectifs du gouvernement pour la première moitié de la décennie étant jugés peu ambitieux dans ce domaine. Une délégation s'est demandé comment le gouvernement pourra atteindre ses objectifs de croissance agricole au vu des maigres résultats obtenus dans le passé.
16. Certains participants ont observé que le tableau des investissements pour la décennie 1981-1990 (tableau III-7 du mémoire) ne contient pas de précision sur les ressources qui seront consacrées à l'éducation et à la santé et ont demandé des éclaircissements à ce sujet.
17. En réponse à plusieurs participants qui souhaitaient connaître les causes de la performance médiocre de l'agriculture dans le passé, le chef de la délégation guinéenne a répondu que cela résultait de la combinaison de divers facteurs, tels que les difficultés que posent la maîtrise de l'eau et le coût élevé des investissements nécessaires (notamment les aménagements hydro-agricoles), la sécheresse, les dégâts causés par les prédateurs, la pénurie de devises étrangères pour l'achat des intrants et des pièces détachées, et une certaine résistance des paysans au changement, qui est en passe d'être surmontée grâce aux efforts d'éducation permanente déployés par le gouvernement.
18. Le chef de la délégation guinéenne a confirmé que l'objectif de la Guinée est d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et même, à terme, de dégager des excédents exportables. A cette fin, 29 % du programme d'investissement sont prévus pour l'agriculture (non compris la pêche, l'élevage et les eaux et forêts), contre 16 % pour l'industrie, bien que certains investissements dans le domaine industriel soient conçus précisément comme soutien à l'agriculture. Comme la période de préinvestissement comprend notamment l'apprentissage des techniques culturales et la réalisation d'aménagements, ainsi que la mise en place de structures appropriées, ce n'est qu'au cours de la deuxième moitié de la décennie qu'il faut s'attendre à un accroissement rapide de la production.
19. Des délégations ont posé des questions sur la structure de la propriété agricole, les premiers résultats obtenus par les fermes agro-pastorales d'arrondissement (FAPAs) et les fermes agro-communales (FACs), et les projets prioritaires dans le domaine du développement rural. Le chef de la délégation guinéenne a répondu qu'il y a trois structures de propriété agricole en Guinée : les propriétés privées individuelles ou familiales, qui sont largement prépondérantes et que l'Etat encourage; les propriétés semi-publiques; les propriétés étatiques (fermes d'Etat). Par ailleurs, il a indiqué qu'il est encore trop tôt pour évaluer la performance des FAPA, dont la création date de fin 1978. Quant au bilan des FAC, il l'a jugé largement positif. Il a communiqué, en outre, la liste des projets prévus dans le domaine du développement rural, portant notamment sur des aménagements hydro-agricoles, le développement de riziculture, de centres semenciers et des agro-industries, la vulgarisation, le reboisement, la lutte contre les feux de brousse, la sélection de la race bovine Ndama, la santé animale, le développement de la pisciculture.
-

20. Plusieurs questions ont été posées sur les mesures prévues par le Gouvernement pour motiver les producteurs agricoles, ainsi que sur la politique des prix des produits agricoles. Le chef de la délégation guinéenne a dit que la politique du Gouvernement est d'encourager au maximum le développement de la production en fixant des prix suffisamment rémunérateurs. Répondant à une délégation qui se préoccupait des conditions de l'équilibre entre la nécessité de fixer un prix rémunérateur et le souci de préserver le pouvoir d'achat des consommateurs urbains, il a indiqué que, compte tenu des limites des salaires des travailleurs, l'Etat se charge lui-même de la distribution des produits de base, supprimant ainsi les intermédiaires privés, afin de s'assurer que le producteur reçoit l'essentiel du prix payé par le consommateur. Il a mentionné d'autres mesures d'incitation à la production, notamment les prêts agricoles fournis par la Banque nationale de développement agricole (BNDA), les subventions aux agriculteurs en cas de catastrophe naturelle, les traitements phytosanitaires gratuits, la fourniture d'intrants au prix de revient. Par ailleurs, des récompenses spéciales (par exemple, des facilités accordées pour le pèlerinage à la Mecque) sont offertes aux meilleurs producteurs.

21. Une délégation s'est préoccupée de la faible productivité des infrastructures industrielles et des perspectives de les rentabiliser. Le chef de la délégation guinéenne a exposé les problèmes rencontrés dans la gestion des unités industrielles (difficultés d'approvisionnement en matières premières et en pièces détachées du fait de la pénurie de devises, crise énergétique, insuffisance des transferts de technologie, vétusté des installations). Il a indiqué qu'avec le concours de certaines sources de financement, quelques-unes des unités les plus importantes sont en cours de rénovation (usine textile, par exemple).

22. Répondant à une question concernant le projet Konkouré et les autres grands projets qui n'ont pas été inclus dans le programme pour la décennie, le chef de la délégation guinéenne a indiqué que c'est l'incertitude concernant la date à partir de laquelle un financement pourra être obtenu pour ces grands projets qui a motivé leur exclusion temporaire du programme. Cependant, le gouvernement espère qu'ils pourront voir le jour dans un proche avenir. Quant aux effets de l'intégration du projet Konkouré dans le programme du Gouvernement, ils sont multiples, en amont et en aval, avec notamment l'industrie de l'aluminium, l'industrie chimique, l'industrie sucrière, les transports, l'agriculture et les services publics.

23. Tout en louant les progrès enregistrés par le Gouvernement en matière d'éducation, plusieurs délégations se sont préoccupées des perspectives d'une meilleure adaptation de l'enseignement et de la formation aux besoins actuels et futurs en main-d'oeuvre qualifiée et du développement de services statistiques et de planification de l'éducation. Des informations sur le programme d'alphabétisation et sur l'orientation de la politique guinéenne en faveur de la jeunesse et de la femme ont été souhaitées. En réponse, le chef de la délégation guinéenne a décrit les efforts de démocratisation de l'éducation accomplis par son Gouvernement, des écoles ayant été créées à tous les niveaux de la structure administrative, en partant des communautés villageoises. On peut juger de l'ampleur de cet effort aux effectifs scolaires (365 000 élèves en 1979 contre 45 000 élèves en 1958 dans l'enseignement primaire). Les réorientations imprimées à l'appareil éducatif vont dans le sens d'une meilleure liaison avec le monde du travail (initiation et formation dans les disciplines techniques et professionnelles, avec prédominance de celles qui sont exigées pour le développement des activités agropastorales). Il a en outre été précisé que l'objectif du programme d'alphabétisation fonctionnelle est de faire accéder à l'éducation des couches de plus en plus larges de la population. La politique du Gouvernement en faveur de la jeunesse (formation, participation à la production) et des femmes (égalité d'accès à l'éducation et au travail) a aussi été présentée.

24. En réponse à une question concernant l'organisation de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, le chef de la délégation guinéenne a précisé qu'il existe un ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle qui coiffe tous les instituts polytechniques secondaires formant des cadres moyens. Il a souligné par ailleurs l'orientation pratique donnée aux diplômés des universités guinéennes, qui n'entreprennent des études post-universitaires qu'après trois ans au moins de pratique sur le terrain.

25. Dans le domaine de la santé, plusieurs délégations ont loué les progrès enregistrés par la Guinée (réduction de la mortalité, notamment infantile, accroissement de l'espérance de vie) et l'orientation donnée au développement de l'appareil sanitaire. En réponse à une délégation qui a demandé des informations supplémentaires sur la médecine populaire, le chef de la délégation guinéenne a donné des précisions sur les orientations médicales (médecine préventive, médecine curative, médecine traditionnelle) et l'organisation du système pyramidal médico-hospitalier au niveau des différentes structures politico-administratives du pays, en partant des communautés villageoises.

26. Une délégation a souligné l'effort de mobilisation des ressources intérieures, qui représentent une part importante des investissements requis pour la décennie. Des précisions ont été demandées sur les moyens de mobilisation de ces ressources. Il a été répondu que les prévisions de ressources intérieures se fondent essentiellement sur les bénéfices et amortissements des entreprises publiques et mixtes (environ 3 milliards de syllis chaque année). A l'accroissement de ces recettes résultant d'une meilleure gestion des unités économiques s'ajoutent d'autres ressources (recettes hôtelières et cinématographiques, etc.).

27. A une question concernant la politique du Gouvernement guinéen à l'égard des organisations non gouvernementales, le chef de la délégation guinéenne a répondu que son pays, dans le cadre du respect de ses institutions, est prêt à coopérer avec toutes sortes d'organisations, quel que soit leur statut. Il a exposé les mesures de libéralisation prises récemment par le Gouvernement dans différents secteurs (notamment le commerce, les transports, l'exploitation minière et les petites et moyennes entreprises) en vue d'associer davantage le secteur privé national et étranger au développement du pays. Il a ajouté qu'un ministère des petites et moyennes entreprises a été créé pour organiser et dynamiser ces entreprises et il a indiqué que son Gouvernement se félicite de la contribution du secteur privé au développement du pays et à l'élargissement des ressources de l'Etat.

28. A une question d'une délégation portant sur l'ampleur et les moyens de financement des dépenses récurrentes nécessitées pour la mise en oeuvre du programme, le chef de la délégation guinéenne a répondu que pour faire face à une partie de ces dépenses de fonctionnement qui n'ont pas été incluses dans les projets présentés, le Gouvernement souhaite présenter une demande d'aide supplémentaire aux sources extérieures.

29. A une délégation qui souhaitait aussi des informations sur le montant des transferts de fonds effectués par les émigrés guinéens vers le pays, le chef de la délégation guinéenne a répondu qu'il ne dispose pas sur place de chiffres précis à ce sujet.

30. A une question posée par plusieurs délégations sur les moyens d'accroître la capacité d'absorption de l'aide extérieure, le chef de la délégation guinéenne a répondu en mentionnant les mesures prises pour améliorer le système d'information, de planification et d'étude des projets, qui permettront une meilleure préparation technique des négociations avec les bailleurs de fonds. Il a ajouté que le suivi de l'exécution des projets, leur évaluation et leur réadaptation continues seront menées systématiquement grâce à l'organisation de réunions sectorielles et intersectorielles.

---

L'étoffement de l'appareil statistique et de planification concerne aussi bien les divers ministères que l'organisation du Gouvernement au niveau régional. Par ailleurs, un renforcement du service de gestion de la dette publique a été décidé. Les conférences économiques nationales organisées chaque année pour considérer le bilan des réalisations en cours d'année et les difficultés rencontrées contribuent elles aussi à une meilleure absorption de l'aide extérieure.

31. Une délégation ayant demandé des informations sur les modifications souhaitées par le Gouvernement guinéen aux modalités de l'aide extérieure, le chef de la délégation guinéenne a répondu que son Gouvernement souhaite que l'aide soit moins liée et que chaque projet financé puisse bénéficier du maximum de ressources permettant à l'opération concernée d'être menée à bonne fin.

32. Se référant à la balance commerciale positive de la Guinée et à la balance des paiements négative, une délégation a souligné l'importance du service de la dette en Guinée, et le chef de la délégation guinéenne a lancé un appel pour que l'aide accordée à son pays le soit à des conditions de plus en plus libérales.

33. Les représentants de plusieurs pays développés ont indiqué leur volonté d'entreprendre ou de continuer des actions concrètes en Guinée.

34. Les représentants des pays en développement ont souligné l'intérêt et le champ possible d'une coopération technique et économique entre la Guinée et leurs pays respectifs dans le cadre du Programme d'Arusha pour l'autonomie collective et la solidarité entre pays en développement.

35. Les représentants de plusieurs organismes internationaux ont décrit les efforts déployés par ces derniers pour aider au développement de la Guinée et ont déclaré que ces organismes sont prêts à poursuivre et à intensifier leur assistance dans leurs domaines de compétences respectifs.

36. Les participants sont convenus que la réunion de consultation a offert une excellente occasion de procéder à un échange de vues fructueux sur les programmes de développement de la Guinée.

Annexe

Participation à la réunion de consultation pour la Guinée

Parmi ceux qui avaient été invités à participer à la réunion de consultation, les pays et les organismes internationaux ci-après étaient représentés :

Pays

Algérie	Inde
Allemagne, République fédérale d'	Iraq
Argentine	Italie
Belgique	Japon
Brésil	Mexique
Canada	Norvège
Chine	Pays-Bas
Egypte	Royaume-Uni de Grande-Bretagne
Espagne	et d'Irlande du Nord
Etats-Unis d'Amérique	Suède
France	Yougoslavie
	Venezuela

Organismes des Nations Unies

Commission économique pour l'Afrique  
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel  
Programme des Nations Unies pour le développement  
Fonds d'équipement des Nations Unies  
Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne  
Centre du commerce international CNUCED/GATT

Institutions spécialisées

Organisation internationale du Travail  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
Organisation mondiale de la santé  
Banque mondiale  
Fonds monétaire international  
Organisation météorologique mondiale

Organismes intergouvernementaux

Communauté économique européenne  
Banque européenne d'investissement  
Banque islamique de développement

## VI. RAPPORT DE LA REUNION DE CONSULTATION POUR LE MALI<sup>1/</sup>

1. Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, et conformément à la résolution 7 (III) adoptée par le Comité préparatoire de la Conférence à sa première session, en février 1980, ainsi qu'aux conclusions et recommandations qu'il a adoptées à sa deuxième session, en octobre 1980 (A/CONF.104/PC/9 2/, chap. II), et que l'Assemblée générale a fait siennes dans sa résolution 35/205 du 16 décembre 1980, la réunion de consultation pour le Mali s'est tenue au Centre des congrès des Pays-Bas, à La Haye, les 1er et 2 juin 1981. Elle a été présidée par M. Michel Poo Kingué, Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement. Le rapport a été adopté le 4 juin 1981. La liste des pays et organisations internationales qui ont participé à la réunion figure dans l'annexe.
2. Le rapport établi par le Gouvernement pour la réunion de consultation par pays (mémoire du Mali, LDC/CP/24 et Add.1) constituait le principal document examiné. Le rapport était disponible dans la langue originale (français); un résumé du rapport, établi par le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, a été distribué en anglais, en arabe et en français (A/CONF.104/SP/25 et Corr.1).
3. L'élaboration du programme du pays et sa présentation à la réunion de consultation constituent une étape importante des activités précédant la Conférence.
4. M. Ahmed Mohamed Ag Hamani, Ministre du plan, chef de la délégation malienne, a présenté dans un exposé introductif la situation et le programme de son pays. Cet exposé est résumé aux paragraphes 5 à 11 ci-dessous.
5. Décrivant tout d'abord les caractéristiques générales de l'économie malienne, le chef de la délégation a précisé que le Mali, pays enclavé et sahélien, est doté d'un potentiel agricole, hydraulique et minier (bauxite, fer, manganèse) dont la valorisation se heurte à des contraintes géographiques, humaines et financières. Au facteur contraignant que constitue la continentalité du pays (1 290 km de Bamako à l'océan Atlantique), qui entraîne un accroissement des prix des transports (30 % du coût des importations et 12 à 24 % de celui des exportations en 1979), s'ajoutent les effets de l'étendue du territoire (1,2 million km<sup>2</sup>) et de la faible densité de la population dans un pays insuffisamment doté d'infrastructures de transport. Les conditions climatiques rigoureuses (rareté et irrégularité des pluies, désertification de plus en plus inquiétante) handicapent les perspectives de développement agricole, qui est assuré, pour l'essentiel, par le secteur traditionnel. Les contraintes financières sont représentées par la grande faiblesse de l'épargne intérieure (9 % du financement des investissements au sens strict pour la période 1974-1979).
6. Le Ministre a ensuite tracé un tableau de l'évolution récente de l'économie, dont les déséquilibres extérieurs structurels sont en partie dus à l'action de facteurs exogènes (sécheresse, renchérissement du pétrole, inflation mondiale, fluctuation des cours des produits exportés et des taux de change). La chute du PIB en termes réels (553,3 milliards de francs maliens en 1980 contre 559,9 milliards en 1979) est due à la décroissance du secteur primaire et à la stagnation des secteurs secondaire et tertiaire.

---

1/ Original : FRANCAIS.

2/ Voir également Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément No 45 (A/35/45), deuxième partie.

7. Présentant ensuite le programme substantiel d'action pour les années 80, le Ministre a précisé que les objectifs visés sont :

- la sécurité, la fiabilité et l'amélioration des revenus de l'ensemble de la population;
- l'édification d'une économie nationale indépendante et planifiée dont la vulnérabilité aux facteurs externes et climatiques devrait être réduite au minimum.

8. La réalisation de ces objectifs sera assurée par la mise en oeuvre d'une stratégie auto-centrée de développement basée sur une distribution des revenus et une augmentation progressive de l'investissement interne. La plus haute priorité est donnée au développement de l'agriculture, des forêts, de la pêche et de l'élevage. Fondé sur les associations villageoises ("tons villageois"), le programme de développement de l'agriculture prévoit l'intensification des méthodes de culture, la mise en valeur du potentiel existant, et la mise en oeuvre de mesures d'accompagnement (prix à la production, systèmes de commercialisation et de crédit, etc.). Dans le domaine forestier, les actions visent au développement du patrimoine forestier (reboisement, lutte contre la désertification et les feux de brousse) et à l'intensification de la recherche de variétés végétales mieux adaptées au climat et aux besoins des populations (bois de chauffage, matériaux de construction). Dans le domaine de la pêche, une meilleure organisation du système de production et de commercialisation est programmée en vue de satisfaire les besoins intérieurs et de promouvoir les exportations des produits de la pêche. Pour ce qui est de l'élevage, dont le développement repose notamment sur l'association agriculture-élevage, la santé animale et la recherche zootechnique, on prévoit une plus grande valorisation des produits et sous-produits de ce secteur.

9. Dans le secteur secondaire, la croissance du secteur minier sera dictée par les besoins de développement à moyen et à long terme. Dans le secteur énergétique, l'auto-suffisance est recherchée par le développement de l'énergie hydraulique, des énergies renouvelables (notamment solaire) et des énergies conventionnelles. Le développement de l'hydraulique s'inspire des préoccupations de maîtrise des eaux de surface et souterraines. Le développement industriel vise essentiellement la satisfaction des besoins de consommation de masse et d'intrants agricoles. La mise en place d'industries lourdes tiendra compte des perspectives de coopération sous-régionale et des marchés extérieurs. Dans le domaine des transports, le développement interne et externe oriente l'action entreprise, gage d'intégration économique.

10. Le Ministre a ensuite présenté le plan quinquennal 1981-1985, qui s'inscrit dans la stratégie de développement à long terme; d'une part, il précise les progrès envisagés dans l'amélioration du niveau de vie des populations, l'autosuffisance alimentaire, la maîtrise des eaux, la reconstitution du cheptel, la lutte contre la désertification, le reboisement, le désenclavement intérieur et extérieur; d'autre part, il vise le rétablissement des équilibres fondamentaux (finances publiques, sociétés d'Etat, emploi-formation) et la réduction du déficit des échanges extérieurs. La production intérieure brute croîtra de 5 % par an en termes réels au cours de la période du plan. Le volume global des investissements prévus est de 800 milliards de francs maliens de 1980, dont 284 milliards pour l'économie rurale, 216 milliards pour le secteur secondaire, 218 milliards pour l'infrastructure et 82 milliards pour le secteur social. Sur ce total, 15 % seront financés grâce aux ressources intérieures, le reste devant être recherché auprès des sources d'aide extérieure. Quant au programme substantiel (1981-1990), il nécessite un volume d'investissements de 2 475 milliards de francs maliens, dont 606 milliards pour l'économie rurale, 594 milliards pour l'énergie, l'industrie et

les mines, 1 028 milliards pour les infrastructures et 247 milliards pour les ressources humaines. Le financement intérieur étant estimé à 20 %, l'aide externe serait de 1 980 milliards de FM.

11. Le Ministre a ensuite défini les transformations souhaitées dans les formes et les modalités de l'aide en vue de l'adapter aux priorités du pays, à la précarité des moyens et à la nécessité d'une intégration dans l'effort planifié de transformation des structures économiques et sociales.

12. Les délégations des pays et organisations internationales invités qui ont pris ensuite la parole ont exprimé leur appréciation de l'exposé fait par le chef de la délégation malienne sur la situation économique de son pays. Elles ont pris note des grandes orientations et des priorités en matière de développement retenues par les autorités maliennes. Les principaux points soulevés au cours du débat sont résumés aux paragraphes suivants.

13. Plusieurs délégations ont marqué leur accord avec l'analyse du Gouvernement selon laquelle la faiblesse du développement du pays tient à la faible productivité des communautés rurales, ce qui fait que la croissance du secteur agricole est une des conditions du décollage des secteurs économiques secondaires et tertiaires. Elles ont cependant noté que le programme d'investissements présenté par le Gouvernement ne reflète pas cette analyse, car il accorde une plus grande place aux projets d'infrastructure qu'à ceux concernant le développement des communautés de base et des activités agricoles. Le sentiment général de la plupart des délégations a été que le mémoire du Gouvernement ne reflète pas suffisamment la politique déclarée par les autorités maliennes, et il a été suggéré à celles-ci de réviser ce document et à en présenter une version améliorée à la Conférence de Paris.

14. Se référant au niveau actuel des flux d'aide au Mali (environ 200 millions de dollars des Etats-Unis par an) et au volume de ressources nécessaires pour les années 1981-1990 (500 millions de dollars par an en moyenne), plusieurs délégations ont jugé le programme du Gouvernement trop ambitieux, d'autant que le taux de financement interne des programmes de développement du Mali a jusqu'à présent été très faible (moins de 5 % d'après le mémoire du Gouvernement). Une délégation a fait part de ses réserves concernant la capacité du Gouvernement d'entreprendre un programme de développement des chemins de fer. Une autre délégation a fait part de ses réserves quant à la capacité du Gouvernement d'entreprendre un programme de développement des chemins de fer qui équivaldrait à augmenter le réseau actuel de trois fois et demie.

15. Reconnaissant certaines insuffisances du mémoire du Mali, le Ministre a indiqué que son Gouvernement prendrait toutes les dispositions requises en vue d'améliorer la qualité du document à la lumière des observations très pertinentes faites au cours de la réunion. Il a ensuite expliqué que si les objectifs fixés sont effectivement ambitieux, c'est parce que le mémoire a été élaboré eu égard aux recommandations du Groupe d'experts de haut niveau de la CNUCED chargé d'examiner le nouveau programme global d'action en faveur des pays les moins avancés <sup>3/</sup>. En outre, il a souligné que les chiffres mentionnés dans le mémoire tiennent compte de l'inflation pendant la décennie.

16. Commentant une observation d'un participant à la réunion, le Ministre a signalé que des projets relatifs aux initiatives de base seront incorporés au programme, et que

---

<sup>3/</sup> Voir Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, onzième session extraordinaire, annexes, point 2 de l'ordre du jour, document TD/B/775.



l'analyse macro-économique et les études sur l'aide extérieure, ainsi que sur l'endettement du pays, seront elles aussi incorporées dans la nouvelle version du mémoire, et approfondies.

17. S'agissant de la cohérence entre d'une part, les objectifs et les priorités du développement et, d'autre part, la structure des investissements, le Ministre a souligné que les 284 milliards de francs maliens d'investissements prévus pour l'économie rurale pour la période 1981-1985 reflètent bien les priorités du gouvernement, qui accorde la première place à l'autosuffisance alimentaire; ce volume d'investissements est en effet à comparer aux 216 milliards prévus pour l'industrie, l'énergie et les mines, aux 218 milliards prévus pour l'infrastructure et aux 82 milliards projetés pour les secteurs sociaux. Il a noté que si dans les investissements prévus pour la période 1986-1990, une place très importante est effectivement accordée à l'infrastructure, ceci est dû au fait que ce type de projets est connu et évalué, tandis que certains projets agricoles et industriels ne sont encore que des ébauches de projets. Il a ajouté qu'à la suite des études qui seront entreprises au cours du Plan quinquennal 1981-1985, il est possible que la part des investissements agricoles et industriels soit accrue de manière que les priorités soient rétablies pour toute la décennie.

18. Se référant à l'observation concernant la faiblesse de la contribution intérieure au financement des investissements, le Ministre a précisé que la part du financement intérieur qui a été respectivement de 22 % et de 15 % à la fin du plan triennal (1970-1972) et du plan quinquennal (1974-1978), est estimée à 20 % pour la décennie 1981-1990, à partir des résultats escomptés du programme de redressement économique et financier (rétablissement de l'équilibre du budget et des échanges extérieurs, assainissement des entreprises et sociétés d'Etat). Il a indiqué que ces perspectives sont réalistes pour la décennie 1981-1990, et que par le passé une sous-évaluation des ressources internes a été constatée, en particulier pour les ressources provenant du secteur privé.

19. Se référant à l'importance et aux modalités de financement des dépenses récurrentes, le Ministre a indiqué que ces dépenses n'ont pas pu être évaluées dans le cadre des projets présentés. Il a souligné que le Gouvernement a mis en place ou commencé à mettre en place des institutions chargées, dans des domaines précis, de financer les dépenses de fonctionnement (fonds routier, fonds forestier, fonds minier, fonds national de l'eau, etc.). Ces institutions conjuguent des financements internes (budget de l'Etat, redevances des usagers) et externes, ces derniers étant l'objet de négociations avec des bailleurs de fonds dans les mêmes conditions que lorsqu'il s'agit du financement des contreparties nationales pour les projets sociaux.

20. Une délégation ayant demandé des informations sur le bilan d'exécution du budget, pour lequel un déficit de 23 milliards de francs maliens est prévu en 1981, le Ministre a émis des réserves concernant cette prévision; le projet de budget pour 1981 ne comporte en effet qu'un déficit prévisionnel de 5 milliards de francs maliens. Il a fait état des mesures sévères adoptées fin 1980, qui permettent d'escompter un faible déficit pour 1981 (réduction des dépenses de l'Etat, en particulier réduction du parc automobile, des lignes téléphoniques des administrations, suppression de la gratuité du logement pour les agents de l'Etat, restrictions en matière de nouveau recrutement dans la fonction publique, etc.).

21. Plusieurs délégations ont fait des observations et posé des questions concernant les tons villageois, en particulier la nature de ces institutions, les moyens nécessaires à leur mise en place, leurs rapports avec d'autres institutions déjà existantes (groupements villageois et coopératives), et les tâches qu'ils devront accomplir. Le chef de la délégation malienne a répondu en soulignant que les tons villageois sont des organisations socio-économiques, et non des organisations politiques.

Il a ajouté que leur mise en place se fera par étapes, progressivement et après des études exhaustives. S'agissant des rôles respectifs des tons, des opérations de développement rural et des coopératives, il a ajouté que l'ensemble sera intégré dans un [tout] homogène selon le résultat des études en cours. Il a souligné en outre que les tons devront s'occuper aussi bien de la production et de la commercialisation que de la gestion et du financement des actions de développement. Ils auront l'entière responsabilité de la commercialisation et des investissements qu'ils auront réalisés. Il a ajouté que la mise en place des tons dépendra en premier lieu de la mobilisation des populations intéressées, comptant avec un apport complémentaire de l'Etat et, éventuellement, de l'extérieur.

22. Plusieurs participants se sont référés à la politique céréalière du Gouvernement et se sont demandé si la politique des prix pratiquée n'est pas responsable de la faible performance du secteur agricole. Le Ministre a répondu que la politique du Gouvernement vise à assurer à la fois la vérité des prix à la production et la sauvegarde du pouvoir d'achat du consommateur. Elle sera soutenue par un vaste programme de bonification des terres [avec des] engrais de fabrication locale, moins onéreux que les engrais importés, par la réorganisation des circuits de distribution afin de réduire l'écart entre les prix à la production et les prix à la consommation, par la réorganisation du système de crédit agricole, avec notamment la création d'une banque de crédit agricole, et par la constitution de stocks régulateurs. Il a ajouté que cette politique a été notifiée aux différents partenaires du gouvernement en matière de développement, car sa mise en oeuvre implique une assistance de la part des pays et organismes donateurs.

23. Plusieurs délégations ont demandé des précisions sur l'assainissement et le contrôle des entreprises et sociétés d'Etat. Il a été répondu que, conformément aux directives du Parti, le Gouvernement a adopté un programme de trois ans dont le but essentiel est l'assainissement de ces sociétés et entreprises axé sur la restructuration financière, la compression des dépenses d'exploitation (notamment la réduction des effectifs) et l'introduction de méthodes modernes de gestion. Ce programme, déjà en cours, tient compte de trois catégories d'entreprises :

- les entreprises opérant dans des secteurs considérés comme stratégiques (transports, assurances, banques, énergie), qui continueront d'être prises en charge par l'Etat;
- les entreprises qui constituent un poids pour l'Etat mais dont le maintien se justifie par leur impact social; elles seront ouvertes aux capitaux privés nationaux et étrangers;
- les autres entreprises, qui ne répondent à aucun des critères indiqués ci-dessus et qui seront fermées si le secteur privé n'est pas acquéreur.

24. Une délégation a demandé des précisions sur les attributions et les moyens d'action du Fonds national de l'eau. Il a été répondu que le projet de création de cette institution vise à permettre la prise en charge des dépenses récurrentes des projets d'adduction d'eau et d'hydraulique villageois, le Fonds comptant avec un financement interne (Etat, particuliers) et externe.

25. En réponse à une délégation qui avait souligné l'importance d'entrepôts de produits d'exportation et d'importation, des précisions sur les projets présentés ont été apportées.

26. En réponse à une demande d'informations sur l'appui donné par le Gouvernement au secteur privé, notamment aux petites et moyennes entreprises (PME), le Ministre a répondu en fournissant des précisions sur les dispositions favorables du code des investissements et du code des impôts, l'établissement d'un système de crédit avec participation des partenaires du gouvernement, et la création prévue d'une banque de développement industriel et d'une banque de crédit agricole. Il a ajouté qu'au Mali il existe des structures chargées des PME - il s'agit notamment du Centre d'étude et de promotion industrielles.

27. Plusieurs délégations ont demandé à en savoir davantage sur la politique du Gouvernement en matière de développement de l'éducation et de la santé. Une délégation s'est félicitée des orientations du Gouvernement dans le domaine sanitaire. Une autre a demandé quelle est la politique du Gouvernement en matière de population. Une autre délégation a demandé ce que le Gouvernement compte faire pour enrayer l'exode des compétences dont il est fait état dans le mémoire et qui affecte les cadres supérieurs du pays.

28. Se référant au problème du contrôle des naissances, le Ministre a souligné que la population constitue un facteur de développement dans les pays sous-peuplés comme le Mali. Le plus urgent est de faire bénéficier la population de meilleurs services sanitaires et éducatifs. Le Gouvernement malien n'intervient pas directement dans la planification de la famille. Les actions dans ce domaine sont laissées à l'initiative du citoyen.

29. S'agissant de l'aide extérieure, plusieurs délégations se sont inquiétées de la volonté du Gouvernement malien de réduire la composante assistance technique des projets et de son souhait que soient remis en cause les critères de rentabilité économique des projets. Le Ministre a fait part de la volonté du Gouvernement de réduire la part de l'assistance technique directe en personnel en faveur de la formation de cadres nationaux et de l'utilisation des compétences nationales dans les projets bénéficiant d'un financement extérieur. Se référant par ailleurs au paragraphe 10 des conclusions et recommandations de la réunion organisée par la CNUCED à Genève en novembre 1977 entre représentants des pays les moins avancés et des institutions bilatérales et multilatérales d'assistance financière et technique <sup>4/</sup>, il a souligné l'intérêt attaché par son pays à l'élargissement des critères de rentabilité des projets par la prise en compte de la rentabilité sociale.

30. En réponse à des questions de certains participants concernant l'ampleur et la portée des projets régionaux intéressant le Mali, et notamment leur contribution à l'autosuffisance alimentaire du pays, le Ministre a dit que ces projets ne sont pas inclus dans le mémoire présenté car leur financement fait l'objet de négociations dans des cadres appropriés tels que le CILSS; ils font aussi l'objet de discussions et d'examen au niveau des groupements régionaux, en particulier au sein de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS). Il a toutefois souligné que, grâce au barrage de Manantali sur le fleuve Sénégal, il sera possible d'entreprendre la mise en exploitation d'environ 50 000 ha dans la partie malienne du bassin de ce fleuve. Il a également noté que 100 000 ha pourront être irrigués par l'Office du Niger grâce au barrage de Selingué et que le barrage de Tossaye permettra lui aussi des aménagements de superficies agricoles dans le bassin du Niger, en plus de la production d'énergie hydro-électrique.

---

<sup>4/</sup> Voir Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, Dix-huitième session. Annexes, point 10 de l'ordre du jour, document TD/B/681.

31. A l'issue de la discussion, certaines délégations ont appelé l'attention du Gouvernement malien sur l'importance qu'il faut accorder à une bonne gestion des finances et des organismes économiques du pays, le redressement financier et économique étant un facteur favorable d'attraction des concours extérieurs dont le Mali a besoin pour son développement. Le Ministre a confirmé ses propos antérieurs concernant la politique de son gouvernement à cet égard.

32. Les représentants de plusieurs pays développés ont indiqué leur volonté d'entreprendre ou de continuer des actions concrètes au Mali.

33. Les représentants des pays en développement ont souligné l'intérêt et le champ possible d'une coopération technique et économique entre le Mali et leurs pays respectifs dans le cadre du Programme d'Arusha pour l'autonomie collective.

34. Les représentants de plusieurs organismes internationaux ont décrit les efforts déployés par ces derniers pour contribuer au développement du Mali et ont déclaré que ces organismes sont prêts à poursuivre et à intensifier leur assistance dans leurs domaines de compétence respectifs.

35. Les participants sont convenus que la réunion de consultation a offert une excellente occasion de procéder à un échange de vues fructueux sur les programmes de développement du Mali.

Annexe

Participation à la réunion de consultation pour le Mali

Parmi ceux qui avaient été invités à participer à la réunion de consultation, les pays et les organismes internationaux ci-après étaient représentés :

Pays

Algérie	Inde
Allemagne, République fédérale d'	Irak
Argentine	Italie
Belgique	Japon
Brésil	Mexique
Canada	Pays-Bas
Chine	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Egypte	
Espagne	Suède
Etats-Unis d'Amérique	Suisse
France	

Organismes des Nations Unies

Département de la coopération technique pour le développement  
Commission économique pour l'Afrique  
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel  
Programme des Nations Unies pour le développement  
Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne  
Fonds d'équipement des Nations Unies  
Centre du commerce international CNUCED/GATT

Institutions spécialisées

Organisation internationale du Travail  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
Organisation mondiale de la santé  
Banque mondiale  
Fonds monétaire international  
Organisation météorologique mondiale

Organismes intergouvernementaux:

Communauté économique européenne

Banque européenne d'investissement

Banque islamique de développement

Comité (permanent) inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel

Organisation de coopération et de développement économiques

Organisations non gouvernementales

Comité catholique contre la faim et pour le développement

CARE

## VII. RAPPORT DE LA RÉUNION DE CONSULTATION POUR LE NIGER<sup>1/</sup>

1. Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, et conformément à la résolution 7 (III) adoptée par le Comité préparatoire de la Conférence à sa première session, en février 1980, ainsi qu'aux conclusions et recommandations qu'il a adoptées à sa deuxième session, en octobre 1980 (A/COIF.104/PC/9 2/, chap. II), et que l'Assemblée générale a fait siennes dans sa résolution 35/205 du 16 décembre 1980, la réunion de consultation pour le Niger s'est tenue au Centre des congrès des Pays-Bas, à La Haye, le 3 juin 1981. Elle a été présidée par M. Michel Doo Kingué, Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement, et en son absence par M. J. Fronk, Secrétaire général adjoint de la CNUCED. Le rapport a été adopté le 5 juin 1981. La liste des pays et organisations internationales qui ont participé à la réunion figure dans l'annexe.

2. Le rapport établi par le gouvernement pour la réunion de consultation par pays (mémoire du Niger LDC/CP/25 et Add.1) constituait le principal document examiné. Le rapport était disponible dans la langue originale (français); un résumé du rapport, établi par le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, a été distribué en anglais, en arabe et en français (A/COIF.104/CP/20).

3. L'élaboration du programme du pays et sa présentation à la réunion de consultation constituent une étape importante des activités précédant la Conférence.

4. M. Macouba Sandi, Directeur de la coopération internationale, chef par intérim de la délégation du Niger, a présenté dans un exposé introductif la situation et le programme de son pays. Cet exposé est résumé aux paragraphes 5 à 11 ci-dessous.

5. Le chef par intérim de la délégation nigérienne, après avoir donné lecture d'un message du Ministre du plan du Niger, a passé rapidement en revue les caractéristiques du pays et analysé l'évolution de l'économie depuis 1973-1974. Il a rappelé les effets de la sécheresse subie par le pays et décrit la politique qui a été mise en oeuvre dans le cadre du programme triennal 1976-1978, politique qui avait comme objectifs principaux l'autosuffisance alimentaire, la recherche de l'indépendance économique et l'instauration d'une société de développement. Le bilan du programme triennal réalisé en 1979 montre que des progrès très importants ont été accomplis comme, par exemple, le doublement de la production vivrière, l'accroissement de la superficie agricole (102 000 ha pour les céréales et 3 245 ha nouvellement aménagés), la construction de 766 puits, l'extension du réseau routier, l'accroissement du taux de scolarité, qui est passé de 11 % en 1977 à 18 % en 1979, etc. Cette situation s'explique par deux facteurs fondamentaux, à savoir, la mise en service du développement national de l'exploitation des ressources minières et la rigueur dans la gestion des biens de l'Etat.

6. En identifiant le potentiel de développement servant de base au programme d'action prévu pour les années à venir, le chef par intérim de la délégation nigérienne a évalué les ressources en terre, flore et faune, soulignant que les superficies cultivables sont de 15 millions d'hectares. Il a également identifié les ressources en eau, les ressources minérales, y compris l'existence d'indices de pétrole à Tintouma (nord-ouest du lac Tchad) ainsi que les ressources humaines d'une population caractérisée par sa jeunesse.

---

<sup>1/</sup> Original : FRANÇAIS.

<sup>2/</sup> Voir également, Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément No 45 (A/35/45), deuxième partie.

7. Le chef par intérim de la délégation du Niger a ensuite souligné le rôle central de l'Etat dans l'élaboration du plan de développement, ainsi que la collaboration qui est demandée au secteur privé, dont la participation est encouragée par un code des investissements souple. Il a fait valoir que le plan est régionalisé, ce qui assure la complémentarité et l'utilisation judicieuse des institutions et des secteurs moteurs du développement. Il a ajouté que le plan pour 1979-1983 poursuit les mêmes objectifs que le programme triennal 1976-1978 et qu'il prévoit un taux de croissance moyen de 9 % par an, sur la base d'un volume d'investissements publics et privés s'élevant à 727 milliards de francs CFA 5/.

8. La première année d'exécution du plan, la seule qui ait été évaluée jusqu'à présent, montre des résultats positifs, notamment pour ce qui est de l'équilibre alimentaire. Cependant, la chute brutale du prix de l'uranium et la perte de recettes en devises qu'elle implique, ajoutée aux contraintes auxquelles est soumis le pays, ont obligé le gouvernement à réduire les investissements escomptés afin de rester dans les limites de ce qu'il sera effectivement possible de financer. C'est ainsi que, sur le chiffre de 590 milliards de francs CFA prévu pour les besoins sectoriels pour la période 1981-1985, il n'a été retenu que 341 milliards de francs CFA.

9. En supposant de bonnes conditions climatiques pendant la période 1980-1985, le maintien en termes réels des recettes provenant des exportations d'uranium, la modération de l'accroissement des dépenses de fonctionnement de l'Etat (5 % par an) et le ralentissement des dépenses d'investissement le PIB devrait passer de 531 milliards en 1980 à 651 milliards de francs CFA en 1985, soit une croissance de 4,2 % par an. Il a ajouté que ceci exigera un investissement de 83 milliards de francs CFA (soit 24,5 % de l'enveloppe globale) pour le développement rural, de 110 milliards pour les infrastructures sociales et de 38 milliards pour les routes. Ainsi, il sera possible d'atteindre, par exemple, un niveau minimum de satisfaction des besoins alimentaires, d'amorcer la politique de santé pour tous en l'an 2000, de porter le taux de scolarisation de 20 % à 28 % entre 1981 et 1985, et de continuer le processus de désenclavement du pays, tant intérieurement qu'extérieurement.

10. Le chef par intérim de la délégation nigérienne a souligné le rôle important prévu par l'aide extérieure dans l'exécution de ce programme. Après avoir rappelé que l'aide non remboursable était de 26 milliards de francs CFA en 1979, il a évalué les besoins d'aide pour la période 1981-1985 à 67,4 milliards de francs CFA par an. Il a ajouté que ce montant d'aide pourra être absorbé par son pays et utilisé à bon escient. Il a également évoqué la nécessité de reconsidérer les modalités de l'aide, en particulier l'adoption de mesures d'assouplissement des mécanismes d'accès au crédit, la révision des critères de rentabilité, la prise en compte des dépenses récurrentes et la meilleure utilisation des capacités locales.

11. Le chef par intérim de la délégation nigérienne a noté particulièrement l'importance de certains projets inclus dans le programme pour les années 80, tel le barrage de Kandadji, dont le coût est estimé à plus de 110 milliards de francs CFA et dont les effets pour le renforcement de la base alimentaire et énergétique du pays seront très importants. Il a également souligné la participation du Niger à des projets régionaux et sous-régionaux conformément au Programme d'action de Lagos, et il a attiré l'attention sur l'importance que la communauté internationale devrait prêter à ces projets. Il a ajouté que la réalisation du programme présenté demande - et que le Gouvernement nigérien souhaite - un engagement clair de la part des partenaires multilatéraux et bilatéraux du Niger.

---

1/ 260 francs CFA = 1 dollar des Etats-Unis.



12. Les délégations des différents pays et organisations internationales invitées ont souligné la clarté de la présentation faite par le chef par intérim de la délégation du Niger et ont loué l'analyse de la situation économique qui figure dans le mémoire.

13. Se référant aux objectifs du programme indicatif pour le développement du Niger, plusieurs participants ont apprécié le réalisme et la prudence qui caractérisent ces objectifs et ont noté que le Gouvernement du Niger, utilisant la technique du plan glissant, a révisé les investissements du plan quinquennal portant sur la période 1979-1985 en tenant compte notamment de l'impact de la baisse récente du prix de l'uranium sur l'économie. Le chef par intérim de la délégation nigérienne a précisé à cet égard que le programme indicatif a été élaboré en vue de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et apporte en effet certains correctifs au plan quinquennal, mais que ce dernier demeure le plan de base. Un participant a estimé que le programme du Niger devrait reposer davantage sur un développement plus endogène, étant donné l'incertitude des apports en devises.

14. Certains participants ont noté que le programme pour les années 1986-1990 n'a pas été élaboré avec autant de précision que celui qui concerne la première moitié de la décennie. Ils ont posé des questions sur la concordance des chiffres relatifs au financement des investissements publics et ont souhaité que le mémoire du Niger inclue un tableau synoptique indiquant les programmes d'investissement dans tous les secteurs de l'économie. Le chef par intérim de la délégation nigérienne a répondu que les chiffres concernant le financement des investissements publics, au chapitre III du mémoire, ont été modifiés par rapport aux chiffres du plan quinquennal en fonction de l'évolution des investissements pendant les deux premières années d'exécution du plan. Ces chiffres sont en francs CFA de 1980. Il est en effet très difficile d'élaborer actuellement un plan détaillé pour les années 1986-1990, compte tenu notamment de l'incertitude liée à l'évolution du prix de l'uranium. Le Président a émis l'idée que pour chacun des programmes préparés par les pays les moins avancés, il serait intéressant d'évaluer dans cinq ans le taux de réalisation de la tranche 1981-1985 du programme et le taux d'engagement des bailleurs de fonds.

15. Quelques délégations ont soulevé le problème du taux d'endettement du pays, et estimé qu'il était souhaitable de limiter le plus possible le recours aux financements extérieurs ne bénéficiant pas de conditions de faveur. Le chef par intérim de la délégation du Niger a indiqué que jusqu'en 1979 le service de la dette était assez léger. Depuis 1979, le niveau de l'aide extérieure ayant diminué, le gouvernement a eu recours à des prêts bancaires, ce qui a entraîné une augmentation du service annuel de la dette. Il a ajouté que le Niger souhaiterait diminuer le recours aux prêts bancaires au cours de la période 1981-1985. En outre, une direction de la dette publique a été créée au Ministère des finances pour le recensement et gestion du service de la dette.

16. Plusieurs délégations ont posé des questions sur la prise en charge des dépenses récurrentes. Le chef par intérim de la délégation nigérienne a déclaré que des ressources sont normalement prévues à cette fin dans le cadre du Fonds national d'investissement (FNI). C'est notamment le FNI qui fournit les fonds nécessaires pour l'entretien du réseau routier. Le gouvernement se propose cependant de faire également appel à des sources extérieures de financement dans l'avenir. A cet égard, un représentant a estimé que le problème des dépenses récurrentes ne devrait pas être sous-estimé par les donateurs et par les pays du Sahel. Il a évalué à 7 millions de dollars pour 1982 et à 30 millions pour 1984 le déficit budgétaire du Niger, en supposant que l'aide soit doublée en 1984. Se référant à la Conférence du Club du Sahel, tenue au Koweït en novembre 1980, il a

appelé l'attention sur la recommandation de la Conférence concernant l'organisation d'un colloque sur les dépenses récurrentes, colloque qui aura lieu en novembre 1981 à Ouagadougou sous l'égide du CILSS/Club du Sahel, avec la collaboration du FMI, du FID, de la Banque mondiale et de la Caisse centrale de coopération économique.

17. Plusieurs délégations ont estimé que la répartition prévue des investissements correspond aux priorités des objectifs du programme d'action. Certains participants ont cependant souligné qu'ils auraient préféré qu'une plus grande priorité soit accordée au secteur rural. Le chef par intérim de la délégation nigérienne a fait observer que 24,3 % des investissements sont affectés à ce secteur, dont 72 % pour la production vivrière, ce qui est considérable, étant donné les contraintes financières.

18. La plupart des délégations ont félicité le Gouvernement nigérien d'avoir atteint l'autosuffisance alimentaire. Le chef par intérim de la délégation nigérienne a expliqué que ce succès est dû à deux années consécutives de bonnes saisons de pluie, aux importants investissements antérieurs effectués pour les aménagements agricoles, à la sensibilisation des paysans, et au rôle de l'Office des produits vivriers du Niger (OPVN) chargé de la commercialisation des produits agricoles. A un participant qui demandait comment cette autosuffisance sera maintenue dans l'avenir, il a répondu que la construction du barrage de Kandadji, prévue pour la période 1985-1990, permettra de la garantir, car ce barrage permettrait la mise en irrigation de 140 000 hectares. Il a en outre indiqué que le Niger est conscient de la nécessité de préparer dès maintenant le maintien de cette autosuffisance, notamment à l'aide d'actions concernant la conservation des sols et le reboisement. Le Président a souligné que le développement de la production vivrière du Niger doit être encouragé non seulement afin de satisfaire les besoins intérieurs du pays, mais aussi pour exporter vers les pays voisins, dans lesquels cette production est déficitaire, les mêmes produits alimentaires étant consommés dans toute la zone sahélienne.

19. Un participant a jugé que les estimations de la superficie des terres cultivables qui figurent dans le mémoire sont trop élevées. Le chef par intérim de la délégation nigérienne a fait observer que ces chiffres sont approximatifs mais proches de la réalité. Il a évoqué les difficultés que présente cette estimation, même en utilisant un satellite.

20. La nécessité d'améliorer la productivité des terres a été évoquée par plusieurs participants. L'un d'eux a souligné à cet égard le rôle important de l'amélioration des systèmes d'apport d'intrants et du crédit agricole. Le chef par intérim de la délégation nigérienne a indiqué qu'il existe une caisse nationale de crédit agricole à laquelle les agriculteurs pouvaient avoir accès. Il a aussi indiqué que son gouvernement est favorable à une coordination des donateurs en ce qui concerne la fourniture d'engrais et de semences. Des projets-productivité sont en cours pour améliorer les rendements en céréales, mais les méthodes utilisées dans ces projets pilotes n'ont pas encore été suffisamment généralisées.

21. Un autre participant a fait état de ses préoccupations concernant l'importance des subventions du gouvernement au titre des intrants en faisant observer qu'avec l'augmentation de la production agricole, ces subventions risquent de constituer un fardeau considérable pour le budget de l'Etat. Le chef par intérim de la délégation nigérienne a reconnu que ces subventions pourraient constituer des charges très importantes, et il a indiqué que la Direction de l'agriculture est chargée de trouver une solution à ce problème. Il a néanmoins fait observer que partout dans le monde l'agriculture est subventionnée, et qu'il ne faut pas exagérer la portée d'une telle politique dans les pays les moins avancés.

22. Le coût des aménagements hydro-agricoles a été évoqué par un participant. Le chef par intérim de la délégation nigérienne a indiqué que le coût des régies est sensiblement inférieur à celui des entreprises et que les modalités de l'aide sont en partie responsables de l'importance de ces coûts. Il a exprimé le souhait que les bailleurs de fonds se montrent plus flexibles, le cas échéant, dans le financement des aménagements, ce qui permettra d'abaisser leur coût en faisant des appels d'offres sur place et en assurant une participation des populations locales.

23. A un participant qui avait noté que les exportations de coton et d'arachides ont baissé, le chef par intérim de la délégation nigérienne a répondu que la population a préféré s'orienter vers les productions vivrières en vue d'assurer l'autosuffisance alimentaire. Un programme est cependant en cours pour relancer la production de coton et d'arachide.

24. Plusieurs délégations ont estimé qu'une part insuffisante est accordée aux programmes de protection de l'environnement, et notamment au secteur des eaux et forêts. Le chef par intérim de la délégation nigérienne a parlé du programme de reboisement et de protection des sols et des mesures d'économie visant à remplacer le bois par le charbon et l'énergie solaire et à utiliser des matériaux finis dans la construction. Soulignant l'importance que son gouvernement attache au problème de la désertification, il a déclaré qu'à titre expérimental un fonctionnaire des eaux et forêts sera affecté à la protection des végétaux dans certains départements. En outre, une délégation a souligné à ce sujet qu'il importe de consacrer davantage de ressources de l'aide publique au reboisement dans les pays sahéliens. Pour l'instant, 1 % seulement de ces ressources va aux activités de reboisement.

25. Répondant à des questions concernant l'élevage, dont les résultats ont été jugés décevants par certaines délégations, le chef par intérim de la délégation nigérienne a dit que son gouvernement expérimente une politique pilote basée sur l'élevage intensif afin de réduire la dégradation des pâturages. Pour ce qui est de la production avicole, il existe des programmes au niveau de petites entreprises privées ainsi que de petites coopératives.

26. Une délégation a encouragé le Gouvernement à entreprendre une analyse plus complète des perspectives et de la stratégie de développement du secteur rural. Cette analyse devrait concerner l'horizon 1995 et indiquer les perspectives de croissance des rendements de la production, les possibilités de commercialisation, les revenus des paysans et l'intégration de la production animale et végétale dans le cadre d'une meilleure utilisation des terres.

27. S'agissant de la promotion des entreprises industrielles en milieu rural, le chef par intérim de la délégation nigérienne a précisé, en réponse à une délégation, que malgré la faible part du secteur industriel dans l'économie du pays, des efforts sont en cours pour promouvoir les petites et moyennes entreprises rurales valorisant les produits végétaux et animaux, ainsi que les entreprises produisant des machines agricoles.

28. Plusieurs délégations ont demandé des précisions sur le programme énergétique du Gouvernement. Le chef par intérim de la délégation nigérienne a indiqué que l'Office national de l'énergie solaire (ONERSOL) fait des expériences pilotes, que l'exploitation de gisements de charbon par la Société nigérienne du charbon (SONICHAR) va alimenter la consommation d'électricité des sociétés minières, et que le futur barrage de Kandadji fournira une autre source d'énergie très importante.

29. Quelques participants ont estimé que le programme accorde trop d'importance à l'hydraulique urbaine par rapport à l'hydraulique rurale. Le chef par intérim de la délégation nigérienne a répondu que le programme d'hydraulique urbaine concerne des villes moyennes et que l'hydraulique rurale, malgré les apparences, n'est nullement négligée car la politique du gouvernement consiste au contraire à promouvoir fortement le secteur rural. En réponse aux questions posées par certaines délégations sur le rôle de l'Office des eaux du sous-sol du Niger (OFEDES), le chef par intérim de la délégation nigérienne a déclaré que l'importance que le Gouvernement accorde aux problèmes hydrauliques explique qu'on ait créé un ministère de l'hydraulique il y a deux ans, alors qu'avant l'hydraulique faisait partie du Ministère des mines et de l'hydraulique, qui donnait plus d'importance aux mines. L'OFEDES a une capacité d'exécution de 300 puits par an, ce qui ne lui permet pas de faire face aux besoins du pays. C'est pourquoi le Gouvernement a décidé d'intéresser aussi les entreprises de la place aux problèmes hydrauliques.

30. Le programme du secteur social a fait l'objet de nombreuses questions. Plusieurs délégations ont demandé des précisions sur le contenu et la mise en oeuvre de la "société de développement". Le chef par intérim de la délégation nigérienne a expliqué que l'instauration de cette société a pour but de sensibiliser la population en l'amenant à participer au développement du pays, ce qui se fera dans le cadre d'institutions qui regroupent les représentants des différentes professions et cadres de l'administration, allant du Comité technique d'arrondissement au conseil national de développement.

31. Un participant a estimé que le programme concernant l'éducation ne donne pas d'indications détaillées sur la réforme du système éducatif envisagée. Plusieurs délégations ont souligné que ce programme fait une place insuffisante à l'alphabétisation des masses, en particulier à l'alphabétisation fonctionnelle et à la formation des adultes. Le chef par intérim de la délégation nigérienne a reconnu que, depuis trois ou quatre ans, on constate de fortes déperditions dans les écoles primaires (54 %) et que des commissions ont été créées pour examiner le problème de la réforme de l'enseignement. S'agissant de l'effort global du Gouvernement dans le domaine éducatif, il a fait observer que le programme envisagé part d'un taux d'alphabétisation et de scolarisation très inférieur aux autres pays de la région et que les objectifs plus élevés que ceux envisagés entraîneraient des dépenses budgétaires disproportionnées. Il a indiqué que le problème de l'alphabétisation est traité en détail dans le plan quinquennal et que des expériences pilotes sont poursuivies en langues nationales, dans le but d'alphabétiser la population. Répondant à une autre question, il a précisé que la formation professionnelle est assurée par les différents ministères concernés, mais qu'il est possible qu'elle soit centralisée puisqu'une direction de la formation professionnelle vient d'être mise en place au Ministère de la fonction publique.

32. En réponse à deux questions concernant le secteur de la santé, le chef par intérim de la délégation nigérienne a déclaré que le programme des équipes de santé villageoises se poursuivra et que, dans le cadre d'un projet de formation de médecins, des dispositions seront prises pour affecter les jeunes médecins à l'intérieur du pays en qualité d'homologues des experts fournis dans le cadre de certains projets financés par des sources extérieures d'assistance.

33. A une délégation qui demandait quelles seraient les conséquences sur le programme d'action en supposant que l'aide extérieure n'atteigne pas le niveau escompté, le chef par intérim de la délégation nigérienne a répondu que le programme est suffisamment souple pour permettre, au besoin, de différer certains projets. Un autre représentant ayant noté que le montant par habitant de l'aide extérieure au Niger est le double de la moyenne des pays les moins avancés, le chef par intérim de la délégation du Niger a souligné que la gestion rigoureuse des apports d'aide est une des principales

raisons de l'aide substantielle que reçoit son pays. Le Président a fait observer que le Niger est un vaste pays faiblement peuplé, où les dépenses d'infrastructure sont par conséquent particulièrement élevées, ce qui justifierait une aide par habitant proportionnellement plus élevée.

34. Les représentants de plusieurs pays développés ont indiqué leur volonté d'entreprendre ou de poursuivre des actions concrètes au Niger.

35. Les représentants des pays en développement ont souligné l'intérêt et le champ éventuel d'une coopération technique et économique entre le Niger et leurs pays respectifs dans le cadre du Programme d'Arusha pour l'autonomie collective et la solidarité entre pays en développement.

36. Les représentants de plusieurs organismes internationaux ont décrit les efforts déployés par ceux-ci pour aider au développement du Niger et ont déclaré que ces organismes sont prêts à poursuivre et à intensifier leur assistance dans leurs domaines de compétence respectifs.

37. Les participants sont convenus que la réunion de consultation a offert une excellente occasion de procéder à un échange de vues fructueux sur les programmes de développement du Niger.

AnnexeParticipation à la réunion de consultation pour le Niger

Parmi ceux qui avaient été invités à participer à la réunion de consultation, les pays et les organismes internationaux ci-après étaient représentés :

Pays

Algérie	Inde
Allemagne, République fédérale d'	Iraq
Argentine	Irlande
Autriche	Italie
Belgique	Japon
Brésil	Mexique
Canada	Norvège
Chine	Pays-Bas
Cuba	Roumanie
Egypte	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Espagne	Suède
Etats-Unis d'Amérique	Suisse
Finlande	Venezuela
France	Yougoslavie

Organismes des Nations Unies

Département de la coopération technique pour le développement  
Commission économique pour l'Afrique  
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel  
Fonds des Nations Unies pour l'enfance  
Programmes des Nations Unies pour le développement  
Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne  
Fonds d'équipement des Nations Unies  
Centre du commerce international CNUCED/GATT

Institutions spécialisées

Organisation internationale du Travail  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
Organisation mondiale de la santé  
Banque mondiale  
Fonds monétaire international  
Organisation météorologique mondiale

Organismes intergouvernementaux

Communauté économique européenne

Banque islamique de développement

Organisation de coopération et de développement économiques

Comité (permanent) inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel

Organisation non gouvernementale

Euro Action-Accord

VIII. RAPPORT DE LA RÉUNION DE CONSULTATION POUR LA SOMALIE<sup>1/</sup>

1. Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, et conformément à la résolution 7 (III) adoptée par le Comité préparatoire de la Conférence à sa première session, en février 1980, ainsi qu'aux conclusions et recommandations qu'il a adoptées à sa deuxième session, en octobre 1980 (A/CONF.104/PV.9 2/, chap. II), et que l'Assemblée générale a fait siennes dans sa résolution 35/205 du 16 décembre 1980, la réunion de consultation pour la Somalie s'est tenue au Centre des congrès des Pays-Bas, à La Haye, les 1er et 2 juin 1981. Elle a été présidée par H. B. Ball, ancien Vice-président de la Banque mondiale. Le rapport été adopté le 4 juin 1981. La liste des pays et organisations internationales qui ont participé à la réunion figure dans l'annexe.

2. Le rapport établi par le gouvernement pour la réunion de consultation par pays, intitulé "Programme national pour les années 80" (mémoire de la Somalie (LDC/G/14)), constituait le principal document examiné. Le rapport était disponible dans la langue originale (anglais); un résumé du rapport, établi par le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, a été distribué en anglais, en arabe et en français (A/CONF.104/SF.13).

3. L'élaboration du programme du pays et sa présentation à la réunion de consultation constituent une étape importante des activités précédant la Conférence.

4. M. Hussein Elabe Pahiye, Directeur général du Ministère de la planification nationale et chef de la délégation somalie, a présenté le programme de son pays et a exposé ses objectifs, ses priorités, ses contraintes et ses besoins d'aide financière pour les années 80. Il a indiqué que le plan d'action du programme national porte principalement sur la période 1982-1986 et la période de planification précédente. Le principal objectif de développement consiste à améliorer le niveau de vie de la population grâce à des efforts concertés visant à mettre en valeur les ressources essentielles du pays. Les principaux points de son exposé sont résumés aux paragraphes 5 à 16 ci-après.

5. Le pays s'est orienté vers un développement économique planifié et une économie mixte, dans laquelle coexistent les secteurs public et privé. La réalisation des plans précédents a été compromise par de fréquentes sécheresses et d'autres facteurs exogènes, mais les bases d'un développement général n'en ont pas moins été jetées.

6. Le plan quinquennal de développement 1982-1986 vise à obtenir un taux annuel de croissance du PIB de 5,5 % et envisage un montant total de 1,65 milliard de dollars des États-Unis, dont la majeure partie sera affectée au développement de l'agriculture et aux activités connexes, notamment les cultures pluviales, l'irrigation, l'élevage, la sylviculture et les pêches. Pour l'ensemble de la décennie 1980-1989, les dépenses totales effectuées au titre des projets et des programmes élaborés jusqu'à présent s'élèveront à 2,25 milliards de dollars des États-Unis. Le mémoire de la Somalie présente quelque 175 projets dans les 14 grands secteurs de l'économie. L'approche générale vise à promouvoir un développement régional équilibré et un minimum de services sociaux nationaux. Les besoins d'aide extérieure pour la période 1982-1986 s'élèvent à près de 1 milliard de dollars des États-Unis.

1/ Original : anglais.

2/ Voir également Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément No 45 (A/35/45), deuxième partie.



7. Dans le secteur agricole, la priorité sera donnée à l'accroissement de la production alimentaire en vue de parvenir à l'autosuffisance en ce qui concerne le sorgho, le maïs, les huiles comestibles et les légumes et d'augmenter la production de bananes destinée à l'exportation. La stratégie globale sera fondée sur l'expansion de la superficie cultivée, ainsi que sur l'intensification des cultures déjà existantes. En matière de production, la politique sera fondée sur la modernisation de l'agriculture, le facteur essentiel étant l'adaptation des techniques appropriées. Pour accroître la productivité des petites exploitations, on adoptera une nouvelle approche portant sur la fourniture de services d'appui adéquats, notamment de semences améliorées, d'engrais, d'outils agricoles et de crédits, l'utilisation plus rationnelle des ressources en eau disponibles et l'élaboration d'une politique de prix efficace.

8. La Somalie dispose d'un important cheptel et ce secteur offre de grandes possibilités de développement, notamment pour accroître les exportations et s'assurer de nouveaux débouchés. Les projets et programmes proposés pour ce secteur mettent l'accent sur le contrôle des maladies et l'amélioration et l'extension des services de santé animale.

9. Dans le secteur des pêches, on s'attache essentiellement à exploiter la totalité du potentiel en fournissant une infrastructure appropriée, en particulier des installations frigorifiques, des pièces détachées, etc. Le chef de la délégation a souligné que la Somalie ferait bon accueil aux investissements privés étrangers dans ce secteur comme dans d'autres et que le Gouvernement somali crée les conditions nécessaires pour les attirer.

10. Dans le secteur industriel, la situation actuelle fait apparaître de larges capacités inemployées et de lourdes pertes imputables à la pénurie de matières premières, aux débouchés limités et à une gestion insuffisante. Dans ce domaine, la politique consiste à rénover et redresser les entreprises actuelles du secteur public et à créer des stimulants pour le secteur privé. Les industries fondées sur les matières premières autochtones seront privilégiées; à ce sujet, le chef de la délégation somalie a signalé la découverte de certains gisements de minéraux, notamment de l'uranium de haute qualité.

11. Le pays n'est pas dépourvu de ressources en eau, et la stratégie pour les années 80 prévoit la mise en place de systèmes de distribution d'eau urbains et ruraux permettant de satisfaire la demande. Dans le domaine des transports, un programme important de développement des routes a été établi. Pour ce qui est des télécommunications, l'accent est placé sur l'établissement de liens meilleurs et plus efficaces tant à l'intérieur du pays qu'avec le monde extérieur.

12. A l'heure actuelle, la Somalie dépend entièrement du pétrole importé pour produire de l'électricité et de l'énergie motrice. La stratégie pour les années 80 prévoit donc l'achèvement du programme d'exploration du pétrole et des sources d'énergie géothermales et le développement de l'hydro-électricité. A ce propos, le projet le plus important est le barrage mixte de Bardhere, dont le coût s'élèvera à 640 millions de dollars des Etats-Unis et pour lequel les besoins en financement extérieur sont déjà couverts pour moitié. Toutefois, des moyens de financement supplémentaires sont encore nécessaires, en particulier pour construire la ligne de transport d'énergie électrique jusqu'à Mogadiscio. L'utilisation extensive du charbon de bois a entraîné le déboisement du pays. Un certain nombre de projets de reboisement sont donc proposés pour lutter contre les problèmes d'environnement et fournir du bois de chauffage.

---

13. Dans le domaine de l'éducation, la politique est d'instituer l'enseignement gratuit et obligatoire jusqu'au niveau du secondaire. Le taux d'alphabétisation est à l'heure actuelle de 55 %. Le gouvernement se propose d'améliorer le rapport maîtres/élèves et de développer les installations destinées aux universités et à l'enseignement supérieur. La stratégie en matière d'éducation est orientée vers la satisfaction des besoins du programme d'investissement dans les domaines de la main-d'oeuvre et de la formation. Dans le secteur de la santé, le programme pour les années 80 portera essentiellement sur la prévention et sur l'amélioration des conditions sanitaires au niveau le plus bas.

14. En raison de la sécheresse prolongée et de l'afflux persistant de réfugiés (dont le nombre atteint environ 2 millions), il existe dans le pays une situation d'urgence. A cet égard, les besoins financiers à court terme s'élèvent à 360 millions de dollars des Etats-Unis pour les réfugiés et à 94 millions de dollars des Etats-Unis pour pallier les effets de la sécheresse. En outre, la position de la balance des paiements est extrêmement difficile, le gouvernement envisage de prendre des mesures pour améliorer la situation, mais il est nécessaire de combler immédiatement le déficit du commerce extérieur existant.

15. Le référant aux modalités de l'aide, le chef de la délégation somalie a invité les donateurs à envisager favorablement la question du financement des dépenses locales. Il a ajouté qu'il est préférable d'allouer l'aide par secteur plutôt que par projet, pour améliorer le niveau général de planification et d'exécution des projets et des programmes.

16. En conclusion, le chef de la délégation somalie a exprimé l'espoir que la réunion de consultation déboucherait sur des résultats concrets et que les participants indiqueraient les domaines du développement du pays qui retiennent leur intérêt.

17. La réunion a remercié le Gouvernement somali d'avoir présenté une documentation aussi complète et aussi utile et a exprimé ses remerciements au chef de la délégation pour la clarté et la franchise de son exposé. Elle a estimé que les objectifs de développement sont rationnels et elle s'est félicitée que le programme mette l'accent sur l'agriculture, l'élevage et les activités connexes.

18. La réunion a approuvé le caractère réaliste du programme et a été d'avis qu'en général, la répartition sectorielle des investissements est conforme aux besoins de développement et priorités du pays. Cependant, quelques délégations ont noté que l'ampleur et la répartition sectorielle des investissements pour la période 1982-1986, telles qu'elles ressortaient du mémoire, différaient de celles qu'avait indiquées le chef de la délégation somalie dans sa déclaration liminaire, et elles ont demandé des éclaircissements à ce sujet. Le chef de la délégation somalie a expliqué que ces différences tenaient au fait que la répartition sectorielle des investissements avait été révisée depuis la rédaction du mémoire et qu'en outre, le chiffre total des investissements cité dans sa déclaration liminaire comprenait une partie du coût de la construction du barrage de Beardhere.

18. On a indiqué, d'une manière générale, que l'évaluation des besoins d'aide extérieure est très raisonnable, mais plusieurs délégations ont fait observer que le pourcentage de financement extérieur envisagé pour la période 1982-1986 est supérieur à celui prévu dans les plans précédents, et elles ont demandé des explications à ce sujet. Le chef de la délégation somalie a déclaré que les possibilités de taxation fiscale ont déjà été exploitées au maximum et qu'on ne peut guère augmenter encore les recettes du gouvernement, ajoutant que, compte tenu du faible niveau des revenus, les possibilités d'accroissement de l'épargne sont en outre limitées.

20. La réunion a longuement débattu de la question de la capacité d'absorption de la Somalie, et plusieurs délégations ont demandé des explications sur la faiblesse apparente du taux d'investissement effectif, tant en ce qui concerne le programme global que dans certains grands secteurs. On a également demandé des informations sur les mesures prises pour améliorer cette situation à l'avenir.

21. Le chef de la délégation somalie a déclaré que pendant la période 1974-1979, des sécheresses extrêmement graves ont nui à l'exécution des plans. Les plans précédents prévoyaient de nombreux projets qui n'en sont encore qu'au stade de la conception. Le plan pour 1982-1986 ne contient que trois projets, pour lesquels les études de faisabilité, les études techniques détaillées ou les recherches analogues nécessaires sont terminées, ont atteint un stade avancé, ou pourront être entreprises et menées à bien au début de la période sur laquelle porte le plan. On a également pris diverses mesures pour améliorer la capacité d'exécution, notamment en fournissant une assistance technique pour les projets bénéficiant d'une aide et en créant un service chargé de l'exécution des projets au Ministère de la planification nationale.

22. Dans le secteur agricole, la réunion a approuvé la priorité donnée à la réalisation de l'autosuffisance pour les principaux produits alimentaires. Cependant, on s'est demandé s'il sera possible d'obtenir l'accroissement prévu du rendement / et de la production totale. La réunion s'est déclarée préoccupée que, dans le secteur agricole, le rapport entre les dépenses réelles et les dépenses prévues dans les plans précédents soit inférieur aux prévisions pour l'ensemble du programme. On a demandé des éclaircissements sur un certain nombre de questions, notamment sur les moyens que le gouvernement compte employer pour réaliser les objectifs de production alimentaire, les mesures prises pour assurer la formation de la main-d'oeuvre nécessaire pour les programmes agricoles, la politique en matière de prix à la production, la politique et les plans concernant l'offre et la répartition des intrants, le potentiel d'irrigation à la fin de la décennie, et la priorité donnée au secteur de la foresterie.

23. Le chef de la délégation somalie a déclaré que dans un passé récent, les sécheresses périodiques ont fait échouer les plans visant à augmenter la production agricole et sont également responsables du faible taux de réalisation dans ce secteur. Les prévisions relatives à la production alimentaire qui figurent dans le mémoire de la Somalie n'ont qu'un caractère provisoire; compte tenu de l'étude sectorielle détaillée qui a été effectuée récemment, ces objectifs ont été révisés en baisse, et on pense qu'ils sont maintenant réalistes. Afin de pouvoir assurer la réalisation de ce programme, des mesures sont prises pour accroître le rendement des établissements destinés à former la main-d'oeuvre qualifiée nécessaire. Cependant, dans l'intervalle, les lacunes seront comblées en recrutant des expatriés qualifiés. Le gouvernement est conscient de la nécessité d'établir des prix à la production rémunérateurs, et il a récemment relevé ces prix. En outre, les agriculteurs sont protégés contre la tendance des prix à tomber au-dessous des niveaux fixés, grâce aux interventions de la Société de développement agricole qui procède à des achats appropriés. Le cadre institutionnel nécessaire pour fournir des crédits, des engrais, des semences et d'autres intrants aux agriculteurs a été établi et tous les intrants nécessaires sont fournis aux prix coûtants.

24. En ce qui concerne le potentiel d'irrigation, le chef de la délégation a déclaré que l'on pourrait placer sous irrigation contrôlée une superficie d'environ 250 000 hectares. A ce propos, il a particulièrement mentionné le projet de barrage mixte de Baardhere, dont la capacité d'irrigation sera de 223 000 hectares et qui pourra fournir une puissance de 100 MW; ce barrage servira également à lutter contre les inondations. La réalisation du projet apportera d'importantes modifications socio-économiques dans le pays. En ce qui concerne le secteur de la foresterie, le chef de la délégation a indiqué que les faibles ressources allouées à ce secteur

tiennent exclusivement à l'approche globale adoptée, qui consiste à entreprendre un programme de développement réaliste et progressif, et que cela ne signifie nullement que la foresterie ne recevra qu'un faible degré de priorité.

25. Plusieurs délégations ont demandé des informations supplémentaires sur les mesures adoptées pour rétablir progressivement une meilleure position du compte des transactions courantes. Elles ont mentionné le taux de croissance prévu pour les exportations (2,87 %) et ont demandé comment le gouvernement compte réaliser cet objectif, étant donné la stagnation ou le recul des exportations des principaux produits - élevage et bananes - observé dans le passé. Le chef de la délégation somalie a déclaré que dans ce domaine l'accent est mis sur la réalisation de programmes permettant d'accroître la production des aliments qui sont actuellement importés en grandes quantités, mais qu'on envisage également un certain nombre de mesures pour remédier à cette situation. Il s'agit notamment d'établir un taux de change plus favorable, de restreindre les importations en franchise, et de créer des stimulants pour acheminer les économies et les fonds envoyés par les ressortissants somalis travaillant au Moyen-Orient vers les systèmes bancaires officiels. Certains des principaux stimulants proposés pour attirer ces capitaux consistent à créer des possibilités d'ouverture de comptes de non-résidents offrant des taux d'intérêt élevés et des avantages fiscaux pour les fonds investis dans les nouvelles entreprises. Un effort intensif est également accompli pour accroître l'exportation des produits de l'élevage et de la pêche, ainsi que des bananes, grâce à des stimulants appropriés.

26. Certaines délégations ont demandé des explications sur le rôle de l'initiative privée et des investissements privés étrangers et sur la politique suivie par le Gouvernement somali dans ce domaine. Le chef de la délégation somalie a indiqué qu'en ce qui concerne les investissements étrangers, son gouvernement suit une politique libérale. Conformément à cette politique, il a récemment promulgué une loi prévoyant des conditions attrayantes et des facilités adéquates pour les investissements étrangers.

27. La réunion a évoqué la part de l'industrie dans les investissements totaux envisagés dans le plan pour 1982-1986. Certaines délégations ont estimé que cette part est relativement élevée, alors que d'autres ont fait observer que ces investissements sont essentiels pour assurer la diversification et la transformation structurelle de l'économie. Le chef de la délégation somalie a déclaré que son gouvernement n'a pas l'intention de chercher à transformer l'économie de la Somalie pour faire du pays un Etat industriel moderne, mais que celui-ci doit être un Etat avancé sur le plan agricole.

28. Dans le contexte du programme énergétique, certaines délégations ont demandé un complément d'informations sur les plans visant à utiliser les sources d'énergie géothermique et solaire. Le chef de la délégation somalie a déclaré que ces domaines offrent de vastes possibilités. Une enquête détaillée qui vient d'être achevée a notamment montré que les besoins énergétiques de la région septentrionale peuvent être couverts à l'aide des sources géothermiques.

29. Etant le taux élevé de croissance démographique, certaines délégations ont demandé quelle est la politique officielle en matière de contrôle démographique. Le chef de la délégation somalie a déclaré qu'il n'existe pas de plan visant à introduire dans l'immédiat un programme de planification de la famille. On préfère s'efforcer d'éduquer la population dans ce domaine et on espère que cela aura en fin de compte un effet favorable pour réduire l'accroissement de la population.

30. Certaines délégations ont demandé de quelle façon on tient compte des problèmes particuliers posés par l'importante population nomade dans les programmes de développement pour les années 80 et quels sont les résultats obtenus jusqu'à présent dans la sédentarisation des nomades. Le chef de la délégation somalie a déclaré que la politique du gouvernement consiste à attirer les nomades vers les établissements permanents et à les encourager à se livrer à l'agriculture et à des activités connexes. On a proposé de créer des centres comportant des pâturages, de l'eau potable et d'autres équipements sociaux indispensables afin d'en faire les éléments principaux de ce processus. Le programme de réinstallation a donné d'excellents résultats dans les régions côtières, où les nomades se sont rapidement adaptés aux activités halieutiques. Dans les exploitations agricoles, l'adaptation est un peu plus lente.

31. Plusieurs délégations ont évoqué la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée en Somalie et ont fait observer que le mémoire ne prévoit pas de programme adéquat pour former le personnel technique et administratif nécessaire pour appuyer l'effort général de développement. On a également parlé de l'émigration du personnel compétent au Moyen-Orient et on a demandé des précisions sur les mesures que le gouvernement compte prendre pour le contrôler.

32. Le chef de la délégation somalie a déclaré que le pays ne dispose pas de moyens nécessaires pour former la main-d'oeuvre à tous les niveaux. Un certain nombre d'institutions techniques et d'établissements de formation à la gestion ont été établis; on prévoit une augmentation du nombre d'étudiants diplômés de l'Université nationale de Somalie et d'autres institutions locales doivent être renforcées. A moyen terme, il faudra une aide pour permettre d'assurer la formation d'étudiants à l'étranger. En ce qui concerne l'émigration, le chef de la délégation somalie a indiqué que des mesures sont prises pour la freiner en offrant de meilleures conditions d'emploi dans le pays.

33. L'afflux important de réfugiés a été évoqué à la réunion et plusieurs délégations ont souligné la nécessité que la communauté internationale aide la Somalie à faire face à ce problème. Répondant aux questions posées sur la politique adoptée à cet égard, le chef de la délégation somalie a déclaré que son gouvernement n'a pas l'intention d'installer les réfugiés en Somalie et estime qu'il faut les rapatrier. Le chef de la délégation somalie a demandé qu'une solution politique internationale soit donnée à ce problème, ce qui permettra à ces réfugiés de revenir dans leurs régions d'origine.

34. Les représentants des pays en développement ont déclaré qu'ils appuient le programme de développement de la Somalie et ont souligné que leur participation à la réunion de consultation est conforme au Programme d'Arusha pour l'autonomie collective, dans le cadre duquel ils se sont déclarés disposés à poursuivre leur coopération technique et économique avec la Somalie en vue de la réalisation de ses plans de développement.

35. Les représentants d'un certain nombre de pays développés ont décrit les efforts de leurs pays en faveur du développement de la Somalie et déclaré que leurs gouvernements respectifs étaient prêts à maintenir et intensifier leur aide.

36. Les représentants de plusieurs organisations internationales ont exposé les efforts que celles-ci accomplissent pour contribuer au développement de la Somalie et ont déclaré que ces organisations sont prêtes à poursuivre et à intensifier leur assistance dans leurs domaines de compétence respectifs.

37. Les participants sont convenus que la réunion de consultation a offert une excellente occasion de procéder à un échange de vues franc et fructueux. Cet échange de vues renforcera encore l'esprit de bonne volonté et l'intérêt positif de tous ceux qui contribuent au développement de la Somalie. Les participants ont félicité le Gouvernement de la Somalie, ainsi que sa délégation, de la clarté, de la spécificité et du réalisme de ses plans et de leur présentation.

38. Le chef de la délégation somalie a déclaré qu'il espère que de nouvelles réunions seront organisées à l'avenir pour examiner et suivre le nouveau programme substantiel d'action en ce qui concerne le développement de la Somalie.

---

Annexe

Participation à la réunion de consultation pour la Somalie

Parmi ceux qui avaient été invités à participer à la réunion de consultation, les pays et les organismes internationaux ci-après étaient représentés :

Pays

Allemagne, République fédérale d'	Irlande
Australie	Italie
Autriche	Japon
Brésil	Mexique
Canada	Pays-Bas
Chine	Portugal
Egypte	Roumanie
Espagne	Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord
Etats-Unis d'Amérique	Suède
France	Suisse
Inde	Yougoslavie
Iraq	

Organismes des Nations Unies

Département de la coopération technique pour le développement  
Commission économique pour l'Afrique  
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel  
Fonds des Nations Unies pour l'enfance  
Programme des Nations Unies pour le développement  
Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne  
Fonds d'équipement des Nations Unies  
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés  
Centre CNUCED/GATT du commerce international

Institutions spécialisées

Organisation internationale du Travail  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
Organisation mondiale de la santé  
Banque mondiale  
Fonds monétaire international  
Organisation météorologique mondiale

Organismes intergouvernementaux

Communauté économique européenne  
Banque islamique de développement

Organisations non gouvernementales

OXFAM  
Oecumenical Relief and Development Group for Somalia  
Tear Fund

---

IX. RAPPORT DE LA REUNION DE CONSULTATION POUR LA HAUTE-VOLTA<sup>1/</sup>

1. Dans le cadre des préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, et conformément à la résolution 7 (III) adoptée par le Comité préparatoire de la Conférence à sa première session, en février 1980, ainsi qu'aux conclusions et recommandations qu'il a adoptées à sa deuxième session, en octobre 1980 (A/CONF.104/PC/9 2/, chap. II), que l'Assemblée générale a fait siennes dans sa résolution 35/205 du 16 décembre 1980, la réunion de consultation pour la Haute-Volta s'est tenue au Centre des congrès des Pays-Bas, à La Haye, les 28 et 29 mai 1981. Elle a été présidée par M. B. Bell, ancien Vice-Président de la Banque mondiale. Le rapport a été adopté le 1er juin 1981. La liste des pays et organisations internationales qui ont participé à la réunion figure dans l'annexe.
2. Le rapport établi par le Gouvernement pour la réunion de consultation par pays (mémoire de la Haute-Volta (LDC/CP/26 et Corr.1)) constituait le principal document examiné. Le rapport était disponible dans la langue originale (français); un résumé du rapport, établi par le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, a été distribué en anglais, en arabe et en français (A/CONF.104/SP/26). Un additif au mémoire a également été soumis (LDC/CP/26/Add.1).
3. L'élaboration du programme du pays et sa présentation à la réunion de consultation constituent une étape importante des activités précédant la Conférence.
4. M. Mamadou Sanfo, Ministre de l'économie et du plan, chef de la délégation de la Haute-Volta, a présenté le programme de son pays, ainsi que les besoins d'aide financière pour la décennie en cours. Cet exposé est résumé aux paragraphes 5 à 8.
5. Le Ministre, après avoir fait un bref exposé des grandes orientations nationales de son pays, a brossé un tableau de la situation d'ensemble de la Haute-Volta, en mettant l'accent tout particulièrement sur l'évolution économique et financière depuis 1970. Il a souligné que le PIB par habitant a diminué de 0,8 % par an en francs CFA constants pendant les années 70 et que la balance commerciale, structurellement déficitaire, a montré une tendance à la dégradation. Il a noté également que le financement des investissements a été largement dépendant de l'aide extérieure (90 milliards de francs CFA sur un investissement total de 112 milliards entre 1976 et 1979) <sup>3/</sup>. Cette évolution est due, en grande partie, aux contraintes suivantes : enclavement interne et externe; conditions climatiques défavorables; faiblesse des ressources énergétiques et lourdeur de la facture pétrolière; incidences de la sécheresse et de l'extension de la désertification; déséquilibre du peuplement et disparités régionales; faiblesse des ressources financières de l'Etat; et insuffisance de cadres.
6. En exposant la stratégie de développement, le Ministre a noté qu'elle est basée sur les préoccupations suivantes : bien se nourrir, bien se porter; bien se loger et bien se vêtir pour mieux travailler; mieux participer; et mieux combattre sa propre ignorance. Il a précisé les secteurs prioritaires : le secteur rural, l'industrie, l'infrastructure, la santé et l'enseignement. Pour ce qui est du secteur rural, les principaux objectifs sont d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et d'améliorer les conditions de vie en milieu rural. Le secteur industriel sera développé sur la base des ressources minières et agropastorales, afin d'équilibrer la balance des

---

<sup>1/</sup> Original : FRANCAIS.

<sup>2/</sup> Voir également Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément No 45 (A/35/45), deuxième partie.

<sup>3/</sup> 260 francs CFA = 1 dollar des Etats-Unis.



paiements, d'appuyer le développement agricole, et de résorber le chômage, ce qui se traduirait par une fixation de la main-d'oeuvre dans le pays. Dans le secteur des infrastructures, les actions visent à améliorer le réseau de communications et les services des transports et à faciliter les échanges commerciaux intérieurs et extérieurs, ainsi que la mise en valeur des ressources naturelles. Concernant le secteur social, l'objectif est d'améliorer la couverture sanitaire et scolaire du pays et, d'une façon générale, les conditions de vie de la population.

7. Le Ministre a souligné la grande importance donnée à l'accroissement de la production céréalière qui devrait atteindre 1,7 million de tonnes vers la fin de la décennie, soit 700 000 tonnes de plus que la production actuelle. Ceci exigera d'améliorer l'approvisionnement en intrants agricoles, l'encadrement technique, la recherche de variétés plus résistantes aux mauvaises conditions climatiques, etc. En matière de production animale, l'accent sera mis sur l'exploitation rationnelle des pâturages, la lutte contre les maladies, et le développement de l'élevage, notamment du petit élevage domestique. Dans le monde rural, une attention particulière sera accordée à la participation des populations au développement. Le Ministre a mentionné ensuite les actions visant à améliorer les conditions de vie, et il a particulièrement souligné le besoin de développer le système d'enseignement, notamment par la création d'une université nationale à même de fournir les cadres dont le pays a besoin. Se référant au développement minier, le Ministre a énuméré certains des effets du programme, à savoir la création d'emplois (3 000 postes de travail), l'accroissement des revenus, la création de centres urbains, et la stimulation d'autres secteurs économiques. Il a noté que la Haute-Volta aura besoin de 21 milliards de francs CFA au cours de la décennie pour mener à bien le programme de développement minier. Par ailleurs, le programme concernant les industries agro-alimentaires et les industries textiles demandera un financement variant entre 22,5 milliards et 47,5 milliards de francs CFA. Pour ce qui est du secteur des transports et des communications, après une description générale des actions prévues, le Ministre a attiré l'attention des participants sur l'extension des voies ferroviaires, particulièrement celles liant Ouagadougou à Tambao. En ce qui concerne l'énergie, l'objectif central sera de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des hydrocarbures et du bois de chauffe, grâce à la diversification des sources énergétiques (hydroélectricité, énergies nouvelles) et à la limitation du programme d'équipement en centrales thermiques aux besoins urgents.

8. S'agissant des conditions de réalisation du programme de développement, le chef de la délégation a souligné que la Haute-Volta est résolument décidée à réorganiser son économie en appliquant une plus grande rigueur dans la planification, la gestion et le contrôle. Dans ces domaines, des mesures ont déjà été prises avec la création du Ministère de l'économie et du plan et d'un certain nombre de commissions nationales (investissements, contrôle et cadres économiques). D'autres actions à l'étude, telle la création d'un fonds national d'investissement public chargé de la gestion des coûts locaux et des charges récurrentes des différents projets vont dans le même sens. Il a mentionné également les efforts touchant l'utilisation plus rationnelle des ressources, l'assouplissement des procédures administratives, la mobilisation de l'épargne nationale et la rationalisation des méthodes de production, notamment dans le secteur rural. Le Ministre a souligné aussi les efforts que les donateurs devraient faire pour respecter les priorités du plan, pour participer au financement des coûts locaux, pour assouplir les critères d'évaluation des projets, pour abandonner, autant que possible, l'aide liée, et pour adopter les méthodes de programmation pluriannuelle de l'aide. Il a proposé que les bailleurs de fonds contribuent au financement des charges récurrentes. A cet effet, il a suggéré la création d'un fonds spécial dans le cadre du système des Nations Unies.

9. Plusieurs délégations ont demandé des précisions quant aux priorités à l'intérieur du plan et des investissements prévus. Se référant au mémoire de la Haute-Volta (IDC/CP/26), elles ont estimé que l'ordre de ces priorités n'est pas explicitement établi. Le Ministre a répondu que l'ordre de ces priorités est clairement indiqué dans l'additif au mémoire (IDC/CP/26/Add.1).

10. Le secteur rural a fait l'objet d'une longue discussion. Répondant aux questions relatives aux mesures envisagées par le Gouvernement pour augmenter les revenus ruraux, le Ministre a souligné que les efforts de son Gouvernement sont orientés vers la réduction des coûts de production des paysans, l'augmentation de la superficie des terres cultivables mises à leur disposition et le soutien des prix agricoles. Il a souligné l'existence de gisements de phosphate qui, si l'on obtient le financement pour les exploiter, pourront permettre de notables économies dans le coût des engrais importés.

11. Plusieurs délégations ont examiné les différents moyens prévus pour atteindre l'autosuffisance alimentaire. A cet égard, un représentant a estimé que l'objectif de la croissance de la productivité de la production céréalière globale doit être le premier objectif pour la Haute-Volta, et qu'en vue de cet objectif, il convient de se pencher particulièrement sur des éléments tels que le contexte sociologique du monde rural et certains mécanismes (coopératives, groupements villageois, crédit agricole et la politique des prix céréaliers). Le Ministre a reconnu que les groupements villageois pour la commercialisation des produits agricoles ont un rôle important à jouer.

12. Répondant à une question d'un participant au sujet de la complexité des techniques dans le secteur rural, le Ministre a précisé que les techniques qui reposent sur la traction animale ne peuvent être considérées comme des techniques complexes.

13. A un participant qui craignait que les investissements prévus pour le reboisement industriel ne soient trop importants par rapport à ceux prévus pour le reboisement villageois, le Ministre a répondu que les chiffres prévus à cet effet résultent de la liste des projets établis et des études à l'appui. Il s'est référé en particulier aux travaux du Bureau soudano-sahélien des Nations Unies faits en collaboration avec le PNUD et il a souligné que d'ailleurs l'écart n'est pas significatif.

14. Abordant la question de la priorité qui semble être octroyée dans le plan à l'hydraulique urbaine par rapport à l'hydraulique rurale, un participant a évoqué le risque d'exode rural si un équilibre entre les deux formes d'hydraulique n'est pas maintenu. Le Ministre a répondu que les investissements au titre de l'hydraulique urbaine étant plus onéreux paraissent plus importants, mais qu'en réalité ces deux formes sont intimement liées entre elles. En ce qui concerne les coûts unitaires des aménagements hydro-agricoles, il a précisé que les coûts mentionnés dans le mémoire ont été établis sur la base des données réelles. Un autre participant a demandé des éclaircissements au sujet des dispositions prises par le Gouvernement quant à l'entretien de l'équipement hydraulique rural, qui pourrait être assez coûteux. Le Ministre a déclaré que des institutions ont été créées par le Gouvernement pour se charger de cet entretien et qu'il existe aussi des sociétés privées qui y veillent. Ainsi, la décentralisation de la Direction de l'hydraulique et de l'équipement rural permettra une surveillance plus étroite de ces équipements, la formation d'artisans ruraux pour les réparations mineures, et la sensibilisation des populations à l'utilisation adéquate et à l'entretien de ces équipements.

15. Le secteur minier a aussi fait l'objet de quelques interventions. Le Ministre a parlé du potentiel de son pays, notant que les projets miniers exigeront des ressources considérables. Il a exprimé le souhait de son Gouvernement qu'une seconde couverture géophysique soit faite.

16. Le coût de la facture pétrolière a été évoqué à plusieurs reprises. Le Ministre a indiqué les différentes mesures envisagées par son gouvernement en vue de réduire la dépendance de cette source d'énergie.
17. Répondant à plusieurs questions soulevées au sujet des différentes réformes administratives entreprises par le Gouvernement de la Haute-Volta, le Ministre a souligné les efforts que son gouvernement fait en vue d'améliorer la structure administrative aux niveaux national, régional et local et d'assurer une meilleure coordination entre les ministères et les établissements publics et para-publics. Le Ministre a précisé que le Ministère de l'économie et du plan a été réorganisé pour tenir compte de la nécessité d'une planification régionale, de façon à apporter plus d'efficacité dans l'exécution des plans de développement.
18. Concernant une question relative au déficit budgétaire, le Ministre a noté que celui-ci n'est pas alarmant eu égard à la conjoncture. Il a cependant insisté sur les mesures prises par le Gouvernement voltaïque pour réduire ce déficit budgétaire, notamment grâce à la réduction du train de vie de l'Etat et à l'amélioration des conditions de recouvrement des recettes.
19. A une question concernant la redéfinition du rôle de l'Autorité de l'aménagement des vallées des Voltas (A.V.V.), le Ministre a expliqué que celle-ci est envisagée et qu'une commission technique interministérielle examine actuellement la question.
20. Répondant à une question relative à l'avenir des Organismes régionaux de développement (O.R.D.), le Ministre a précisé que leurs activités seront ramenées à un rôle de promotion de la production agricole et que les fonctions de commercialisation proprement dites seront confiées à d'autres institutions. A une question concernant le rôle futur de l'Office national des céréales (OF-NA-CER), le Ministre a expliqué que, dans le cadre de la restructuration envisagée, celui-ci aurait essentiellement pour rôle la régulation du marché des céréales, la constitution de stocks de sécurité, et la collecte des céréales en collaboration avec les groupements villageois, qui pourront vendre aussi à d'autres acheteurs.
21. Répondant à un participant, le Ministre a reconnu que les activités des institutions de recherche agronomique n'ont pas, jusqu'ici, été suffisamment coordonnées. Il a précisé que désormais ces activités seront coordonnées par l'Institut national de la recherche agronomique au sein du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.
22. En ce qui concerne les problèmes de l'éducation, des délégations ont exprimé leur appui aux mesures prises par le Gouvernement en vue de promouvoir un enseignement de masse basé principalement sur l'introduction des langues nationales, le concept éducation-travail productif et l'accent placé sur la formation professionnelle et celle des jeunes agriculteurs.
23. Répondant à certaines délégations qui demandaient des précisions sur la formule pédagogique envisagée par le gouvernement pour intéresser la jeunesse rurale à l'agriculture, le Ministre a décrit les efforts de son gouvernement en vue de lier l'éducation rurale et l'éducation traditionnelle. Il a également mentionné l'objectif de son gouvernement d'élever le niveau d'instruction chez les femmes.
24. Un participant s'est intéressé à la question du planning familial. Sur ce point le Ministre a répondu qu'une politique de sensibilisation de la population voltaïque est actuellement en cours, avec le concours des moyens d'information. Il a indiqué que toute action entreprise dans ce domaine doit tenir compte des facteurs socio-logiques et religieux.

25. Répondant à une question sur le commerce extérieur, le Ministre a souligné l'importance des relations commerciales de la Haute-Volta avec les autres pays de la région, notamment avec les Etats membres de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dont la Haute-Volta est membre.
26. Evocuant les flux migratoires de la main-d'oeuvre voltaïque, un représentant a demandé des précisions sur la politique actuelle du gouvernement à cet égard. Le Ministre a exprimé les préoccupations de son gouvernement face aux difficultés d'application des accords de migration signés avec certains pays voisins, ce qui explique les obstacles rencontrés dans le transfert des revenus de la main-d'oeuvre voltaïque à l'extérieur. Il a précisé que son gouvernement n'encourage plus l'émigration, étant donné que les conditions de travail offertes dans ces pays ne sont pas adéquates et que la main-d'oeuvre voltaïque est maintenant nécessaire au développement rural de la Haute-Volta.
27. Les représentants de plusieurs pays développés ont indiqué leur volonté de continuer leur aide en Haute-Volta.
28. Les représentants de plusieurs pays en développement ont souligné l'intérêt et les domaines de coopération économique et technique possible entre la Haute-Volta et leur pays dans le cadre du Programme d'Arusha pour l'autonomie collective à partir de l'expérience accumulée par leur pays.
29. Les représentants de plusieurs organisations internationales ont décrit les efforts soutenus déployés par leurs organisations pour aider au développement de la Haute-Volta. Ils ont également déclaré que celles-ci sont prêtes à poursuivre et à intensifier leur assistance dans leurs domaines de compétence respectifs.
30. Plusieurs délégations ont souligné la nécessité d'une meilleure coordination des aides extérieures. Plusieurs participants ont suggéré qu'il serait utile d'organiser des réunions périodiques entre les donateurs et le Gouvernement voltaïque ou de prévoir d'autres mécanismes dans le même but. Le Ministre a reconnu l'importance des organisations non gouvernementales dans le financement des opérations de développement en Haute-Volta.
31. La question du financement des dépenses renouvelables a fait l'objet de plusieurs interventions. Un représentant a souligné qu'il importe de définir ces dépenses pour chaque projet. Un autre participant s'est référé à l'étude du CILSS/Club du Sahel sur les dépenses renouvelables et il s'est enquis des mesures prises ou envisagées par le Gouvernement de la Haute-Volta pour accroître sa participation au financement de ces dépenses, notamment pour ce qui a trait à la participation financière des usagers des services publics. Le Ministre a reconnu qu'il est nécessaire de créer un système pour établir le partage des dépenses récurrentes. Il a donné des indications sur la part de certaines dépenses actuellement prises en charge par la population. Il a reconnu qu'il importe d'associer d'une manière générale les usagers à ces dépenses. Il a précisé que celles-ci sont très lourdes et que l'Etat ne pourra pas toujours continuer à les assurer comme il le fait actuellement.
32. Les participants sont convenus que la réunion de consultation a offert une excellente occasion de procéder à un échange de vues fructueux sur les programmes de développement de la Haute-Volta.

Annexe

Participation à la réunion de consultation pour la Haute-Volta

Parmi ceux qui avaient été invités à participer à la réunion de consultation, les pays et les organismes internationaux ci-après étaient représentés :

Pays

Allemagne, République fédérale d'	Iraq
Argentine	Italie
Autriche	Japon
Belgique	Mexique
Brésil	Pays-Bas
Canada	République de Corée
Chine	Roumanie
Egypte	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Espagne	Suède
Etats-Unis d'Amérique	Suisse
France	Yougoslavie
Inde	

Organismes des Nations Unies

Département de la coopération technique pour le développement  
Commission économique pour l'Afrique  
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel  
Fonds des Nations Unies pour l'enfance  
Programme des Nations Unies pour le développement  
Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne  
Fonds d'équipement des Nations Unies

Institutions spécialisées

Organisation internationale du Travail  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
Organisation mondiale de la santé  
Banque mondiale  
Fonds monétaire international  
Union postale universelle  
Organisation météorologique mondiale  
Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime  
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

---

Organismes intergouvernementaux

Banque islamique de développement

Communauté économique européenne

Comité (permanent) inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel

Organisation de coopération et de développement économiques

Appendice

Notification des réunions et liste des pays et organisations invités à y participer.



TDO 330/17(2-3)

NOTIFICATION

Réunions de consultation par pays pour les pays les moins avancés  
de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale et pour la Somalie  
La Haye, 25 mai - 6 juin 1981

Comme suite aux conclusions et recommandations que le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés a adoptées à sa deuxième session (A/CONF.104/PC/9, chapitre II) et que l'Assemblée générale a approuvées dans sa résolution 35/205, du 16 décembre 1980, des réunions de consultation par pays se tiendront, pour les différents pays les moins avancés, entre mars et juin 1981.

En conséquence, les réunions de consultation concernant les pays les moins avancés de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale (Bénin, Cap-Vert, Haute-Volta, Gambie, Guinée, Mali, Niger, République centrafricaine et Tchad), ainsi que la Somalie, auront lieu à la Haye, du 25 mai au 6 juin 1981. Cette série de réunions débutera le lundi 25 mai 1981, à 11 heures, au Netherlands Congress Centre, 10 Churchillplein, The Hague.

Chacun des pays les moins avancés susmentionnés a informé le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, conformément au paragraphe 8 b) des conclusions et recommandations adoptées par le Comité préparatoire, de sa décision concernant les Etats, les institutions multilatérales et autres institutions qu'il entend inviter à sa réunion de consultation. La liste des pays et des institutions multilatérales et autres ainsi invités par chacun des pays les moins avancés figure dans l'annexe I.

Les participants à la réunion de consultation prévue pour chacun des pays les moins avancés auront à leur disposition le mémoire présenté par ce pays dans la langue originale de rédaction (anglais ou français). Le secrétariat de la Conférence s'efforcera de fournir un résumé de chaque mémoire en anglais, en arabe et en français. Un calendrier des diverses réunions de consultation par pays figure dans l'annexe II. Une note contenant des renseignements destinés aux participants figure dans l'annexe III.

Les gouvernements des pays les moins avancés de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, le gouvernement de la Somalie, les Etats et ainsi que les institutions multilatérales et autres invités par eux aux réunions de consultation par pays sont priés de donner au Secrétaire général de la Conférence, pour le 18 mai 1981, le nom de leurs représentants, représentants suppléants et conseillers.

Toutes les communications concernant la représentation à ces réunions doivent être envoyées en double exemplaire au secrétariat de la CNUCED, Service des réunions et des pouvoirs, Palais des Nations, CH 1211 Genève 10. Les communications envoyées après le 18 mai 1981 doivent être adressées au Service de coordination de la CNUCED, Netherlands Congress Centre, Postbus 82000, 2508EA The Hague, the Netherlands.

Le Secrétaire général de la Conférence  
des Nations Unies sur les pays les moins avancés,

*Gamani Corea*  
Gamani Corea

Le 24 avril 1981



States invited by the 9 least developed countries of Western and Central Africa and by Somalia to their individual review meetings (see note page 7)	Benin Bénin بنين	Cape Verde Cap-Vert الرأس الأخضر	Central African Republic République centrafricaine جمهورية أفريقيا الوسطى	Chad Tchad تشاد	Gambia Gambie غامبيا	Guinea Guinée غينيا	Mali Mali مالي	Niger Niger النيجر	Somalia Somalie الصومال	Upper Volta Haute-Volta فولتا العليا
Algeria Algérie الجزائر	x	x	x		-	x	x	x	x	x
Argentina Argentine الارجنتين	x	x	x		-	x	x	x	x	x
Australia Australie استراليا	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Austria Autriche النمسا	x	x	x		-	x	x	x	x	x
Belgium Belgique بلجيكا	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Brazil Brésil البرازيل	x	x	x		-	x	x	x	x	x
Bulgaria Bulgarie بلغاريا	x	x	x		-	x	x	x	-	x
Canada Canada كندا	x	x	x		x	x	x	x	x	x
China Chine الصين	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Cuba Cuba كوبا	x	x	x		-	x	x	x	-	x
Czechoslovakia Tchécoslovaquie تشيكوسلوفاكيا	x	x	x		-	x	x	x	-	x

States invited by the 9 least developed countries of Western and Central Africa and by Somalia to their individual review meetings (see note page 7)	Benin Bénin البنين	Cape Verde Cap-Vert الرأس الأخضر	Central African Republic République centrafricaine جمهورية أفريقيا الوسطى	Chad Tchad تشاد	Gambia Gambie غامبيا	Guinea Guinée غينيا	Mali Mali مالي	Niger Niger النيجر	Somalia Somalie الصومال	Upper Volta Haute-Volta فولتا العليا
Democratic People's Rep. of Korea Rép. populaire démocratique de Corée جمهورية كوريا الديمقراطية الشعبية	x	-	-	-	-	-	x	-	-	-
Denmark Danemark الدانمرك	x	x	x	-	x	x	x	x	x	x
Egypt Egypte مصر	x	x	x	-	-	x	x	x	x	x
Finland Finlande فنلندا	x	x	x	-	x	x	x	x	x	x
France France فرنسا	x	x	x	-	x	x	x	x	x	x
German Dem. Rep. Rép. dém. allemande الجمهورية الديمقراطية الألمانية	x	x	x	-	-	x	x	x	-	x
Germany, Fed. Rep. of Allemagne, Rép. fédérale d' ألمانيا (جمهورية الاتحادية)	x	x	x	-	x	x	x	x	x	x

States invited by the 9 least developed countries of Western and Central Africa and by Somalia to their individual review meetings (see note page 7)	Benin Bénin بينين	Cape Verde Cap-Vert الرأس الأخضر	Central African Republic République centrafricaine جمهورية أفريقيا الوسطى	Chad Tchad تشاد	Gambia Gambie غامبيا	Guinea Guinée غينيا	Mali Mali مالى	Niger Niger النيجر	Somalia Somalie الصومال	Upper Volta Haute-Volta فولتا العليا
Greece Grèce اليونان	x	x	-		-	-	-	-	-	-
Hungary Hongrie هنغاريا	x	x	x		-	x	x	x	-	x
Iceland Islande ايسلندا	x	x	x		-	x	-	x	x	x
India Inde الهند	x	x	x		-	x	x	x	x	x
Iran Iran ايران	x	x	x		-	x	x	x	x	x
Iraq Iraq العراق	x	x	x		-	x	x	x	x	x
Ireland Irlande ايرلندا	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Italy Italie ايطاليا	x	x	x		-	x	x	x	x	x
Japan Japon اليابان	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Kuwait Koweït الكويت	x	x	x		x	x	x	x	x	x

States invited by the 9 least developed countries of Western and Central Africa and by Somalia to their individual review meetings (see note page 7)	Benin Bénin بنين	Cape Verde Cap-Verte الرأس الأخضر	Central African Republic République centrafricaine جمهورية أفريقيا الوسطى	Chad Tchad تشاد	Gambia Gambie غامبيا	Guinea Guinée غينيا	Mali Mali مالى	Niger Niger النيجر	Somalia Somalie الصومال	Upper Volta Haute-Volta فولتا العليا
Libyan Arab Jamahiriya Jamahiriya arabe libyenne الجمهورية العربية الليبية	x	x	x		-	x	x	x	x	x
Luxembourg Luxembourg لكسمبرغ	x	x	x		-	x	x	x	x	x
Mexico Mexique المكسيك	x	x	x		-	x	x	x	x	x
Netherlands Pays-Bas هولندا	x	x	x		x	x	x	x	x	x
New Zealand Nouvelle- Zélande نيوزيلندا	x	x	x		-	x	x	x	x	x
Nigeria Nigéria نيجيريا	x	x	x		-	x	x	x	x	x
Norway Norvège النرويج	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Poland Pologne بولندا	x	x	x		-	x	x	x	-	x
Portugal Portugal البرتغال	x	x	x		-	x	x	x	x	x
Qatar Qatar قطر	x	x	x		x	x	x	x	x	x

States invited by the 9 least developed countries of Western and Central Africa and by Somalia to their individual review meetings (see note page 7)	Benin Bénin بنين	Cape Verde Cap-Verte الرأس الأخضر	Central African Republic République centrafricaine جمهورية أفريقيا الوسطى	Chad Tchad تشاد	Gambia Gambie غامبيا	Guinea Guinée غينيا	Mali Mali مالى	Niger Niger النيجر	Somalia Somalie الصومال	Upper Volta Haute-Volta فولتا العليا
Republic of Korea République de Corée جمهورية كوريا	-	-	x		-	-	-	-	-	-
Romania Roumanie رومانيا	x	x	x		-	x	x	x	x	x
Saudi Arabia Arabie Saoudite المملكة العربية السعودية	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Spain Espagne اسبانيا	x	x	x		-	x	x	x	x	x
Sweden Suède السويد	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Switzerland Suisse سويسرا	x	x	x		-	x	x	x	x	x
Syrian Arab Republic République arabe syrienne الجمهورية العربية السورية	-	-	-		-	-	x	-	-	-

States invited by the 9 least developed countries of Western and Central Africa and by Somalia to their individual review meetings (see note page 7)	Benin Bénin بنين	Cape Verde Cap-Vert الرأس الأخضر	Central African Republic République centrafricaine جمهورية أفريقيا الوسطى	Chad Tchad تشاد	Gambia Gambie غامبيا	Guinea Guinée غينيا	Mali Mali مالي	Niger Niger النيجر	Somalia Somalie الصومال	Upper Volta Haute-Volta فولتا العليا
Union of Soviet Socialist Republics Union des Républiques socialistes soviétiques اتحاد الجمهوريات الاشتراكية السوفياتية	x	x	x		-	x	x	x	-	x
United Arab Emirates Emirats arabes unis الإمارات العربية المتحدة	x	x	x		x	x	x	x	x	x
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وأيرلندا الشمالية	x	x	x		x	x	x	x	x	x
United States of America Etats-Unis d'Amérique الولايات المتحدة الأمريكية	x	x	x		x	x	x	x	x	x

States invited by the 9 least developed countries of Western and Central Africa and by Somalia to their individual review meetings (see note page 7)	Benin Bénin بنين	Cape Verde Cap-Vert الرأس الأخضر	Central African Republic République centrafricaine جمهورية أفريقيا الوسطى	Chad Tchad تشاد	Gambia Gambie غامبيا	Guinea Guinée غينيا	Mali Mali مالي	Niger Niger النيجر	Somalia Somalie الصومال	Upper Volta Haute-Volta فولتا العليا
Venezuela Venezuela فنزويلا	x	x	x		1	x	x	x	x	x
Yugoslavia Yougoslavie يوغوسلافيا	x	x	x		1	x	x	x	x	x

Note: No communication was received from the Government of Chad concerning the States and multilateral agencies to be invited to its review meeting. In the event, no review meeting for Chad was held at The Hague.

Multilateral and other agencies invited by the 9 least developed countries of Western and Central Africa and by Somalia to their individual review meetings (see note page 11)	Benin	Cape Verde	Central African Republic	Chad	Gambia	Guinea	Mali	Niger	Somalia	Upper Volta
Food and Agriculture Organization (FAO)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Inter-Governmental Maritime Consultative Organization (IMCO)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
International Civil Aviation Organization (ICAO)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
International Finance Corporation (IFC)	x	-	x		-	-	x	-	-	-
International Fund for Agricultural Development (IFAD)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
International Labour Organisation (ILO)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
International Monetary Fund (IMF)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
International Telecommunication Union (ITU)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Universal Postal Union (UPU)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
World Bank (IBRD/IDA)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
World Health Organization (WHO)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
World Intellectual Property Organization (WIPO)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
World Meteorological Organization (WMO)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
General Agreement on Tariffs and Trade (GATT)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
International Trade Centre UNCTAD/GATT (ITC)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
United Nations Children's Fund (UNICEF)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
United Nations Development Programme (UNDP)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
and United Nations Capital Development Fund	x	-	-		x	x	x	-	-	-
and United Nations Sudano-Sahelian Office	x	x	-		x	x	x	x	x	-
United Nations Environment Programme (UNEP)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
United Nations Fund for Population Activities (UNFPA)	x	-	-		-	-	x	-	-	-
United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)	x	x	x		x	x	x	x	x	x



Multilateral and other agencies invited by the 9 least developed countries of Western and Central Africa and by Somalia to their individual review meetings - (see note page 11)	Benin	Cape Verde	Central African Republic	Chad	Gambia	Guinea	Mali	Niger	Somalia	Upper Volta
United Nations Institute for Training and Research (UNITAR)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
United Nations Interim Fund for Science and Technology for Development (UNIFSTD)	x	x	-		-	-	x	-	-	-
World Food Council (WFC)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
World Food Programme (WFP)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
United Nations Secretariat:										
Centre for Human Settlements (HABITAT)(UNCHS)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Centre on Transnational Corporations (UNCTC)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Department of International Economic and Social Affairs	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Department of Technical Co-operation for Development	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Office of the Director-General for Development and International Economic Co-operation	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Economic Commission for Africa (ECA)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
* * *										
African Development Bank (ADB)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
African Development Fund (ADF)	-	-	-		x	-	-	-	-	-
Arab Bank for Economic Development in Africa (BADEA)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Arab Fund for Economic and Social Development (AFESD)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Arab Fund for Technical Assistance for African and Arab Countries	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Arab Monetary Fund (AMF)	-	-	-		-	-	x	-	x	-
Arab Organization for Agricultural Development (AOAD)	-	-	-		-	-	x	-	x	-
Bank of Central African States (BEAC)	-	-	x		-	-	-	-	-	-

Multilateral and other agencies invited by the 9 least developed countries of Western and Central Africa and by Somalia to their individual review meetings. (see note page 11)										
	Benin	Cape Verde	Central African Republic	Chad	Gambia	Guinea	Mali	Niger	Somalia	Upper Volta
Central African Customs and Economic Union (UDEAC)	-	-	x		-	-	-	-	-	-
Commission of the European Communities (EEC)	x	x	x		x	x	x	-	x	-
and European Development Fund (EDF)	-	x	x		x	x	x	x	x	x
Council for Mutual Economic Assistance (CMEA)	x	x	x		x	-	x	-	x	-
Development Bank of Central African States (BDEAC)	-	-	x		-	-	-	-	-	-
Economic Community of West African States (ECOWAS)	-	x	-		-	-	x	-	-	-
European Investment Bank (EIB)	x	x	x		x	x	x	-	x	-
International Financial Corporation for Investment and Development in Africa (SIFIDA)	x	-	-		-	-	x	-	-	-
International Investment Bank (IIB)	-	x	x		-	x	x	x	x	x
Islamic Development Bank (IDB)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Islamic Solidarity Fund	x	-	-		x	-	x	-	-	-
League of Arab States (LAS)	x	-	-		-	-	x	-	-	-
OPEC Fund for International Development (OPECFUND)	x	x	x		x	x	x	x	x	x
Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)	x	x	x		x	-	x	-	x	-
Organization of African Unity (OAU)	x	x	x		x	-	x	x	x	-
Organisation of the Islamic Conference	-	-	-		-	-	x	-	-	-
Permanent Interstate Committee for Drought Control in the Sahel (ICDCS)	-	x	-		x	-	x	-	-	-
West African Development Bank (BOAD)	x	-	-		-	-	x	-	-	-
* * * *										

Multilateral and other agencies invited by the 9 least  
developed countries of Western and Central Africa  
and by Somalia to their individual review meetings

Note:

1. Invitations were also extended on behalf of the Governments of Benin, the Central African Republic, Mali, Somalia and Upper Volta to non-governmental organizations; those organizations which participated are listed in the annex to the report of the individual review meeting concerned.
2. No communication was received from the Government of Chad concerning the States and multilateral agencies to be invited to its review meeting. In the event, no review meeting for Chad was held at The Hague.